

Après avoir été sommés par l'ONU d'évacuer les alentours de Srebrenica

Les Serbes sont menacés de nouvelles sanctions internationales

Un plan de paix moribond

QUE Srebrenica soit investie militairement par les forces serbes, évacuée par le HCR sous la supervision d'une compagnie de « casques bleus » canadiens ou baptisée « zone protégée », conformément à la dernière résolution (819) du Conseil de sécurité, le sort de l'enclave musulmane de Bosnie orientale marque une nouvelle victoire des troupes du général Ratko Mladic, déjà surnommé le « boucher de Sarajevo ».

Reste à savoir, à présent, si les Serbes vont arrêter leur offensive et commencer à négocier sérieusement, ou s'ils vont pousser leur avantage en tentant de s'emparer d'autres poches, comme Gorazde, Zepa, voire Tuzla, stratégiquement plus importantes. Estimant que les questions de purification ethnique qu'ils ont pu mener depuis un an sans être véritablement gênés par la communauté internationale sont à présent achevées et que l'heure est venue de « marchander » ou d'échanger des territoires avec les Croates ou les Musulmans ?

Le plan de paix Vance-Owen, que le président serbe Slobodan Milosevic considère comme une base correcte de négociations, tenant compte des intérêts et droits légitimes des trois « nations », est en tout cas de plus en plus menacé. La carte proposée par les deux médiateurs, qui redécoupait la Bosnie-Herzégovine en dix provinces largement autonomes, est bel et bien périmée en raison des conquêtes serbes de ces derniers mois.

Ainsi que le président bosnien, Alija Izetbegovic, menace de claquer la porte de la conférence de New-York, le chef des Serbes de Bosnie, le docteur en psychiatrie Radovan Karadzic, refuse toujours, lui, de signer le plan, parce qu'il ne prévoit pas cette « continuité », à laquelle il est viscéralement attaché, d'une part entre les diverses territoires attribués aux Serbes, d'autre part entre ceux-ci et la mère-patrie. N'ayant pas obtenu ce « cordon ombilical » dans les négociations politiques - HIM. Vance et Owen ne veulent pas entendre parler de « Grande Serbie », - il est en train de parvenir à ses fins militairement et de mettre Européens et Américains devant le fait accompli.

De leur côté, les Croates de Bosnie, qui ne donnent pas cher du plan de l'ONU et de la CEE - qu'ils ont signé, - « nettoient » à leur façon et préparent, à toutes fins utiles, un plan de rattachement à Zagreb, en abandonnant ceux qui sont pourtant officiellement leurs alliés, à savoir les Musulmans.

Le président américain se dit indigné de l'offensive contre Srebrenica, que l'action du général Morillon a rendu symbolique de la tragédie des Musulmans. Si les Serbes persistent dans leur refus de signer le plan de paix, qui n'a plus guère pour intérêt que d'empêcher un cessez-le-feu, Bill Clinton affirme n'exclure aucune option, à l'exception de l'envoi de troupes au sol. Une fois de plus, on se dirige donc sans doute vers de nouvelles sanctions contre Belgrade, peut-être un blocus total. Un embargo auquel M. Karadzic répondrait par son départ définitif de la Conférence de paix internationale, comme il l'a annoncé. Et, depuis le début de la guerre, force est de constater que les Serbes ont toujours fait ce qu'ils annonçaient. En Croatie comme en Bosnie-Herzégovine.

Selon des radioamateurs, émettant de Bosnie centrale et captés à Zagreb, des bombardements ont repris, samedi 17 avril au matin, sur Srebrenica, mais les miliciens serbes n'avaient apparemment pas avancé leurs positions, à 1 kilomètre environ de la ville. Les autorités musulmanes locales auraient d'autre part démenti avoir l'intention de négocier une reddition de l'enclave.

Le Conseil de sécurité de l'ONU, réuni d'urgence vendredi à New-York, a adopté à l'unanimité une résolution exigeant des forces serbes qu'elles évacuent les alentours de Srebrenica, traitent la région comme une « zone protégée » et laissent pénétrer dans la ville un bataillon canadien de 150 hommes pour une mission humanitaire. Si les Serbes refusaient d'obtempérer, les Occidentaux envisageaient un renforcement des sanctions contre Belgrade.



Lire pages 3 et 4 les articles de AFSANÉ BASSIR POUR ET ALAIN FRACHON FLORENCE HARTMANN, JEAN-BAPTISTE NAUDET, ISABELLE VICINIAC

Banque de France, Caisse des dépôts, privatisations

M. Balladur engagera très vite ses grandes réformes financières

Trois semaines après la formation de son gouvernement, Edouard Balladur commence à dévoiler ses intentions en matière économique et à préciser comment il voit ses relations avec le président de la République et avec le Parlement. Si les décisions sociales nécessitent une concertation approfondie, le premier ministre entend mener très rapidement à bien ses grandes réformes financières que sont l'autonomie de la Banque de France, les privatisations et l'éclatement de la Caisse des dépôts. Il souhaite marquer ainsi sa volonté de rupture avec la politique de son prédécesseur.

M. Balladur admet que tout se passe au mieux avec le président Mitterrand. Son émancipation, en période de cohabitation, le premier ministre la veut réelle. En revanche, il se prépare déjà à rappeler à l'ordre sa majorité parlementaire.

La volonté de rupture

par Erik Izraelowicz

Lorsque Edouard Balladur a quitté, en mars 1988, le ministère des finances, le ministre d'Etat avait fait part, en confidence, à ses collaborateurs de ses deux principaux regrets : celui de ne pas avoir cassé cette puissance atypique qu'est, dans le système financier français, la Caisse des dépôts et consignations (CDC) d'une part, celui, d'autre part, de n'avoir pas privatisé, faute de temps, l'UAP (Union des assurances de Paris), la principale société d'assurance nationale, une autre force de frappe financière importante dans le capitalisme français.

Il devait, plus tard, reconnaître une autre erreur, celle de n'avoir pas accordé, comme promis, l'indépendance à la Banque de France. Des regrets et une erreur qu'il veut effacer au plus vite. Son gouvernement a peiné composé, le premier ministre a en fait immédiatement confié à

son ministre de l'économie, Edmond Alphandéry, et avant même son discours de politique générale, trois chantiers, urgents à ses yeux : celui sur l'autonomie de la Banque de France, celui sur la réforme de la Caisse des dépôts et celui des privatisations. Sur ces trois sujets, Edouard Balladur compte aller vite. Très vite. Les objectifs de ces trois réformes financières sont, pour le premier ministre, d'une grande importance : elles doivent marquer, vis-à-vis de l'opinion, sa ferme volonté de rupture avec la politique des socialistes (il y aura des privatisations, des vraies) et surtout - avec la réforme de la banque centrale - convaincre les marchés financiers de sa détermination européenne.

Lire la suite page 13

et, page 7, l'article de THIERRY BRÉTIER : « M. Balladur est décidé à faire prévaloir son autorité sur la majorité parlementaire »

Le second cauchemar de Los Angeles

Le nouveau procès Rodney King a ravivé le souvenir et la crainte des émeutes

LOS ANGELES

correspondance

« King ? Martin Luther King ? Non... Rodney, Rodney King ! », répondait récemment un jeune Noir à qui l'on demandait, pour le vingt-cinquième anniversaire de l'assassinat de Martin Luther King, ce qu'il avait retenu du leader des droits civiques. Le

film vidéo de quatre-vingt-sept secondes où l'on voit l'automobiliste noir Rodney King passé à tabac par quatre policiers blancs serait l'image la plus diffusée à la télévision depuis l'assassinat de John Kennedy et les premiers pas d'un homme sur la Lune...

Le second procès des policiers a été une nouvelle occasion de

présenter encore et toujours les images souvent floues, cauchemardesques, irréfutables d'un homme à terre et longuement frappé à coups de matraque. Rodney King est ainsi devenu, malgré lui, le plus célèbre des années 90, en vertu d'un concours de circonstances : un hélicoptère de la police de Los Angeles survolait la scène en

moment du passage à tabac. Ses projecteurs donnaient suffisamment de lumière pour qu'un habitant, George Holliday, réveillé par le tapage, sorte sur son balcon avec la caméra vidéo qu'il venait d'acquiescer et saisisse la brutalité des policiers.

RÉGIS NAVARRE

Lire la suite page 6

Le Monde des DEBATS

Le Monde

Des le Monde des débats, lire :

ET ALIEN JOUR COMME LA FRANCE EN 1958

« Notre guerre d'Algérie a nous, c'est la question morale qui reste à tous les partis », a déclaré le président du Sénat, Giovanni Spadolini, comparant la situation de l'Italie en 1993 à celle de la France en 1958, au cours d'une table ronde qui réunissait à Rome constitutionnalistes français et italiens. Le Monde des débats d'avril publie le compte rendu de cette rencontre.

En vente dans les kiosques
Le numéro 30 F

L'ultime voyage des Odier

La dérive d'un couple et de sa fille jusqu'au suicide collectif

MONTPELLIER

de notre correspondant

Personne ne leur a vraiment prêté attention. Aux passants qu'ils ont croisés sur le vieux port de Marseille, les « Odier » ont donné l'image d'une famille unie parmi les autres. Un père, une mère et leur fille de quinze ans, scrutant les vitrines illuminées de la rue dans l'anonymat de Noël. Le 25 décembre 1992 au soir, ils se sont offerts un repas à 1 240 francs. Un vrai repas de fête, au restaurant Calypso.

Jean, Martine et leur fille, Sybille, ont passé ainsi, ensemble, ces derniers jours de l'année, les derniers jours de leur vie. Ils sont restés quatre jours à l'hôtel Sofitel de Marseille où ils ont dépensé 10 000 francs. Tout l'argent qu'il leur restait. Le 28 décembre, ils ont repris le chemin de leur domicile, on coquet pavillon abrité par des

pins à Fontanès, petit village de l'arrière-pays héraultais. Le lendemain après-midi, ils ont vidé le frigo, nettoyé la maison de fond en comble, et verrouillé les portes. Puis ils se sont assis sur le lit parental du premier étage. Martine et Sybille ont alors attendu la mort. Mais elle ne s'est pas laissée dompter docilement.

Jean s'est saisi d'une carabine, a tiré dans la tête de sa femme et de sa fille avant de retourner l'arme contre lui. Sybille a repris connaissance quelques heures plus tard. La balle qui lui était destinée n'était pas mortelle. Les mocassins souillés de sang, elle a trouvé la force de monter dans la mezzanine pour chercher une boîte de balles, et elle a rechargé l'arme.

JACQUES MONIN

Lire la suite page 9

HEURES LOCALES

Au service du public rural

La Haute-Saône va mettre en place un dispositif pour faciliter l'accès aux administrations des habitants des campagnes.

Anxette : deux « consuls » et un ballon

Jean-Pierre Solsson et Guy Roux forment un étrange tandem sur le terrain de football comme dans la ville.

pages 17 à 24

Votes décisifs en Italie

Les référendums des 18 et 19 avril devraient ouvrir la voie à une « recomposition politique ».

Lire page 4 l'article de MARIE-CLAUDE DECAMPS

DATES

Il y a cinquante ans, l'insurrection du ghetto de Varsovie.

page 2
Lire aussi nos informations page 9

Jacques Attali au « Grand Jury RTL-Le Monde »

Jacques Attali, président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-Le Monde », dimanche à 18 h 30.

Le sommaire complet se trouve page 16

M0146 - 0418 0 - 7.00 F



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 Dirhams ; Tunisie, 800 m ; Allemagne, 2,80 DM ; Autriche, 26 ATS ; Belgique, 46 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 14 Kroner ; Espagne, 180 Ptas ; Grèce, 200 Dr ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 400 L ; Luxembourg, 46 FL ; Norvège, 14 Kroner ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 180 Esc ; Sénégal, 480 F CFA ; Suède, 16 Krs ; Suisse, 1,80 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléfax : 206.806 F

ADMINISTRATIF :
1, PLACE HUBERT-BEUVRE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Téléfax : 281.311 F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Sociétés affiliées :

« Les Rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuvre-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises

M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde

PUBLICITE

Président directeur général :

Jacques Lesourne

Directeur général : Michel Croc

Membres du comité de direction :

Jacques Guin, Philippe Dupuis

Isabelle Tardif

15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-72

Téléfax : MONDIPUB 634 128 F

Téléfax : 44-62-76-71 - Société filiale

de la SARL Le Monde et de Média et Régis Empe SA.

Impression :

12, c. M. Guesbroux

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 431

ISSN : 0395-2037

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'administration

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'administration

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'administration

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'administration

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'administration

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'administration

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'administration

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'administration

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'administration

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'administration

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'administration

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'administration

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'administration

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'administration

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'administration

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'administration

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'administration

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'administration

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'administration

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'administration

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'administration

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'administration

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'administration

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'administration

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'administration

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'administration

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'administration

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'administration

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'administration

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'administration

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'administration

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'administration

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'administration

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'administration

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'administration

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'administration

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'administration

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'administration

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'administration

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'administration

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'administration

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'administration

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'administration

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'administration

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'administration

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'administration

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'administration

DATES

Il y a cinquante ans

L'insurrection du ghetto de Varsovie

par Nicolas Weill

QUAND le 19 avril 1943, les 2 000 à 3 000 Waffen SS, auxiliaires ukrainiens, lettons et « bleus » de la police polonaise, commandés par le colonel von Sammern-Frankenberg entrent dans le ghetto de Varsovie, ils savent qu'il existe une résistance juive. Ils ne s'attendent peut-être pas à la combattre pendant plusieurs semaines. Les Allemands ont choisi, pour mettre un point final à la présence juive à Varsovie, la veille de la Pâque juive (Pesach), qui coïncide avec l'anniversaire d'Hitler. La violence du feu, les pluies de bouteilles incendiaires qui accueillent l'offensive empêchent les SS d'offrir au Führer les débris sanglants des juifs de Varsovie. L'attaque, lancée à 3 heures du matin, tourne à la confusion des assaillants. A 8 heures, le général SS Stroop relève von Sammern-Frankenberg de son commandement et prend en main la direction des opérations. Des combats éclatent rue Zamenhof, place Muranowska, rue Gesia. A 14 heures, les Allemands se retirent.

Mark Edelman, l'un des dirigeants de l'insurrection, a confié en 1977 à la journaliste polonaise Hanna Krall l'effet que fit ce premier choc sur les combattants juifs : « Nous pensions que c'était très important qu'ils n'aient embarqué personne ce jour-là. Nous pensions même, ça, pour une victoire. » « Embarquer personne ! » Derrière ces deux mots gît tout le martyre des juifs de Varsovie depuis que, le 19 décembre 1940, un mur de brique long de 18 kilomètres les a isolés du reste du monde. Les Allemands ont entassé à la pèle de 380 000 personnes (39 % de la population de la ville sur 8 % seulement de la superficie de la capitale). Le 16 novembre 1941, le ghetto est bouclé. Seuls les ouvriers travaillant dans les entreprises dites vitales pour l'économie du Reich obtiennent ou laissent passer pour le « côté aryen ». Les autres perdent tout. La faim s'installe. Rien que dans la première année, on compte déjà près de 43 000 décès par malnutrition. Première forme de résistance : celle de « contrebandiers » de sept à treize ans poursuivis impitoyablement par la Yiddish-Ordnung Dienst (la police juive), qui se fauillent par les trous de la muraille pour passer à tout prix de la mortelle.

A la tête de l'administration du ghetto, devenu une entité séparée du reste de la Pologne, les Allemands ont nommé un Juif (Conseil juif) de vingt-quatre membres, présidé par l'ingénieur Adam Czerniakow. Début 1942, la « solution finale » s'écrit. Les officiers juifs prennent la mesure de ce que recouvrent les expressions de « réinstallation », d'« évacuation », d'« Est ». L'histoire officielle du ghetto, Emmanuel Ringelblum, note dans son journal, le 17 juin 1942 : « J'ai eu une conversation l'autre jour avec un ami de Biala-Podlaska, directeur de l'organisation d'aide sociale. Il avait aidé au « transfert » (il serait plus exact de dire au « transfert dans l'autre monde ») de la population à Sobibor, près de Chelm, où les juifs sont asphyxiés par les gaz d'échappement. » Lorsque commence la grande Aktion (l'évacuation du ghetto), Adam Czerniakow met fin à ses jours. Le 23 juillet, quelques heures avant que le premier contingent de juifs en partance pour le camp d'extermination de Treblinka soit rassemblé sur l'Umschlagplatz (la gare de rassemblement et de triage).

Ce suicide est sévèrement jugé par la clandestinité juive : « Nous avions pensé, dit Mark Edelman, qu'il n'avait pas le droit de faire ça, que son devoir en tant qu'unique personnalité jouissant d'une autorité dans le ghetto était d'avertir toute la population juive, de dissuader toutes les institutions et surtout la police juive. » La résistance, de son côté, aussi, cherche à connaître le sort des juifs de Varsovie qui tout l'été, au rythme de cinq mille à six mille par jour, quittent le ghetto. Zygmunt Frydych, son envoyé, rapporte que « tous les jours, un train de marchandises rempli de gens en provenance de Varsovie emprunte cet embranchement et revient à vide. Aucun convoi alimentaire ne passe par là et la gare est interdite à la population civile ». Pourtant, les groupes de résistance qui se rassemblent ce même 23 juillet votent contre le passage à la lutte armée. En avril 1942, les Allemands n'ont-ils pas fusillé cinquante otages pour une simple distribution de journaux clandestins ? Tant qu'on n'est pas certain que tous les juifs sont concernés par la « déportation », on craint pour la masse, pour les vieillards, les enfants qui ne peuvent se défendre et que des combats condamneraient à une mort certaine.

Ce dilemme insupportable est résumé par Ringelblum : « Combien de temps encore nous-mêmes, comme des moutons à l'abattoir ? Pourquoi ne bougeons-nous pas ? Pourquoi n'y



(Photographie reproduite avec l'accord de la Commission centrale d'enquête sur les crimes nazis en Pologne et de l'Institut d'histoire juive.)

à-t-il pas d'appel à s'enfuir dans les forêts ? D'appel à la résistance ? Cette question nous tourmente tous, mais elle n'a pas de réponse parce que tout le monde sait que la résistance, en particulier à un seul Allemand est, peut-être, en mesure d'une communauté entière. » En 1943, le président du Judenrat de Haute-Silésie orientale décrit encore sa situation en ces termes : « Je suis dans une cage, devant un tigre affamé et furieux. Je bouffe sa gueule de nourriture, la chair de mes frères et de mes sœurs, pour le maintenir dans cette cage de crainte qu'il ne s'échappe et ne nous mette en pièces. »

Extermination totale

Peu à peu pourtant, il devient évident que c'est bien une extermination totale que les Allemands ont planifiée. Dès lors, à Varsovie, à partir de septembre 1942, les victimes se laissent mourir moins facilement, ce que confirme l'accroissement du nombre des décès par balle (2 305 en août 1942, 3 158 en septembre). En octobre, alors que la grande Aktion se termine, Ringelblum écrit avec rage dans son journal : « Nous aurions dû nous précipiter dans les rues, mettre le feu partout, abattre le mur et nous échapper vers le côté aryen. Les Allemands se seraient vengés. Cela nous aurait coûté des dizaines de milliers de vies, mais pas 300 000. »

Quand les troupes du général Stroop cherchent à investir le ghetto au printemps 1943, celui-ci a donc bien changé. Il n'y reste que 70 000 personnes, dont la moitié seulement sont officiellement recensées. La plupart sont employées dans des usines allemandes (fabriques de broches ou d'usines), les « shops », qui exploitent une main-d'œuvre d'esclaves pour qui un poste de travail équivalait à une illusoire chance de survie. La géographie du ghetto a

également été modifiée. Réduite à quelque chose, menant invariablement à l'Umschlagplatz, la portion habitée est désormais cernée par une ville fantôme où les volets claquent, où les esclaves se décomposent sur les trottoirs. Dans ce no man's land, se terrent les « dziki » (les « sauvages »), qui n'ont plus d'existence légale. Enfin, politiquement, le pouvoir est passé à la résistance, qui exécute successivement le chef de la police juive, Josef Szarynski, son successeur Jakub Lejkin et le chef de la division économique du Judenrat, Izrael Fink.

Combien sont-ils, ces résistants armés, pour la plupart issus des divers mouvements de jeunesse juive, globalement sionistes mais auxquels viennent s'ajouter des communistes et le Tsukunft (les jeunes du parti socialiste juif autonome polonais, le Bund) ? Les estimations sont contradictoires : 700 au plus, peut-être moins. Il y aura d'ailleurs jusqu'à la fin de l'insurrection deux organisations juives distinctes : l'Organisation juive de combat (Żydowska Organizacja Bojowa), sous la houlette d'un « général » de vingt-quatre ans, Mordechai Anielewicz, responsable du Haszomer Hatzair (la Jeune garde, mouvement sioniste de gauche) ; et une organisation militaire juive (Żydowski Zwiozek Wojkowy), formée de jeunes nationalistes sionistes appartenant au parti révisionniste fondé par Zeev Jabotinsky, lequel prône depuis le début du siècle l'« autodéfense juive » et la lutte armée pour libérer Eretz Israël.

Yitzhak Cukierman (Antek), qui quitte le ghetto le 18 avril afin de négocier le soutien de la résistance nationale polonaise, l'Armia Krajowa (qui ne lui accorde pas de reconnaissance) qu'une vingtaine de revolvers, définit ainsi les « buts de guerre » des insurgés : « Il s'agissait pour nous d'une défense organisée et non d'une révolte. Dans le cas d'une révolte, c'est

le révolté qui a l'initiative. Nous, nous ne cherchions qu'à nous défendre. L'initiative était tout entière du côté allemand. » Néanmoins, les rebelles, qui ont en tête la toute récente capitulation des Allemands à Stalingrad (2 février 1943), espèrent bien élargir les combats au-delà du ghetto : « Notre ambition, dit Antek, était de provoquer une insurrection dans tout le Gouvernement général [la Pologne]. »

Mais à Varsovie comme dans le reste de l'Europe d'Hitler, les juifs se sont abandonnés à leur sort. Le 27 avril, les révoltés présentent Arthur Zygmlerbojm, qui représente à Londres le Bund auprès du gouvernement polonais en exil, de convaincre les Alliés d'exercer des représailles immédiates : « Au nom des millions de juifs qui sont déjà morts, au nom de ceux qui sont assassinés dans les flammes, au nom des hébreux combattants et en notre nom à tous qui sommes promis à la mort, nous en appelons au usage entier (...). Les Alliés doivent prendre conscience de la responsabilité historique qui régit leur sur eux s'ils restaient sans réaction face à un crime qui n'est jamais d'équivalent perpétré par les criminels hitlériens contre tout un peuple tout près de périr. » Les Alliés restent sourds à ces appels. Pour protester contre l'indifférence des gouvernements et l'apathie des opinions publiques, Arthur Zygmlerbojm se suicide le 12 mai.

Seuls quelques isolés prêtent main-forte aux juifs, comme le K.B. (Korpus Bezpieczeństwa), réseau formé d'anciens officiers de l'armée polonaise dirigé par Enryk Iwanski (Bystri), dont une unité vient même faire le coup de feu au côté des révisionnistes à l'intérieur du ghetto. Dans ces conditions la lutte ne peut être qu'une bataille de retardement. Les 20 et 21 avril les juifs tiennent les usines et les font sauter. Le 22 les Allemands mettent le feu au ghetto et essaient d'inonder les canalisations

afin de faire sortir les juifs des cachettes et des bunkers souterrains. « Le ghetto tout entier flambait, raconte Marek Edelman, et tout le monde s'était tordu dans les caves. Il y faisait terriblement chaud. Une femme a laissé sortir un instant son enfant à l'air libre. Des Allemands lui ont donné un bonbon puis lui ont demandé : « Mais où est ta petite maman ? » L'enfant les a conduits sur place et les Allemands ont fait sauter tout l'abri avec les quelques centaines de personnes qui étaient dedans. » Les combats les plus durs se déroulent autour du secteur dit des Brésiers et de la place Muranowska les 27 et 28 avril. Le 8 mai, Mordechai Anielewicz se suicide avec les siens dans son bunker du 19 de la rue Miła. Les juifs qui cherchent à fuir par le réseau de canalisations se sont chassés par des fumigènes. Quelques groupes d'isolés poursuivent le combat jusqu'en juin, véritable « peuple des ruines » (gruzowcy), sortant la nuit en quête de nourriture et d'eau. Mais quand le 16 mai Stroop fait sauter la grande synagogue du 3, rue Thumacka, ce « zone aryenne », il ne demeure que quelques centaines de survivants.

Le ghetto est rasé. Rare souvenir de la révolte, cette bague exposée au Musée des partisans de Tel-Aviv. Les bombes de liaison l'utilisent comme signe de reconnaissance ; chacun devait en guise de mot de passe décrire les symboles gravés sur l'anneau : « L'étoile : « Et une étoile au-dessus de Jacob » (nombre 24-17). Le nombre 7 : le chandelier à sept branches ; le lion : le lion de Juda, symbole d'héroïsme ; l'agneau : le sacrifice ; les sept sortes de fruits : le peuple d'Israël recueillera et portera de nouveaux fruits. »

En Israël, certains de ces survivants, regroupés au sein de deux kibboutz (Yad-Mordechai et Lochamei Haghettaot, en Galilée), entretiennent le souvenir de la résistance juive de Varsovie. Dans l'Etat juif, la mémoire collective de la Shoah a longtemps privilégié la bravoure des combattants des ghettos au détriment de la foule anonyme des victimes du nazisme – processus que décrit le journaliste et historien Tom Segev dans son livre *Le Septième Millieu*, les Israéliens et la Shoah.

Cependant, depuis une vingtaine d'années en Israël, la mémoire de la destruction des juifs d'Europe s'est diversifiée. La résistance au nazisme a cessé de se confondre avec le seul combat armé au poing. D'autres figures se sont peu à peu imposées : celles du groupe d'intellectuels et d'historiens (Ong Shabbat) qui, autour d'Emmanuel Ringelblum, s'est efforcé sans relâche et dans les pires conditions de raconter le plus objectivement possible la vie du ghetto ; celle de Janusz Korczak, responsable d'un orphelinat qui, ayant eu la possibilité de s'enfuir, choisit d'accompagner les enfants dont il avait la charge jusqu'à Treblinka. Peu à peu, les victimes anonymes sortent aussi de l'ombre, héroïques ou pas, et représentent leur place dans une histoire de la Shoah où l'héroïsme armé ne régit plus désormais sans partage sur le souvenir.

► A lire : Marek Edelman, Hanna Krall, *Mémoires du ghetto de Varsovie*, un désastre de l'insurrection raconte (Scribner, 1993) ; le livre comporte une excellente bibliographie sur l'insurrection établie par Anna Wierzbicka ; Tom Segev, *Le Septième Millieu*, éditions Keter, Jérusalem 1992 (en hébreu, en cours de traduction) ; Edouard (témoignage), numéro d'avril 1993 ; recueil de témoignages inédits écrits par Bolesław Lechman Haghettaot (en hébreu) ; Haim Lazar, *The Massacre of Warsaw*, 1962 ; voir également Raul Hilberg, *The Destruction of the Jews of Europe*, Fayard, pp. 413 à 466 ; Emmanuel Ringelblum, *Chronique du ghetto de Varsovie*, version française de Léon Poliakov d'après l'adaptation de Jacob Sloan, Robert Laffont (Paris réédition 1993) ; Yisrael Gutman, *The Jews of Warsaw 1939-1943. Ghetto Underground Revolt*, Bloomington and Indianapolis, 1989.

Signifions la sortie d'un court texte de Marek Heiter, *La Mémoire inquiète* : le 2 août 1942, et d'autre part qu'il y avait eu 4 000 rescapés du massacre de Katyn alors qu'ils n'étaient que quatre cents.

► Rectificatif. – Dans l'article de Stéphane Moysic consacré à la découverte du charnier de Katyn, publié dans le *Monde* daté 11-12 avril, deux erreurs de transcription nous ont fait écrire, d'une part, que l'armée d'Andors avait été évacuée vers le Proche-Orient en août 1940 alors qu'il s'agissait d'août 1942, et d'autre part qu'il y avait eu 4 000 rescapés du massacre de Katyn alors qu'ils n'étaient que quatre cents.

"GRAND JURY"
RTL - Le Monde

هكذا من الأصل

ÉTRANGER

• Le Monde • Dimanche 18 - Lundi 19 avril 1993 3

BOSNIE : le siège de Srebrenica

Les forces serbes maintenaient leur état d'attente autour de Srebrenica, samedi 17 avril au matin, mais n'avaient pas pénétré dans la ville. Le commandant des forces musulmanes bosniaques, Sefer Halilovic, se préparait à rencontrer en milieu de journée le commandant des forces serbes dans la zone neutre de l'aéroport de Sarajevo.

D'autre part, des éléments du bataillon canadien de la FORPRONU devaient se rendre, samedi matin, à Srebrenica « en vertu d'un accord » obtenu la veille entre le commandant de la FORPRONU, le général Lars-Eric Wahlgren, le président de Serbie, Slobodan Milosevic, et le chef des Serbes bosniaques Radovan Karadzic. La mission de ces 150 hommes n'a pas été officiellement précisée.

Vendredi dans la soirée le Quai d'Orsay avait fait état dans un communiqué de l'en-

trée des Serbes dans la ville. « Qu'il y ait eu reddition ou prise d'assaut, les Serbes en portaient l'entière responsabilité. Dès lors que la FORPRONU aura confirmé cette nouvelle, la France demandera la convocation immédiate du Conseil de sécurité en vue d'adopter la résolution renforçant les sanctions contre la Serbie », déclarait le communiqué.

Pau après, l'entrée des Serbes dans Srebrenica était démentie par la FORPRONU, les autorités musulmanes locales et le leader des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic.

A Paris, où l'ambassadeur américain Reginald Bartholomew s'était entretenu dans la journée de vendredi avec des représentants de l'Élysée, du Quai d'Orsay et avec le ministre de la Défense, l'augmentation de la tension à Srebrenica et les réactions de Washington ont provoqué en fin d'après-midi une série de

consultations entre les services de la présidence et le gouvernement. Après des entretiens téléphoniques entre MM. Alain Juppé, Warren Christopher et Douglas Hurd, les trois pays s'étaient mis d'accord pour avancer le vote de nouvelles sanctions à l'ONU.

Les responsables français, comme la veille leurs homologues britanniques, ont en revanche refusé de souscrire à l'idée d'une levée de l'embargo sur les armes au profit des Musulmans bosniaques pour laquelle plaçait M. Bartholomew.

Une telle décision comporterait des risques « pour les populations civiles et pour les troupes de nations unies présentes sur le terrain », a fait valoir le porte-parole du Quai d'Orsay. « Notre priorité reste la mise en œuvre du plan Vance-Owen ». — (AFP, Reuter.)



Sans évoquer un recours à la force

Le Conseil de sécurité « demande » aux Serbes de laisser entrer 150 « casques bleus » dans la ville

WASHINGTON et NEW-YORK
(Nations unies)
de nos correspondants

Le scénario est toujours le même. Chaque nouvelle avancée de l'offensive serbe contre les populations de Bosnie orientale est accompagnée de nouvelles mises en garde de la part du Conseil de sécurité de l'ONU comme de l'administration démocrate à Washington. Et comme aucune de ces résolutions verbales n'a encore jamais intimidé les Serbes, le Conseil, les États-Unis et leurs alliés européens sont condamnés à hausser le ton toujours un peu plus, mais avec un effet toujours aussi limité.

Il en a été ainsi, encore fois, tout au long de la journée du vendredi 16 avril. Alors que les milices serbes, après des bombardements nourris, paraissent sur le point de contrôler la région de Srebrenica, en Bosnie orientale. Pénétrer dans la ville ne servirait guère leur objectif militaire, selon de nombreux analystes : l'intention des milices serait d'en réduire les défenses afin de pouvoir communiquer librement avec la République de Serbie.

Au terme d'intenses consultations sur la situation bosniaque, à la Maison Blanche comme à l'ONU, le Conseil de sécurité, tard dans la nuit de vendredi à samedi, a adopté, à l'unanimité, la résolution 819 qui, de l'avis général, ne risque guère de faire reculer les milices. A l'initiative des non-alignés, ce texte « demande » aux Serbes de « traiter » la ville de Srebrenica comme une « enclave protégée », d'en quitter les environs « immédiatement » et d'y laisser entrer un contingent de 150 « casques bleus » canadiens se trouvant non loin.

En aucun cas cette résolution ne prévoit l'application de la force si les milices serbes décident de ne pas obtempérer. Dans cette hypothèse, la seule conséquence négative

pour les Serbes serait le vote immédiat par le Conseil d'une résolution sur un renforcement des sanctions contre la République de Serbie... résolution que le Conseil était de toute façon décidé à adopter au lendemain du référendum russe du 25 avril. Autrement dit, si les Serbes ne quittent pas les environs de Srebrenica, le vote de ces sanctions supplémentaires sera avancé de quelques jours. Jusqu'à présent, le régime de sanctions appliqué à Belgrade n'a aucunement incité le gouvernement de M. Slobodan Milosevic à faire pression sur les milices serbes ou à cesser son appui militaire massif à ces dernières.

« Veiller aux droits de l'homme »

Les 150 Canadiens ne seront envoyés dans Srebrenica, pour garantir la sécurité des quelque 60 000 habitants qui s'y trouvent encore, que si « toutes les parties y consentent ». Cela ne devrait pas faire une grande différence. Comme disait, un peu déabusé un diplomate occidental, « 150 « casques bleus » n'arriveraient déjà pas à transformer Central Park en zone protégée ». La résolution demande au secrétaire général, Boutros Boutros-Ghali, d'assurer le renforcement de la force de l'ONU en Bosnie orientale, « pour y veiller au respect des droits de l'homme ». Elle prévoit l'envoi d'une délégation d'ambassadeurs membres du Conseil sur place. Le nombre est à déterminer : « Cela dépendra des volontés », a dit le président du Conseil, le Pakistanais Jamsheed Marker.

A la demande des Russes, le Conseil s'était mis d'accord, il y a quelques jours, pour différer au 26 avril le renforcement des sanctions contre Belgrade. Il s'agissait de ne pas donner d'arguments aux adversaires du président Boris Yeltsine qui l'accusent d'abandonner

les Serbes, alliés traditionnels de la Russie dans les Balkans. Mais l'accord passé avec les Russes prévoyait que ceux-ci empêcheraient les Serbes, entre-temps, de passer à l'assaut des villes assiégées de Bosnie orientale. On indiquait, vendredi soir à l'ONU, que les Russes avaient, dans la nuit, fait pression sur M. Milosevic pour qu'il intervienne auprès du commandant des milices serbes en Bosnie, le général Ratko Mladic, afin que celui-ci ordonne à ses hommes de ne pas entrer dans la ville — ce qu'ils ne semblaient de toute façon pas avoir l'intention de faire.

Depuis plusieurs semaines déjà, certains responsables de l'administration Clinton envisageaient de créer des « zones refuges » ou « zones de protection », sous la garde de « casques bleus », pour mettre les populations civiles musulmanes à l'abri des milices serbes. Celles-ci, au nom de « l'épuration ethnique » et au moyen de bombardements d'artillerie, cherchent à faire fuir les populations musulmanes et à établir ainsi par la force et la terreur, une Grande Serbie que le plan des médiateurs de la communauté internationale, MM. David Owen et Cyrus Vance, rejette catégoriquement.

Le débat aux États-Unis

De retour fin février d'une mission sur le terrain, une équipe du gouvernement américain, dont le rapport a été partiellement publié cette semaine, conseillait au président Bill Clinton d'envisager ces fameuses « enclaves de protection ». A la condition de s'en donner les moyens militaires. L'équipe observait oralement que les « besoins humanitaires » en Bosnie n'étaient pas le fait de la famine ou du froid mais, d'abord et avant tout, du martyre subi par des populations civiles constamment bombardées par les milices serbes et de l'insécurité de se défendre. Elle suggérait d'utiliser les moyens militaires adéquats — y compris, si nécessaire, le bombardement aérien des positions d'artillerie serbes — pour établir des zones de refuge où les Musulmans seraient à l'abri des milices serbes. Le rapport est encore à l'étude.

La logique des « enclaves-refuge » est de tenter de contrer l'épuration ethnique, en fixant et protégeant les populations locales sur place, à Sarajevo comme dans les localités de Bosnie orientale. Les autres opérations, celles qui consistent à intervenir pour déplacer les civils des villes que les Serbes s'apprêtent à investir, vont dans le sens de « l'épuration ethnique ». Sur un simple plan logistique, ces interventions-là pourraient devenir de plus en plus problématiques. Car, comme personne n'imagine que les milices, appuyées par la République de Serbie, s'arrêteront à Srebrenica et qu'il est clair qu'elles visent les autres villes de la région, Gorazde, Zepa, peut-être même Tuzla, il faudra envisager, tout à tour, de déplacer à chaque fois les populations (locales et réfugiées) de ces localités à mesure de l'avance serbe.

Celle-ci se poursuit inéluctablement dans toute la zone que le plan Vance-Owen attribue aux Musulmans — pour la bonne raison qu'ils y résident depuis cinq siècles. L'objectif des milices est d'assurer la continuité territoriale et un

corridor menant à la République de Serbie. Lord Owen en est bien conscient. L'ancien secrétaire au Foreign Office est apparemment de plus en plus affecté par le peu de cas que les Serbes font de ses propositions et par le peu de « muscle » que la communauté internationale est prête à dépenser en faveur de son plan. Vendredi soir, il disait, à la télévision, que les éternels débats du Conseil de sécurité sur le vote de sanctions contre la République de Serbie étaient « pathétiquement inadéquats » pour arrêter les « massacres » en cours.

La prudence de Bill Clinton

Dans une interview accordée à la revue américaine *Pittsburgh Courier*, Lord Owen envisage, pour la première fois, l'emploi de la force contre les milices serbes. « Nous avons eu de longues discussions à propos d'intervention militaire occidentale, mais qu'humainement, Lord Owen déclare : « Nous ne pouvons donner plus d'effet aux sanctions si nous ne modifions l'équilibre des forces (sur le terrain) en utilisant les bombardements aériens (...). Faire pencher l'équilibre des forces pour obtenir une partie récalcitrante à accepter un plan de paix juste et équitable, cela, à mon avis, relève d'une action diplomatique parfaitement légitime ».

A la Maison Blanche, M. Clinton donnait, lui aussi, des signes d'exaspération et d'impatience devant la poursuite de l'agression serbe, sans pour autant indiquer qu'une modification de l'attitude américaine était prévisible à court terme. Confronté aux nouvelles de l'avancée sur Srebrenica, le président faisait part de son « indignation ». « A ce moment précis, je n'exclus aucune option, à l'exception de l'envoi de troupes au sol », déclarait-il. Un haut responsable du Pentagone rappelait que « l'option » des bombardements aériens sur l'artillerie serbe « était sur la table », qu'elle était « toujours débattue » et représentait, peut-être, « la meilleure d'une série de mauvaises options ». Pour autant, aucune source autorisée à Washington ne laissait entendre que les États-Unis se dirigeaient vers une telle intervention.

M. Clinton rappelait d'ailleurs, à demi-mots, que ce conflit est d'abord l'affaire des Européens. « Les États-Unis ne peuvent pas tout faire tout seuls », disait-il ; ils doivent agir dans le cadre d'une coopération multilatérale. Le président a estimé qu'il était « nécessaire » de « prendre maintenant en considération des idées qui étaient jusqu'à présent inacceptables pour quelques-uns des membres du Conseil de sécurité ».

L'union portait sur une éventuelle levée de l'embargo sur les armes à destination de la Bosnie et la remarque visait notamment la France et la Grande-Bretagne résolument opposées à cette mesure. Mais M. Clinton était prudent, mesuré, précautionneux ; il observait que la complexité de ce conflit « donnait des raisons d'être humbles » face au drame en cours. C'était, semble-t-il, une manière de dire qu'il y avait peu d'illusion à se faire sur la capacité d'intervention des Occidentaux.

AFSANE BASSIR POUR
et ALAIN FRACHON

L'enclave vue de Belgrade

Une « tache » musulmane sur la carte des territoires conquis et « purifiés »

BELGRADE
de notre correspondante

Perchée dans les montagnes bosniaques à une vingtaine de kilomètres de la Serbie, Srebrenica n'était, il y a un an, qu'une petite ville de 6 500 habitants qui ne faisait pas parler d'elle. Aujourd'hui, elle est devenue le symbole de la souffrance des populations musulmanes bosniaques assiégées et de l'impuissance de la communauté internationale à empêcher l'avance des Serbes.

Au bout d'un an de siège qui évacue les guerres du Moyen Âge lorsque les armées encerclaient et affamaient les populations pour obtenir leur reddition totale, la petite enclave musulmane, qui a accueilli depuis des dizaines de milliers de réfugiés ayant fui les localités voisines prises par les Serbes, est désormais perdue.

« Complice de la tragédie »

Les Serbes veulent s'emparer de Srebrenica parce que cette ville constitue une « tache » musulmane dans les territoires « purifiés » de la vallée de la Drina. Une région limrophe de la Serbie que les Serbes bosniaques n'ont jamais voulu voir s'approprier en dépit de la majorité musulmane qui paupérait, avant la guerre, ces territoires.

Habités aux menaces sans conséquences fâcheuses pour eux, les Serbes de Bosnie ne semblaient pas s'inquiéter du durcissement de ton de la communauté internationale intervenu après l'annonce, vendredi matin, de la chute imminente de Srebrenica. Le leader des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, affirmait avoir ordonné à ses troupes de ne pas pénétrer dans la ville puisqu'il comptait déborder sur les bons offices de l'ONU et de son agence humanitaire pour « récupérer » Srebrenica sans que le sang ne coule : « Nous voulons à tout prix éviter de faire des victimes parmi la population civile de cette ville ».

Les forces serbes, disait-il, « attendent conformément à un accord que les formations militaires de l'enclave remettent leurs armes aux membres de la FORPRONU (...). La partie serbe souhaite la pacification de Srebrenica », ce qui permettrait à la population de cette ville « de vivre paisiblement ou d'être évacuée selon son choix ». Dans la journée, le leader serbe avait également précisé que, « si les Musulmans ne rendaient pas leurs armes, nous serions obligés de leur imposer une défaite totale ».

Les autorités locales ont finalement accepté, vendredi, de négocier avec les assiégés la reddition de l'enclave. Les Musulmans ont proposé d'abandonner la ville pour sauver les 30 000 civils bloqués à condition que les combattants soient évacués par hélicoptère. Les Serbes ont exigé pour leur part

la capitulation en demandant que les milices musulmanes déposent les armes et les remettent à la FORPRONU.

Ils devaient tenter samedi de rapprocher leurs positions lors de nouveaux pourparlers, organisés à l'aéroport de Sarajevo par la FORPRONU, entre le commandant des forces bosniaques loyales au président Alija Izetbegovic, le général Sefer Halilovic, et le chef des forces serbes bosniaques, le général Mladic.

Accusant les Nations unies d'avoir été « le témoin passif et le complice de la tragédie », les autorités bosniaques ont lancé, vendredi, plusieurs appels désespérés à la communauté internationale l'exhortant à intervenir « de quelque façon que ce soit » pour empêcher que des dizaines de milliers de femmes, d'enfants et de vieillards innocents soient massacrés ou écrasés par les chars serbes. Le commandant en second des forces bosniaques, le colonel Stjepan Sibir (Croatie), a notamment demandé un déploiement immédiat de troupes de la FORPRONU à Srebrenica et aux frontières avec la Serbie et le Monténégro. Une mesure visant à mettre fin à l'infiltration de renforts venus de Serbie avec des chars et de l'artillerie lourde pour aider les forces serbes de Bosnie à réduire les enclaves musulmanes de Bosnie orientale.

Camp de concentration ou évacuation

Après avoir négocié avec des Serbes de Bosnie et le président de Serbie Slobodan Milosevic, le commandant en chef de la FORPRONU, le général Lars-Eric Wahlgren, ordonnait vendredi soir à une compagnie de 150 Canadiens de « se tenir prêts », pour pénétrer, samedi matin, dans l'enclave. L'accord ne stipule pas si les soldats de la FORPRONU ont été autorisés à s'installer à Srebrenica ou s'ils se replieront après avoir organisé avec le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) l'évacuation des civils de la ville assiégée (lire ci-contre l'article d'Isabelle Vichniac).

En visite vendredi en Suède, le président bosniaque Alija Izetbegovic a accepté que le poêle de Srebrenica soit vidé de ses habitants au profit de l'agresseur. « Entre la création d'un nouveau camp de concentration pour 50 000 personnes et l'évacuation, nous n'avons pas le choix, nous devons opter pour l'évacuation », a-t-il expliqué. Mais la chute de Srebrenica, à laquelle les Musulmans se sont résignés faute de pouvoir se défendre, risquait de renforcer la détermination des Serbes à prendre par les armes les deux dernières poches musulmanes qu'ils convoitaient dans l'est de la Bosnie, Zepa et Gorazde.

FLORENCE HARTMANN

Le HCR a pris toutes les mesures possibles pour aider les réfugiés en cas d'exode massif

GENÈVE

de notre correspondante

Le Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) s'est préparé depuis de longues semaines à la chute de Srebrenica. Sadako Ogata, Haut Commissaire, qui depuis le début du mois de mars n'a cessé d'alerter la communauté internationale, s'est adressé, vendredi 16 avril, aux belligérants pour les inciter à épargner la population civile et à autoriser un nouvel et tragique exode. Pour environ trente mille personnes, épuisées par les longs mois de siège, les bombardements, la maladie, la famine et le froid, Srebrenica était déjà un refuge après d'interminables marches à travers les montagnes cancéigées.

Pour qu'un autre exode qui les jetterait sur la route menant à Tuzla (à 60 km de Srebrenica) soit le moins meurtrier possible, le HCR a pris toutes les mesures en son pouvoir. Cinquante camions munis de couvertures et de matelas et ayant à leur bord les vivres essentiels et de l'eau sont partis à la rencontre des réfugiés afin de recueillir les plus blessés, les plus

malades, les plus vulnérables. D'autre part, douze équipes mobiles de véhicules tout-terrain équipés de radio et ayant à leur bord un membre du HCR et un interprète sillonnent la route principale et les voies secondaires qui pourraient également être empruntées par les gens en fuite. Des postes de secours d'urgence où les réfugiés pourront trouver de l'eau et de quoi se sustenter jalonnent la route.

Tuzla est une ville ravagée par la guerre et la famine, où le HCR ne dispose en tout et pour tout que de cinquante tonnes de vivres, ce qui représente un faible ravitaillement, pour cinq jours au maximum. Cependant, trois mille tentes, qui peuvent abriter huit personnes chacune, ainsi que celles destinées à l'origine à protéger vivres et matériels, seraient mises à la disposition des réfugiés.

L'hôpital de Tuzla est en mesure de recevoir sept cent cinquante malades ou blessés, mais souffre d'une pénurie de médicaments et de matériel médical.

ISABELLE VICHNIAC

EUROPE

ITALIE : les référendums des 18 et 19 avril

La «recomposition» politique a déjà commencé

Quarante-sept millions et demi d'électeurs italiens sont appelés, dimanche et lundi matin 18 et 19 avril, à se prononcer sur huit référendums, dont certains pourraient être décisifs pour l'avenir du pays (le Monde du 17 avril).

ROME

de notre correspondant

Les électeurs n'ont même pas encore fini de réfléchir à tous les bulletins qu'ils glisseront dans l'urne, que déjà les spéculations vont bon train sur l'après-référendum. Les sondages, il est vrai, annoncent une très forte victoire du «oui» aux principales questions posées. Le quotidien *la Repubblica* de samedi, qui a interrogé nombre de directeurs d'instituts spécialisés, croit même savoir que le référendum sur le mode d'élection au Sénat - «censur» de la constitution - l'emportera avec un record de 78 % des voix. En tout cas, les marchés boursiers ont déjà voté «oui» et la lire, en légère reprise ces derniers jours, s'est redressée vendredi face au mark allemand.

Rien d'étonnant, dès lors, à ce que les grandes manœuvres légères assurées en nom de l'intérêt supérieur du changement, ressurgissent avec plus d'évidence, notamment dans le clan du «oui». L'heure n'est pas encore venue au partage des dépouilles, mais pas loin, et comme le dit en ironisant le dirigeant radical Marco Pannella, «il y a beaucoup trop de pères à se pencher sur le berceau référendaire».

Le chef de la Ligue lombarde, Umberto Bossi, qui ne désespère pas d'obtenir plus d'élus aux élections locales dans quelques semaines, a déjà espéré se voir au proche avenir : un gouvernement de soixante jours pour faire une mini-réforme électorale, ensuite élections avec scrutin uninominal au Sénat et proportionnel

nelle «corrigée» (la serait l'innovation) à la Chambre des députés. But ultime de toute cette opération : encadrer, au-delà du référendum, le mécanisme qui ouvrirait la voie au fédéralisme, *credo* de la Ligue.

Le PDS devant la démocratie chrétienne ?

Toujours dans le camp des futurs «vainqueurs», le PDS (ex-communiste), s'est vu gratifier en début de semaine d'une étonnante étude publiée par *il Giornale*, dont il ressortait que ce parti, jadis bête noire des électeurs bien pensants, dépassait à présent la démocratie chrétienne (DC) dans les intentions de vote. Et son secrétaire, Achille Occhetto, n'a de cesse de déclarer sa «disponibilité» pour une future majorité de gouvernement. Offre de services si pressante que le dirigeant de la DC, Mino Martinazzoli, déjà affaibli par les scandales qui ont miné son parti, n'a guère eu de peine, à très court terme, sous les fourches caudines du PDS, M. Martinazzoli, qui a annoncé une refonte complète du vieux parti pour le mois de juin - il est même question d'en changer le nom - à déclarer vendredi, que son «gouvernement était arrivé au terme de sa destination». Le président du Conseil se rendra au plus tard mardi matin au Quirinal, pour, a-t-il dit, «étudier les procédures à décider».

Et après ? Gouvernement de transition institutionnel avec le président du Sénat, Giovanni Spadolini, ou celui de la Chambre Giorgio Napolitano ? Ou même encore un «Anato bis» ? Le président de la République, Oscar Luigi Scalfaro, resté sur la réserve ces dernières semaines, a déclaré que «les chambres tiendraient absolument compte de la volonté populaire» exprimée à travers le référendum qui marque «une date importante» - le «passage d'une vieille situation à une autre, que l'on espère nouvelle» - ajoutant que «dans aucun cas il n'y aurait et devrait y avoir de vide du pouvoir». Ce qui serait particulièrement dangereux dans le climat malsain de règlements de comptes et de rumeurs qui règne actuellement.

D'autant que le président de la République sait que la semaine qui s'annonce sera difficile. Outre l'après-référendum à gérer, il faudra tenter d'excuser les erreurs et la confusion du passé, à travers deux rendez-vous importants en milieu de semaine : la réunion de la commission du Sénat sur une éventuelle levée de l'immunité parlementaire de l'ex-président du Conseil, Giulio Andreotti, et le débat à la Chambre sur la levée de l'immunité de Bettino Craxi. Dans ce dernier cas, la commission ad hoc de la Chambre a déjà donné son feu vert, il y a quelques semaines.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

56 arrestations à Rome dans le cadre d'une opération anti-Mafia. 56 personnes ont été arrêtées au cours d'une opération anti-Mafia lancée dans la nuit du jeudi 15 au vendredi 16 avril à Rome par la police italienne, a-t-on appris de source judiciaire. Les policiers ont notamment appréhendé Ernesto Diotallevi, quarante-neuf ans, soupçonné de complicité avec la Mafia sicilienne, et un

TURQUIE

Le PKK prolonge «jusqu'à nouvel ordre» son cessez-le-feu unilatéral

Le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan de Turquie (PKK, séparatiste marxiste-léniniste), Abdullah Ocalan, dit Apo, a annoncé, vendredi 16 avril lors d'une conférence de presse à Bar Elias, dans la plaine libanaise de la Bekaa sous contrôle syrien, que son mouvement prolongerait «jusqu'à nouvel ordre» le cessez-le-feu unilatéral qu'il applique depuis le 20 mars et qui expirait jeudi. Le PKK mène une rébellion armée dans le Sud-Est anatolien de la Turquie à majorité turque. Apo a également réaffirmé «l'ouverture par le gouvernement turc d'une discussion publique sur les droits des Kurdes dans un cadre démocratique».

La conférence de presse s'est tenue en présence du chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK, irakien), Jalal Talabani, du dirigeant exilé du Parti (turc) socialiste du Kurdistan (TKSP), Kemal Burkay, et de cinq députés du Parti travailliste du peuple (HEP, le seul parti kurde représenté au Parlement turc). Mercredi, dans l'attente d'une reconduction du cessez-le-feu, les dirigeants de la coalition gouvernementale turque avaient indiqué qu'Ankara souhaitait «la prolongation de la paix» dans le Sud-Est anatolien. Toutefois, les forces de sécurité continuent leurs opérations contre le PKK. - (AFP)

BOSNIE : le siège de Srebrenica

«Au nom de Dieu, faites quelque chose!»

ZAGREB

de notre correspondant

«Au nom de Dieu, faites quelque chose! Nous vous prions de faire quelque chose. Ce que vous pouvez». Au nom des 30 000 habitants de Srebrenica, nous demandons à la communauté internationale de protéger la population civile. Grâce aux radioamateurs installés dans la mosquée de Zagreb, Srebrenica, sur le point de tomber aux mains des forces serbes après un an de siège - «dans une heure ou dans un jour», selon l'expression d'un militaire bosniaque - lançait, vendredi 16 avril, un appel au secours désespéré.

Il est 17 heures, l'heure de la seconde liaison radio quotidienne avec l'enceinte musulmane de l'est de la Bosnie, et la ville vit des heures dramatiques. «Dans la journée, la situation s'est aggravée, il est de plus en plus difficile de résister, de tenir les lignes de défense», continue le radioamateur de Srebrenica qui transmet les informations des autorités locales.

«La ville est attaquée au mortier, aux obus très par des chars et, depuis la Serbie (à distance de 15 kilomètres), on lance des roquettes multiples. Dans les collines environnantes (tombées aux mains des assaillants), les Serbes se livrent à des représailles contre la population civile», affirme la voix grésillante dans le poste, qui fait état de six

morts et de quinze blessés, dont neuf enfants, pour la journée de vendredi. Les observateurs de l'ONU sur place ont compté quinze à vingt vagues de bombardements sur la ville au début de l'après-midi.

Si, vendredi matin, la commune de Srebrenica affirmait résister à l'offensive finale, dans la soirée elle confirmait, par la voie des ondes, les informations en provenance du camp ennemi : les forces serbes n'étaient plus qu'à 1 kilomètre de la ville, dont la chute était imminente ; les villages alentour et les faubourgs étaient déjà tombés.

Deux heures plus tard, vers 19 heures, alors que la Maison Blanche menaçait le Serbie de sanction si Srebrenica - la cible des premiers parachutages «de sauvetage» américains - tombait, le commandant de la Force de protection des Nations unies basé à Zagreb annonçait avoir obtenu des Serbes un «accord de principe» pour déployer des «casques bleus» dans la ville. Pour quoi faire ? «Pour éviter une tragédie humanitaire majeure» en aidant à évacuer les civils.

«Faites quelque chose, ce que vous pouvez...» La souvenir de la résistance et de la chute de Vukovar, celui des quelque 300 «diapores» de son hôpital, planaient vendredi sur Srebrenica comme une ombre macabre.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

Le témoignage d'un délégué du HCR

Des bombardements «calculés pour tuer des civils»

Les bombardements serbes, lundi 12 avril, contre Srebrenica étaient «calculés pour tuer des civils», a affirmé le délégué du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), Louis Gentile, témoin de l'attaque contre la ville.

C'était une journée ensoleillée, et de nombreux enfants jouaient au football, tandis que les adultes se promenaient sur la rue principale, indifférents aux coups de canon qui retentissaient au loin, a-t-il raconté. La population a été prise par surprise vers 14 h 15 par un tapis d'obus «qui ont déferlé systématiquement du nord au sud de la ville», dans laquelle les habitations sont concentrées, «tout le long de la rue principale». Une seconde vague de dix à quinze obus a fait entre soixante-dix et soixante-quinze morts et plus d'une centaine de blessés.

Tous ces tir étaient «systématiquement organisés de manière à toucher tous les points importants de la ville. Il s'agissait de tirer très précis, régulièrement espacés, causant un vrai bain de sang». Plusieurs heures après les bombardements, les rues proches de l'école transformée en centre de réfugiés, où la majorité des victimes ont été touchées, étaient encore rouges de sang.

Un blindé de l'ONU a aidé à transporter les blessés jusqu'à l'hôpital. «Des corps étaient jetés sur les véhicules. Je dis des corps, parce qu'il y avait des morts, des blessés, et aussi des morceaux de corps, des cervelles qui se répandaient et des estomacs décharnés», a expliqué le délégué du HCR. Il a vu, «comme dans un cauchemar, deux enfants presque nus».

Il a précisé qu'il n'avait pas aperçu de soldats blessés, car ils sont sur la ligne de front. Le personnel de l'hôpital, assisté par trois docteurs de Médecins sans frontières, était débordé et devait «choisir qui soigner, sachant qu'à chaque moment quelqu'un d'autre allait mourir faute de traitement».

Louis Gentile a précisé que ce lundi-là, tout le monde à Srebrenica était très inquiet, d'abord parce que c'était le début de l'opération de contrôle de la zone d'exclusion électorale, et aussi parce que le convoi du HCR de la veille était reparti à vide, ce qui, selon lui, «a eu l'effet négatif de précipiter des bombardements comme punition. Un autre convoi était attendu le lendemain, et il n'est pas illogique de penser que les Serbes ont voulu encourager la population à évacuer». - (AFP)

SLOVAQUIE

Manifestation antigouvernementale à Bratislava

PRAGUE

de notre correspondant

Plusieurs milliers de personnes, venues de toute la Slovaquie à l'appel de la Confédération des syndicats slovaques (KOZ), ont manifesté, vendredi 16 avril, à Bratislava, contre la politique économique et sociale du gouvernement de Viedimír Meciar. «Le gouvernement n'a tenu aucune de ses promesses. Sa politique conduit à la dévastation de l'économie slovaque et à l'appauvrissement de la population», ont estimé les dirigeants de la KOZ, qui avaient pourtant largement aidé à la victoire de M. Meciar aux élections de juin 1992. Cette première manifestation de mécontentement de la population

slovaque depuis l'indépendance, en janvier dernier, s'inscrit dans un contexte de nette dégradation économique. Le budget de l'Etat a atteint, après trois mois de fonctionnement, un déficit de 13 milliards de couronnes (2,6 milliards de francs), les réserves en devises ont baissé et ne couvrent même plus trois mois d'importations. Les entreprises ne vendent ni n'exportent quasiment plus, et les menaces de faillites inquiètent la population déjà touchée par le chômage (13 % de la main-d'œuvre). Des sondages récents font état d'un désenchantement croissant des Slovaques et d'une chute de la popularité de M. Meciar, dont la position au Parlement s'est par ailleurs fragilisée.

M. P.

LOIN DES CAPITALES

Dixmude, haut lieu flamand

DIXMUDE

de notre envoyé spécial

NULLE part ailleurs, le «plat pays» ne mériterait autant son nom qu'ici. Seuls les arbres plantés au bord d'immortables vagues d'eau bouchent la ligne d'horizon sur laquelle ciel, mer et terre se confondraient à perte de vue sans le mur d'immuables érigé tout au long du littoral entre Nieuport et Ostende.

«Impossible de rater la Tour de l'Yser, vous la verrez de loin», avait prévenu l'aubergiste, étonné qu'on puisse s'imaginer que le monument passe inaperçu. A la sortie de Dixmude (Diksmuide pour les néerlandophones), sur la route de Nieuport, elle s'élève, noire dans un ciel noir. De ses 83 mètres et de ses 482 marches intérieures, elle surplombe la crypte et les tombes des soldats morts. Partout sur ces monuments, les mêmes initiales : AVV-VVK. Pour Alles voor Vlaanderen, Vlaanderen voor Kristus, «Tout pour la Flandre, la Flandre pour le Christ».

Pendant la guerre de 14-18, dans cette région très catholique où une statue de la Vierge ou encore certaines façades, beaucoup de prêtres engagés volontaires comme brancardiers s'unirent aux intellectuels flamingués sous les armes pour former la *frontbeweging* (mouvement du front) qui fut un des multiples avatars de ce qu'on appelle le Mouvement flamand. Celui qui formèrent des hommes divers, instruits contre l'hégémonie francophone dans la classe dirigeante belge tout au long du premier siècle qui suivit l'indépendance.

Saurés par l'eau

Ce qui était déjà mal supporté dans les universités ou devant les tribunaux le fut encore plus mal quand les ouvriers et employés flamands mobilisés pour contenir l'invasion allemande furent placés sous le commandement d'officiers incapables de s'exprimer dans leur langue. Malgré son interdiction, en 1917, le *frontbeweging*, ne désarma jamais pour revendiquer l'égalité linguistique dans le combat national.

Avec son beffroi, son hôtel de ville néogothique, sa Grand-Place, ses proportions harmonieuses, ses ruelles conduisant au béguinage, Dixmude rassemble à des dizaines d'autres localités flamandes, prospères, prettes, balayées par une bise marine qui apporte jusqu'au «centre ville» l'odeur un peu écœurante de la terre flamande gorgée d'eau, d'engrais chimiques et de lisier. Seulement, ici, tout est neuf, reconstruit à l'identique après le grand carnage. L'église Saint-Nicolas

est la fidèle reconstitution de celle du XIV^e siècle, réduite à un tas de pierres, comme le montre une photo d'époque encadrée dans la nef. Autre encadrement : «Le jubé de Dixmude, d'après nature, 1913». Cette belle œuvre-là, les hommes n'ont pas su la refaire.

Dixmude et la bataille de l'Yser font partie de l'histoire commune encore enseignée aux écoles flamandes et wallones. 10 octobre 1914 : le roi Albert I^{er} déclina une proposition franco-britannique de se réfugier chez les alliés et décida de rester avec ses quelque 60 000 soldats, épuisés par une première bataille. 16 octobre : précédés de terrifiants barrages d'artillerie, les vagues d'assaut allemandes prennent pied sur la rive gauche de l'Yser, atteignent la ligne de chemin de fer Dixmude-Nieuport, avant de se faire repousser à la battonnette. 28 octobre : la pression allemande s'accroissant, le génie militaire, guidé par les écluseurs Geeraerts et Cogge, ouvre les écluses de la mer du Nord, l'eau se répand sur tout le front, inondant des terrains parfois situés sous le niveau de la mer, et fige la situation. Une implacable guerre de tranchées commence pour quatre ans.



«Plus jamais la guerre», implorent en néerlandais, français, anglais et allemand des inscriptions sur la Tour de l'Yser. Le Mouvement flamand a une composante pacifiste, encore nette dans la classe politique néerlandophone. Mais, si fil des années, et au prix, peut-être, d'un certain détournement des aspirations d'origine, Dixmude est devenue la cité symbole des flamingués, inaugurée en 1950, le Tour de l'Yser fut chaque fois le lieu de pèlerinage de milliers de Flamands parmi lesquels l'aire nationaliste de droite évinça en partie le courant antimilitariste. En 1945, des enfila-mingants dynamitèrent l'ouvrage. On en reconstruisit un autre entre 1952 et 1965,

plus mastoc, plus solide pour défier le temps et les adversaires de l'intérieur.

Un «comité du pèlerinage de l'Yser» veille à la grand-messe annuelle du mois d'août. Des milliers de personnes affluent fidèlement à Dixmude, nationalistes de droite, excités de groupuscules marginaux, mais aussi personnalités socialistes et sociales-chrétiennes des coalitions gouvernementales. En 1991, Hugo Schiltz, alors vice-premier ministre dans le gouvernement national, était parmi les 35 000 «pèlerins» qui écoutèrent Lionel Vandenberghe, président du comité, demander l'autodétermination pour les Flamands, les Kurdes, les Palestiniens, les Baltes, les Slovaques et les Croates.

«Commonwealth néerlandophone»

L'été dernier, la pluie tombant dru, l'assise n'était que de 25 000 personnes. Mais, au milieu d'un océan de parapluies, M. Vandenberghe fit sensation devant les caméras de télévision : «Amis wallons, nous avons vécu cent soixante ans ensemble sans parvenir à être heureux. Divorçons, allons chez la nôtre comme la font Tchèque et Slovaque [...] Vous fuyez déjà vers la France. Je vous souhaite bonne chance. Nous formerons un Commonwealth néerlandophone de 21 millions d'habitants et mettrons ainsi à l'abri, dans une Europe unie, notre identité, notre langue et notre culture.»

Le caractère posé de cette déclaration, ce ton de constat paisible, inquiétant bien plus que les rodormentades des nervis anversois qui ont insulté le roi Baudouin quand celui-ci est venu inaugurer le cycle des manifestations prévues dans le programme «Anvers, capitale culturelle de l'Europe», le 26 mars, et ont repris, devant des touristes médusés, le slogan «Crève Belgique». De très paisibles Flamands viennent se faire photographier en famille devant la Tour de l'Yser, toujours amables pour renseigner le francophone dans sa langue, dès lors que son absence d'accent atteste qu'il n'est pas un Belge de mauvaise volonté, incapable de s'exprimer en néerlandais.

Ces familles sont la Flandre profonde, en tout cas une partie d'elle. L'autre partie se demande ce qui se dira au prochain «pèlerinage», en ce lieu qui, après avoir été le théâtre de la plus grande épopée du jeune royaume, pourrait devenir celui où son histoire s'arrête. Si, par malheur, certains démontrent l'emportement sous le crucifix rouillé dressé à l'entrée de la crypte du souvenir.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

فكرنا من الأصل

EUROPE

HONGRIE : à un an des élections

Le gouvernement lance un programme de privatisations pour jeter les bases d'un « capitalisme populaire »

Pour tenter de dissiper le scepticisme de la population face à la transition économique, le gouvernement hongrois a annoncé, vendredi 16 avril, la mise en route d'un programme de « privatisation de masse ».

BUDAPEST

de notre correspondant

Trois ans après le changement de régime, la Hongrie vient d'opérer un tournant dans sa politique de privatisation. Le gouvernement conservateur de Budapest a donné son feu vert, vendredi 16 avril, à un projet visant à « accélérer et démocratiser » la vente des entreprises d'Etat, à un an des prochaines élections législatives. Selon les informations divulguées à l'issue du conseil des ministres hebdomadaire, ce programme, couramment baptisé « privatisation de masse », doit démarrer à la fin de l'année ou au début 1994, après avoir reçu l'approbation du Parlement.

Même si le gouvernement se borne, pour l'instant, à ne dévoiler que les grandes lignes de ce programme, son contenu fait l'objet de vives polémiques depuis plusieurs mois. Farouchement opposé à ce projet, l'ancien ministre des finances, Mihály Kupa, a démissionné au mois de février en invoquant, notamment, un profond différend avec son homologues chargé des privatisations, Tamas Szabo, récemment nommé chef de la campagne électorale de 1994 pour le parti du premier ministre.

L'enjeu de ce nouveau programme est autant politique qu'économique. Conscient de la nécessité d'accélérer les privatisations, le gouvernement a cherché un compromis entre le modèle tchécoslovaque de distribution gratuite de propriétés de l'Etat et la privatisation par les seules forces du marché, en vigueur en Hongrie jusqu'à présent. Or cette dernière pratique s'essouffait : au bout de trois ans, seul 16 % du

patrimoine de l'Etat, évalué à deux mille milliards de forints, ont été vendus (1).

Le gouvernement doit donc impérativement activer ce processus car la valeur des entreprises invendues diminue à vue d'œil, alors que les finances publiques dépendent de plus en plus des recettes des privatisations à cause du gonflement spectaculaire du déficit budgétaire. Autre raison de presser le pas : l'intérêt initial pour la Hongrie de la part des investisseurs étrangers est retombé depuis l'ouverture des marchés des autres ex-pays socialistes.

Révision à la baisse

Politiquement, il y a aussi urgence. Pour désamorcer la contestation des mouvements d'extrême droite qui dénoncent le « braquage » du patrimoine, le gouvernement veut associer davantage de Hongrois aux privatisations, largement dominées par le capital étranger. Il cherche aussi, à un an des élections, à jeter les bases d'un « capitalisme populaire » pour tenter de montrer que les bénéfices de la transition économique ne sont pas seulement le fait d'une poignée de privilégiés. « Nous devons changer l'image de la privatisation qui devient de plus en plus négative avec la montée du chômage », souligne György Lajtai, l'un des dirigeants de l'Agence pour la privatisation (AVU).

Le programme annoncé vendredi est nettement plus modeste que le projet initial. Il vise à stimuler la demande intérieure en offrant des crédits avantageux à ceux qui achètent des actions dans les sociétés d'Etat. Les ambitions ont été revues à la baisse car « seul un nombre limité d'entreprises solvables ou être trouvées pour ce projet qui doit représenter le minimum de risques afin de renforcer la confiance de la population », constate M. Lajtai.

Au total, trois catégories d'entreprises ont été retenues. Il y a d'abord une dizaine de grosses com-

pagnies, obligatoirement cotées en Bourse, incarnant les « valeurs sûres » parmi lesquelles on parle de la société nationale des télécommunications, le groupe Hungar Hotel, ainsi que la chaîne de magasins Centrum. La priorité est toutefois réservée aux investisseurs « stratégiques », dont le capital (généralement étranger) sera majoritaire. Le reste (5 % à 20 % des actions) sera alors réservé aux petits porteurs.

Ensuite, il y a le cas des sociétés déjà privatisées au sein desquelles l'AVU dispose « d'actions résiduelles ». Celles-ci pourraient être vendues au rabais par l'intermédiaire de fonds d'investissement. Enfin, il y a la situation plus délicate des entreprises en cours de restructuration où les managers actuels auront des options prioritaires et avantageuses.

« Le pari d'un big bang a été écarté », insiste M. Lajtai. « Plus qu'une privatisation de masse, nous comptons davantage sur une participation de masse ». L'Etat espère, en effet, attirer environ un million de personnes en mettant à la disposition du public un capital de cent mille forints, remboursables sans intérêt sur une période de cinq ans. Autre incitation : dès la souscription du prêt, les actionnaires pourront participer aux dividendes et bénéficier du droit de vote avant même l'acquisition de leur dette.

Ce tournant doit encore surmonter deux obstacles. D'abord la méfiance de la population qui rechigne depuis trois ans à mobiliser son épargne vers des investissements productifs, préférant le faire fructifier sur des comptes bien rémunérés. Ensuite, la bataille politique s'annonce rude. L'opposition a jusqu'à présent réservé un accueil mitigé à ce projet, taxé de « dirigisme populiste » et y a surtout vu une « manœuvre électorale ».

YVES-MICHEL RIOLS

(1) Un franc vaut environ 15 forints. Les chiffres cités proviennent de l'Agence pour la privatisation.

RUSSIE : à l'approche du référendum du 25 avril

Les chefs d'Etat de la CEI ont apporté leur soutien à M. Eltsine

Réunis à Minsk vendredi 16 avril, les chefs d'Etat de la CEI ont exprimé leur soutien au président Eltsine, estimant que l'avenir des réformes et de la CEI elle-même dépendait de l'issue du référendum du 25 avril.

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Cette journée du 16 avril aurait pu être marquée d'une pierre blanche sur l'agenda électoral de Boris Eltsine. D'abord, l'annonce de la suspension sine die du procès des putschistes d'août 1991, en raison de la maladie d'un des accusés, faisait bien l'affaire du président russe. Ce dernier, peu soucieux en fait d'offrir une tribune aux communistes avant le référendum du 25 avril, avait d'ailleurs émis le souhait que les premières semaines du procès soient cantonnées à des questions de procédure. Souhait plus qu'exaucé : non seulement le tribunal militaire a tenu compte de l'indisposition d'Alexandre Tiziov, qui devrait durer plusieurs semaines, pour interrompre les débats, mais il est clair maintenant que les querelles de procédure reprendront dès la reprise du procès.

Autre motif de satisfaction pour le président russe : le soutien sans faille qu'il a reçu des chefs d'Etat de la CEI, réunis à Minsk pour un sommet convoqué apparemment dans le seul but de manifester cette solidarité. Le président ukrainien, pourtant le plus contestataire à l'égard de la CEI et celui qui donne le plus de fil à retordre à Moscou, s'est montré le plus oec. « Si la Russie, a affirmé Leonid Kravtchouk, continue à s'avancer sur la voie des réformes prises par Boris Eltsine, la CEI existera, sinon, elle n'existera plus car les forces les plus actives en Russie ne veulent

pas de la CEI mais de l'URSS. » « La victoire des réformes et la réalisation du processus en cours nous intéressent tous », a ajouté, plus prudent, le président ouzbek, Islam Karimov.

Même ténacité chez Noursoultan Nazarbayev, le président du Kazakhstan : « Tous les membres de la CEI sont concernés par le progrès des réformes en Russie, et le garant de ces réformes, c'est le président élu au suffrage universel », ferme le ban.

Gaspillage des biens nationaux

Le matin, Arkadi Volksi, préscenté comme le « patron » des industriels russes, avait apporté son soutien non pas directement au président Eltsine, mais au premier ministre, Viktor Tchemomyrdine, qui vient d'ailleurs, lui aussi, du complexe militaro-industriel. M. Volksi, un des responsables du mouvement « centriste » Unioo civique, a rejeté l'idée de la formation d'un gouvernement de coalition, estimant que ce dernier ne pourra être formé qu'au vu des résultats d'élections anticipées permettant de déterminer l'audience de chaque parti.

Las ! Alexandre Routskoï, qui fait d'ailleurs partie lui aussi de l'Unioo civique, joue les trouble-fête et jeta un beau pavé dans cette paisible unanimité. S'adressant au Soviet suprême, dans un discours retransmis intégralement à la télévision, le vice-président avertit d'abord qu'il ne démissionnerait pas, comme le lui avait conseillé Boris Eltsine. « Seul le peuple peut décider de mon sort. J'ai été élu en même temps qu'Eltsine. Je n'ai pas entendu de demandes de démission émanant du peuple », martela M. Routskoï avant de se livrer à une attaque en règle contre ce qu'il nomma « le gaspillage inouï des biens

nationaux » commis par les responsables de l'exécutif.

S'en prenant normalement à l'ancien premier ministre Egor Gaidar, à l'éminence grise de M. Eltsine, Guennadi Bourboulis, mais aussi à deux ministres actuellement en exercice, Vladimir Choumeiko et Anatoli Tchoubaï, le vice-président dénonça ensuite la création d'un réseau d'organisations commerciales criminelles ayant réalisé des fortunes de « milliards de roubles ».

Selon lui, les revenus de l'économie parallèle se montent à près de 5 milliards de dollars et les exportations illégales de matières premières et de devises oscillent entre 17 et 40 milliards de dollars pour la seule année 1992. Autre chiffre avancé : les « structures parallèles » contrôleraient 45 % du produit national brut.

Parlant d'une voix assurée, n'hésitant pas à utiliser des termes qu'il montrait aux députés, M. Routskoï s'était vraisemblablement préparé depuis longtemps à cette contre-attaque. Le vice-président, qui apparaît dans les sondages comme une des seules personnalités politiques capables, pour le moment, d'inquiéter M. Eltsine lors d'une éventuelle élection présidentielle, a pris date.

JOSÉ-ALAIN FRALON

■ AZERBAÏDJAN : bombardement arménien. - Trois avions de chasse arméniens ont bombardé vendredi 16 avril les villes de Fizouli et d'Agdam, dans le sud et l'ouest de l'Azerbaïdjan, où les combats se poursuivent, a indiqué l'agence russe Itar-Tass citant des sources de Bakou. Les troupes azérbaidjanaises auraient repoussé, selon Bakou, une offensive arménienne au sol sur Fizouli. - (AFP)

AFRIQUE

Angola : dans Huambo dévastée

Désormais aux mains de l'UNITA, la capitale des hauts plateaux, privée d'aide humanitaire, survit dans des conditions très précaires et témoigne de l'apreté des combats

HUAMBO

de notre envoyé spécial

A l'entrée de la ville, les restes d'un blindé pulvérisé par un obus antichar ont été repoussés sur le côté. Des camions, roues en l'air, gisent comme des insectes morts, un peu plus loin. Traversée de nuit, Huambo n'est qu'une enfouie de rues couvertes de poussière et de débris, aux maisons défoncées par les bombes et aux murs criblés de balles. Une ville fantôme, sans lumière ni sons, surprise à la vue du convoi qui, sous bonne escorte, transporte les premiers journalistes autorisés à entrer dans la ville depuis l'arrêt des combats.

Ici, durant deux mois, des milliers de soldats des troupes gouvernementales ont affronté leurs adversaires de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA). Commencée début janvier, la bataille s'est terminée le 7 mars par la défaite des gouvernementaux. Menée avec la ferocité propre aux combats de rues, sans autres témoins que les combattants et les habitants piégés sous un déluge de feu, elle a donné à l'UNITA, durement affectée par la défaite électorale de septembre dernier, la possibilité d'un spectaculaire retour politique. Après avoir perdu Huambo, le gouvernement angolais affirmait que la ville, vidée de ses habitants, était désormais rayée de la carte. Tel n'est pas le cas. Demeurée miraculeusement à l'écart des combats, la Huambo des faubourgs populaires a été épargnée. C'est là que l'UNITA compte ses meilleurs soutiens, partisans à l'enthousiasme soigneusement réchauffé pour accueillir « la presse étrangère », prise de prendre bonne note des « véritables » sentiments du peuple.

En revanche, le centre de la cité et les quartiers résidentiels, où vivaient et travaillaient les fonctionnaires du gouvernement, apparaissent complètement ravagés. Aucune maison n'a échappé aux bombardements aériens, aux tirs de mitrailleuses ou aux obus de mortiers. Dans le quartier sud de la ville, non loin de la route qui mène à l'aéroport, la « Maison Blanche », belle

demeure patricienne qui abritait l'ancien président, n'est plus qu'un tas de gravats. Dès le début des affrontements, les avions de Luanda l'ont prise pour cible dans l'espoir d'y éliminer le chef de l'UNITA. Une bombe l'a frappée de plein fouet, soufflant le toit et les murs. Une autre a creusé un cratère de trois mètres dans le jardin. Les maisons voisines sont, elles aussi, détruites.

Non loin de là, des dizaines de femmes, balais et sacs d'osier à la main, s'emploient à déblayer les rues des vestiges de la guerre, sans paraître se soucier des mines encore enfouies dans le sol. Un char, tonnelle et chenilles arrachées, est immobilisé devant l'école maternelle que tenait une congrégation religieuse. Des cahiers souillés traînent par terre, au milieu de débris de verre, de brodequins troués et de boîtes de conserve rouillées. Dans une salle de classe, des livres jonchent le sol. Un opuscule promet l'espoir par la prière. Un autre, rédigé en français, décrit les précautions à prendre contre la malaria. « La moustique apporte le malheur » assure-t-il.

Pillages

Aucune des villas qui bordent cette avenue cosue n'est intacte et rares sont celles encore habitées. Pendant comme après les combats, toutes ont été pillées, ainsi que les immeubles de l'avenue du 8 février, principale artère de la ville, vidée de leur contenu par les combattants et les civils. Des chars et des camions noircis par les flammes sont encore visibles en plusieurs endroits. Sur des centaines de mètres, les bâtiments ont été défoncés au mortier ou bombardés par l'aviation. La concentration des impacts de balles désignent les maisons où les affrontements ont été les plus acharnés. Quelques sans-abri campent dans les locaux les moins touchés.

Un ouragan semblable a frappé les abords du palais du gouvernement, du siège de la télévision, de la direction de l'agriculture et des finances. Comme le : autres, ce quartier a été

soigneusement pillé. De la Banque nationale, il ne reste que le coffrefort déscellé et ouvert à l'explosion. Sur le trottoir, rassemblés par des équipes de nettoyage, s'entassent des douilles d'obus, un lance-grenade et quelques uniformes abandonnés par les vaincus. Des débris brûlent doucement, dégageant une forte odeur de caoutchouc.

Pris et repris durant les combats, le palais du gouvernement, bâtie sur style colonial, n'a plus que la moitié de son toit. Les balcons du premier étage pendent dans le vide, démantelés. Les archives ont été dispersées sur le sol. Partirées ouvertes, le véhicule réservé aux hautes personnalités de passage est encore garé derrière le bâtiment,

sans roues ni vitres. Une rafale a traversé la voiture de part en part, à hauteur d'homme. « C'est celle qu'utilise le président Dos Santos lorsqu'il est venu à Huambo lors de la campagne électorale », explique l'un des officiers de l'UNITA qui, visiblement, regrette que le chef de l'Etat n'y soit pas resté.

Un mois après la fin des combats, l'UNITA, mieux rompue à la guérilla qu'à l'administration, est, pour la première fois de son existence, confrontée aux contraintes de la gestion d'une ville qui compte quelque 400 000 habitants. Militairement parlant, la prise de Huambo est un indubitable succès. Des milliers d'armes récupérées sur l'ennemi emplissent désormais les arsenaux

du mouvement de M. Savimbi, à côté des chars et des canons saisis dans les hangars de l'école militaire. Un matériel qui pesera aussi lourd dans les combats que dans les négociations.

Pour le reste, l'affaire se présente moins brillamment. Huambo manque de carburant pour faire tourner ses générateurs et ses usines, de médicaments pour soigner ses malades et ses blessés, de nourriture et de vêtements pour alimenter et vêtir ses habitants. L'hôpital central, privé, comme toute la ville d'électricité, n'a ni équipements, ni médicaments, ni literie. La saleté y est repoussante et l'air irrespirable. On y fait la cuisine en plein air, en brûlant les arbres du jardin. Ce

jour-là, l'unique repas quotidien se composait de haricots et de choux. Repas fastueux : la veille, les malades avaient du se contenter d'un soupe d'eau claire. Paradoxalement, la longueur et la férocité des combats a évité à l'hôpital d'être submergé de blessés. La plupart des victimes de la bataille sont mortes sur place, faute de soins, ou achevées, puis enterrées dans des fosses communes, voire dans les jardins proches des lieux où elles étaient tombées.

Sur les marchés de San-Pedro et de Kanata, l'épi de maïs et la pomme de terre se vendent à l'unité, à côté des téléviseurs et des médicaments volés durant les pillages. Depuis la fin des combats, les organisations humanitaires n'ont rien pu faire, bloquées à Luanda par un gouvernement visiblement peu pressé de porter assistance aux populations passées sous contrôle de l'ennemi. Non sans raison, le nouveau gouverneur de la ville, nommé par l'UNITA, accuse le gouvernement d'utiliser l'arme alimentaire en échange de concessions politiques. « Nous ne céderons pas », assure-t-il. Mais il sait mieux que personne combien la situation pourrait se révéler incontrôlable si l'aide tardait à venir. Pour l'instant, assommée par la guerre, la population demeure passive.

GEORGES MARION

■ Premier accord aux pourparlers d'Abidjan. - Au terme d'une nouvelle réunion de négociation à Abidjan, les délégations du gouvernement angolais et de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) ont annoncé, vendredi 16 avril, qu'elles acceptaient le principe d'un partage du pouvoir. Mais un représentant de l'UNITA a dit qu'un accord de paix, comprenant d'abord un cessez-le-feu, était loin d'être conclu. La question de la participation de l'UNITA au gouvernement angolais était le troisième des neuf points à l'ordre du jour de la conférence patronnée par les Nations unies et le premier sur lequel les belligérants sont parvenus à s'entendre. - (Reuters)

Luanda aurait perdu plus de 10 000 hommes dans la bataille

Peu de blessés, pas de prisonniers

HUAMBO

de notre envoyé spécial

La bataille d'Huambo est l'aboutissement de la crise politique née en septembre 1992, à l'issue de la défaite électorale de M. Savimbi et de son mouvement. Estimant les résultats frauduleux, le chef de l'UNITA s'était retiré dans son fief des hauts plateaux, refusant de participer à la poursuite du processus de pacification tant que la contestation des élections n'était pas réglée. Au même moment, en violation des accords de paix, ses troupes faisaient mouvement dans plusieurs régions du pays, où elles consolidaient leurs positions.

Pendant plusieurs jours, Luanda ripostait le 30 octobre 1992, en faisant massacrer, dans la capitale, nombre de cadres et militants de l'UNITA, dont plusieurs proches de M. Savimbi. La même opération de nettoyage se répéta, début janvier, dans les villes côtières de

Lobito et de Benguela, où, de plusieurs sources, on faisait état de massacres systématiques.

Espérant écraser définitivement l'UNITA, les forces gouvernementales tentaient, le 9 janvier, une opération similaire à Huambo, deuxième ville du pays. Mais, cette fois, elles s'y heurtèrent à une forte résistance. Le 7 mars, au terme de cinquante-cinq jours de combats acharnés, ce qui restait de l'armée gouvernementale abandonna la ville, qui passait, dès lors, sous le contrôle total des partisans de M. Savimbi. Luanda n'a jamais rendu public le chiffre des forces engagées dans la bataille, ni celui de ses pertes. Invoquant des « raisons de sécurité », l'UNITA a observé le même silence. Mais selon l'un de ses responsables militaires, le lieutenant-colonel Alfonso Pinto, les troupes gouvernementales étaient fortes de 12 000 à 15 000 hommes. 800 d'entre eux, seulement, auraient réussi à quitter la ville à l'issue des

combats, et 300 autres auraient été faits prisonniers. Ainsi, de 11 000 à 14 000 hommes auraient été tués. Pour sa part, un médecin de l'hôpital militaire nous a parlé de « milliers de morts » ayant transité par la morgue. Seule certitude : les blessés survivants et les prisonniers sont peu nombreux.

A ce bilan, il faut ajouter les pertes civiles. Selon le lieutenant-colonel Pinto, qui se dit incapable de produire autre chose qu'une estimation, de 1 000 à 6 000 civils auraient été tués, la plupart dans les bombardements et les mitraillages aériens auxquels se sont livrées les troupes gouvernementales. Quant aux exactions qui, après la bataille, auraient été commises par l'UNITA sur ses adversaires, l'archevêché nous a déclaré : « Les débordements ont été moins graves que ce que nous avions craint. M. Savimbi est intervenu personnellement. »

G. M.

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : le procès Rodney King

Le second cauchemar de Los Angeles

Suite de la première page

Le samedi 2 mars 1991, peu avant minuit, Rodney King, vingt-six ans, et deux amis, Freddie et Bryant, prennent leur voiture et empruntent l'autoroute 210 pour « sortir de leur banlieue ». Ils ont déjà bu plusieurs bières, non pas de la bière ordinaire, mais de la « malt liquor », une bière à haute teneur en alcool. Comme l'a raconté Bryant Allen lors de son témoignage, ils allaient « chercher des filles ». Les trois amis quittent Altadena, un quartier limitrophe au nord de Los Angeles, sur les premiers contreforts des montagnes de San Gabriel. La famille King y est propriétaire d'un bungalow en bois. Les habitants des alentours sont principalement des familles noires et mexicaines, qui, bien que modestes, s'efforcent d'entretenir leurs jardins, de veiller à l'éducation de leurs enfants et de rester dignes. Mais les jeunes comme Rodney ou Bryant finissent souvent mal. Bryant a quitté l'école à dix-sept ans pour aller en prison. Rodney a déjà été condamné à la prison ferme pour avoir dévalisé une épicerie et volé 200 dollars.

Le soir du 2 mars, Rodney King bénéficie d'une mise à l'épreuve, après avoir écrit une lettre au juge. Il travaille comme ouvrier dans le grand stade de base-ball de Los Angeles. Conduisant à toute allure dans la descente qui mène à Lake View Terrace, Rodney King raconte qu'il n'avait pas remarqué derrière sa voiture les flashes d'une voiture de police. Bryant, quant à lui, se souvient de la sirène; il demande à Rodney de s'arrêter. Mais King accélère et sort de l'autoroute. Après quelques minutes de poursuite, pendant lesquelles plusieurs voitures de police se sont regroupées, Rodney King gare sa voiture sur le côté de la route à l'entrée du parc d'Hansen Dam. Une femme parmi les policiers, Melanie Singer, pointe son arme sur la voiture et ordonne à King de sortir et de garder ses mains bien en vue. Sur le film vidéo de M. Holliday, incomplet et en partie flou, on voit trois policiers : MM. Powell, Wink et Briseno frapper et frapper encore à coups de matraques métalliques un homme qui rampe sur le sol, tandis que le sergent Koon supervise l'arrestation. Plusieurs personnes en uniforme observent la scène sans intervenir. Les menottes sont finalement passées à King, une ambulance vient le chercher. M. Holliday propose plus tard son film à une chaîne de télévision locale qui l'achète pour 500 dollars. La chaîne CNN le reprend et le diffuse.

Ces images de brutalité policière, au moment où les États-Unis, en pleine opération « Tempête du désert », en Irak, se veulent plus que jamais les champions de la démocratie, scandalisent le monde. Le

président Bush se dit « malade » devant cette violence. Le chef de la police, Daryl Gates, parle d'une aberration. Une commission d'enquête est formée, dirigée par un avocat de Los Angeles, Warren Christopher, qui, très grand, devient le secrétaire d'État du président Bill Clinton.

Le verdict de Simi Valley

Quatre policiers ne tardent pas à être inculpés pour « usage déraisonnable de la force ». Ils sont blancs. L'un d'entre eux, M. Briseno, a déjà été sanctionné pour avoir frappé un Latino après lui avoir passé les menottes. Par peur d'attiser encore les tensions raciales déjà vives à Los Angeles, le juge décide de déplacer le procès des quatre policiers dans le comté de Ventura, au nord de Los Angeles, à Simi Valley. La communauté noire fait aussitôt remarquer que la population de ce comté est dans sa très grande majorité blanche et que les chances d'obtenir un procès équitable sont minces.

Le 29 avril 1992, les douze jurés de Simi Valley, dont aucun n'est noir, décident, après deux mois de procès et sept jours de délibération,

que les quatre policiers sont innocents. Au cours des mois précédents, plusieurs décisions judiciaires avaient été rendues dans la communauté noire comme des humiliations. La peine très légère infligée à un commerçant coréen, qui avait tué une Noire de quinze ans, en lui tirant dans le dos, Latasha Harbin, avait déjà fait provoquer des émeutes.

Bien des Noirs qui, quelques heures après ce verdict de Simi Valley, commencent à piller et à incendier des commerces coréens, s'agitent autant à Los Angeles qu'à King. La police tarde à répondre aux premiers troubles. Pendant trois jours, des centaines d'incendies sont allumés à travers la ville. Les grandes surfaces de plusieurs quartiers populaires sont pillées, aussi bien par des Noirs que par des Latins ou des Blancs. Des commerçants coréens, particulièrement visés par les incendiaires, émettent de se défendre eux-mêmes et se postent sur le toit de leurs échoppes, souvent équipés d'armes automatiques.

Ce n'est qu'au troisième jour que la garde nationale commence à rétablir l'ordre à South Central, le quartier le plus touché. Un couvre-feu est instauré, des hélicoptères de l'armée survolent la ville. Les émeutes ont fait 53 morts, 2 000 blessés et 1 milliard de dollars de dégâts, un bilan plus lourd que celui des émeutes de Watts en 1965 (34 morts) ou de Detroit en 1967 (43 morts). George Bush en personne demande alors au départe-

ment de la justice d'engager une procédure pour rejurer les policiers, cette fois-ci pour violation des droits civiques de Rodney King.

Partie de base-ball

Le second procès commence à la mi-février 1993, au cœur de Los Angeles, à Downtown, le quartier des affaires. Le jury est composé de neuf Blancs, deux Noirs et un Latino (quatre femmes et huit hommes). Une fois de plus, le film vidéo de M. Holliday est la pièce à conviction principale. Une nouvelle version du film a été préparée par le FBI, où les images sont plus stables. Pour démontrer l'intention malveillante des policiers, les procureurs appellent que M. Powell, le policier qui a frappé Rodney King le plus souvent, a dit à la radio : « Je n'ai pas battu quelqu'un comme ça depuis longtemps... », avant de rire nerveusement. Plus tard, à l'hôpital, il s'adresse à Rodney King : « Alors, nous avons fait une bonne partie de base-ball; tu as perdu, nous avons gagné ».

Paradoxalement, le témoignage le plus dévastateur pour les policiers est apporté par la femme policière Melanie Singer qui, appelée par un des avocats des policiers pour décrire la scène, fond en larmes en décrivant les coups reçus par Rodney King. « J'ai vu un grand coup à la tête, je ne l'oublierai jamais jusqu'à ma mort », affirme-t-elle. Un accord tacite s'établit entre les procureurs, les avocats de la défense et le juge pour éviter la question du racisme. Il s'agit d'abord, explique-t-on de part et d'autre, de ne pas enflammer les passions. Cependant Rodney King tente, lors de son témoignage, de réintroduire cette question. Il prétend que les policiers l'ont traité de « sale nègre » et de « tueur ». Mais il n'en est pas sûr. Les procureurs ne mentionneront pas son souvenir dans leurs conclusions.

A l'extérieur du bâtiment où se tient le procès, il s'est posé la question de race que dans des allusions jugées « inappropriées » par le juge Davies. Mais, à l'extérieur, toute une ville et, plus largement le pays, scrutent avec inquiétude les réactions des minorités et de leurs leaders. Ces derniers craignent depuis longtemps que le procès ne soit qu'une parodie de justice et ne démontre qu'il existe deux poids, deux mesures : une justice pour les Blancs et une autre pour les Noirs.

RÉGIS NAVARRE

Rumeurs et mises en garde

LOS ANGELES

correspondance

Après avoir délibéré pendant sept jours, les douze jurés chargés de décider du sort des quatre policiers ont quitté vendredi 16 avril, plus tôt que d'ordinaire, le bâtiment où se tient le procès depuis le début du mois de février. Était-ce enfin le verdict ? Un responsable de la police annonce dans la soirée que les jurés envisageaient de faire une déclaration samedi.

Ce délai était aussitôt interprété comme le signe avant-coureur d'un verdict favorable aux quatre policiers. Ceux-ci pouvaient en effet bénéficier d'un « hung jury » (décision du jury suspendue) dans le cas où les jurés, qui doivent prendre leur décision à l'unanimité, ne sont pas parvenus à un accord. En cas de « hung jury », les procureurs peuvent engager une nouvelle procédure contre les policiers dans un délai de quelques semaines, ce qui emmènerait un troisième procès à Rodney King.

Tom Bradley, le maire noir de Los Angeles, a mis en garde ceux qui tenteraient de reproduire les pillages d'avril

1992 : « Je ferais tout ce qui est en mon pouvoir pour maintenir l'ordre public et pour épargner à cette ville le supplice de l'an dernier. A tous ceux qui cherchent une excuse pour avoir à leur quartier, je lance cet avertissement : vous ne vous en tirerez pas. N'essayez même pas ». Depuis une semaine, la police, la garde nationale et même les « marines » multiplient des démonstrations de force afin d'éviter des troubles semblables à ceux du printemps dernier.

Depuis le début des délibérations, les rumeurs les plus folles ont couru dans la ville. Elles étaient entretenues par les chaînes de télévision à sensation comme Action News : les gangs viseraient cette fois-ci les villes de Beverly Hills; ils disposeraient d'armes de policiers et d'explosifs. Les « marines » du camp de Pendleton se sont adonnés mardi, devant les caméras de télévision, à un exercice de lutte contre la guérilla urbaine, dans un décor qui ressemblait étrangement à un quartier « chaud » de Los Angeles.

R. N.

Alors que le nombre d'homosexuels fait l'objet de polémique

M. Clinton a reçu une délégation de gays et de lesbiennes

Au beau milieu d'une polémique sur le nombre d'homosexuels dans le pays, Bill Clinton a été, vendredi 15 avril, le premier président des États-Unis à recevoir officiellement à la Maison Blanche une délégation du « lobby » des gays et lesbiennes d'Amérique.

WASHINGTON

de notre correspondant

Cela s'est fait dans la plus grande discrétion, sans photographies ni communiqué de presse, en fin d'après-midi, mais tout de même dans le bureau ovale. Certains des représentants de la communauté homosexuelle avaient déjà été reçus à la Maison Blanche du temps de l'administration précédente mais pas par le président George Bush lui-même. Durant la campagne électorale, M. Clinton avait cultivé le groupe de pression des gays et des lesbiennes, dont il avait reçu le soutien politique et financier. Il avait promis, en retour, d'appuyer le combat mené par les principales organisations - le National Gay and Lesbian Task Force et le Gay and Lesbian Victory Fund - pour « l'égalité de traitement ».

La conversation a porté sur la lutte contre le sida et les difficultés que rencontre M. Clinton pour obtenir la fin des discriminations

dont les homosexuels sont l'objet dans l'armée. Cette dernière mesure se heurte à une opposition résolue au sein du Pentagone, appuyée par une bonne partie du Congrès - y compris des démocrates - et nombre d'associations conservatrices activement mobilisées. L'affaire, qui ne sera pas décidée avant cet été, sera le grand thème d'une manifestation géante le dernier week-end d'avril à Washington; les associations des « gays et lesbiennes » d'Amérique attendent plus d'un million de personnes.

Nombre de conseillers de M. Clinton ne seraient pas mécontents de voir cette question quitter le devant de l'actualité : ils redoutent qu'une grande partie de l'électorat reproche à la Maison Blanche de consacrer autant de temps et d'énergie politique à un problème que les Américains considèrent comme marginal. L'inquiétude des conseillers du président n'a pu qu'être renforcée par l'étude publiée cette semaine selon laquelle à peine plus de 1 % des hommes seraient « gays », et non pas 10 % comme l'avait établi, en 1948, le rapport Kinsey (le Monde du 17 avril).

Conservateurs et républicains se sont emparés du document publié par l'Institut Alan Guttmacher, pour dénier à la communauté des « gays et des lesbiennes » le droit de se présenter comme une mine-

rité conséquente et, en tant que telle, fondée à modifier les statuts de l'armée ou de toute autre institution : « Vous ne pouvez pas prétendre avoir un sérieux problème de droits civiques si vous ne représentez qu'un peu plus de 1 % de la population », expliquait un responsable républicain. Argument évidemment rejeté par les gays et les lesbiennes qui font valoir qu'une discrimination reste une discrimination quelle que soit la taille de la communauté qui en est victime.

A vrai dire, pas plus le chiffre de 1,1 % avancé par l'Institut Alan Guttmacher que l'évaluation du rapport Kinsey ne font l'unanimité. Des analystes, cités par le New York Times mettent en avant des estimations fondées sur les enquêtes électorales qui évaluent l'électorat homosexuel à 3, 4 ou 5 % des électeurs potentiels. C'est une fourchette suffisamment large pour alimenter encore longtemps la passion américaine pour les débats statistiques. Toujours très complet, le New York Times mentionnait au dernier avis, peut-être aussi solide que celui des statisticiens, celui du « business ». Selon une firme de marketing spécialisée, la communauté homosexuelle du pays représenterait de 2,5 à 3,5 % de la population.

ALAIN FRACHON

PROCHE-ORIENT

Estimant que « les conditions requises » n'étaient pas réunies

Les Palestiniens demandent un report des pourparlers de paix israélo-arabes

Alors que l'on tenait pour pratiquement acquise la reprise des pourparlers de paix israélo-arabes à la date du 20 avril, fixée par les États-Unis, les Palestiniens ont demandé vendredi 15 avril, un délai, estimant que « les conditions requises » n'étaient pas réunies.

De retour à Jérusalem après avoir rencontré au Caire, en compagnie du chef de l'OLP, Yasser Arafat, le président Hosni Moubarak, Fayyad Hussein, chef de la délégation palestinienne, a remis un message en ce sens au consul général des États-Unis à Jérusalem, Molly Williamson. Parallèlement, à Tunis, le chef du département de l'information de l'OLP, Yasser Abed Rabbo, indiquait que l'OLP souhaitait le report pour « une courte période », afin que « les problèmes qui n'ont pas encore été réglés le soient ». « Il y a eu des promesses variées et des suggestions ambiguës qui ne sont pas convaincantes », a ajouté Abed Rabbo.

L'OLP avait demandé, entre autres, qu'une grande partie des quelque mille six cents Palestiniens

expulsés des territoires occupés depuis 1967 soient rapatriés et que l'État juif s'engage à faire revenir chez eux, le plus rapidement possible, les quelque quatre cents Palestiniens déportés au Liban, en décembre. Ces derniers - pour la plupart militants islamistes et opposés aux négociations - net organisé vendredi une marche de protestation en direction du premier barrage israélien au Liban du sud. Mais, des tirs d'obus israéliens devant leur cortège ayant blessé l'un d'eux, ils ont rebroussé chemin.

La demande palestinienne a pris de court les participants à une réunion interarabe qui s'était ouverte dans la matinée à Damas pour adopter une position commune quant à la reprise des pourparlers. Les ministres des affaires étrangères de Syrie, du Liban, de la Jordanie et de l'Égypte, ainsi que le chef du département politique de l'OLP devaient se prononcer samedi sur ce sujet. - (AFP, Reuters)

Pour la première fois depuis le début de l'intifada

Deux morts et huit blessés dans un attentat « à la voiture suicide » en Cisjordanie

Pour la première fois depuis le début de l'intifada, en décembre 1987, dans les territoires occupés par Israël, un attentat « à la voiture suicide » a eu lieu, vendredi 16 avril, en Cisjordanie, tuant les deux Palestiniens qui se trouvaient à bord du véhicule piégé et blessant huit militaires israéliens.

Selon les premiers éléments de l'enquête policière, le chauffeur avait placé sa voiture, chargée de bombes de gaz, entre deux autobus transportant des militaires. Il tenait le volant à la main, ont indiqué des témoins. L'attentat aurait pu être beaucoup plus meurtrier si les soldats n'avaient pas descendus des autobus en stationnement pour se rendre à une buvette. Des débris ont été retrouvés à plus de vingt mètres de l'explosion. - (AFP)

□ IRAK : un enfant tué par l'explosion de bombes à fragmentation. - L'agence officielle irakienne INA a affirmé qu'un garçon de huit ans a été tué et sa sœur grièvement blessée, vendredi 16 avril, par l'explosion de bombes à fragmentation, dans le nord de l'Irak, près du barrage Saddam, au nord de Mossoul. Selon l'INA, ces bombes avaient été larguées une semaine auparavant, par l'aviation américaine lors d'un raid contre des batteries de DCA irakiennes (le Monde daté 11-12 avril), mais elles n'avaient pas explosé à ce moment. - (AFP)

□ LIBAN : raid d'un hélicoptère israélien contre un militant palestinien. - Les services de sécurité libanais ont indiqué qu'un cadre du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) a été grièvement blessé, vendredi 16 avril, au Liban du Sud, lorsque son véhicule a été touché par un missile tiré d'un hélicoptère israélien qui l'avait pris en chasse. Sa femme et sa fille ont été brûlées vives. Un autre missile a atteint une habitation, tuant un de ses occupants et en blessant trois autres. - (AFP)

A TRAVERS LE MONDE

AFRIQUE DU SUD

L'ANC veut obliger M. de Klerk à fixer rapidement la date des élections

Le Congrès national africain (ANC) a décidé, vendredi 16 avril, de poursuivre au-delà des funérailles de Chris Hani, lundi, la campagne actuelle de manifestations pour obtenir que la date des premières élections multiraciales soit enfin arrêtée.

Au cours d'une conférence de presse, l'ANC et la SACP (Parti communiste sud-africain) - dont Chris Hani était le dirigeant - et la confédération syndicale COSATU ont fixé comme échéance la fin mai pour qu'une décision soit prise sur cette date et qu'un accord global soit trouvé sur toutes les institutions de la transition vers la démocratie. Ils ont par ailleurs annoncé qu'ils avaient l'intention de faire fi des mesures prises par le gouvernement pour traquer la région du grand Johannesburg, avant de nouvelles manifestations, samedi, à la mémoire du dirigeant noir assassiné. - (AFP)

CAMBODGE

Menaces khmères rouges contre l'ONU

Le chef nominal des Khmers rouges, Khieu Samphan, dont la démission a quitté Phnom-Penh mardi 13 avril, a lancé à la radio une violente diatribe contre les Nations unies. « Les élections organisées par l'APRONUC [autorité provisoire de l'ONU au Cambodge] ont pour objectif de détruire complètement la partie du Kampuchéa démocratique [Khmers rouges] », a-t-il affirmé.

Pendant ce temps, les guérilleros dirigés par Pol Pot poursuivent leurs menaces contre les délégués

de l'ONU chargés de préparer les élections en province. Déjà deux d'entre eux ont été assassinés et cinq ont demandé à être rapatriés. Dans le village de Mao, contrôlé par les Khmers rouges, à 330 kilomètres au nord-est de Phnom-Penh, des menaces de mort ont été placardées sur les murs; on peut lire : « APRONUC, n'organisez pas les élections ». « Faites attention à votre sécurité, sinon vous ne rentrerez pas dans votre pays ». « Ceux qui se rendront dans les bureaux de vote, à commencer par les gens de l'APRONUC, devront faire attention aux mines et aux roquettes ». - (AFP, UPI)

CHINE

Amnesty International demande à Pékin de prendre des mesures contre la torture

A quelques jours de l'examen, par des experts des Nations unies, de la situation des droits de l'homme en Chine, Amnesty International a demandé, vendredi 16 avril, aux autorités de Pékin, de « prendre de véritables mesures législatives, administratives et judiciaires destinées à mettre la législation et la pratique en conformité avec les dispositions de la convention de l'ONU sur la torture », qu'elles ont ratifiée en 1988.

Selon Amnesty, « la torture est devenue systématique dans de nombreux centres de détention. Cette pratique est actuellement beaucoup plus répandue qu'elle ne l'était il y a dix ans, et les prisonniers sont soumis à des sévices beaucoup plus graves. (...) Le recours à la torture et aux mauvais traitements est encouragé par les méthodes d'application des lois et par le système judiciaire, qui prive les détenus de certains de leurs droits les plus élémentaires ».

COLOMBIE

Un ancien avocat de Pablo Escobar est assassiné

A peine vingt-quatre heures après l'attentat meurtrier qui a fait, jeudi 15 avril, onze morts et deux cent dix-huit blessés à Bogotá, et que les autorités ont attribué à Pablo Escobar, le groupe clandestin Los Pepes (Perseguidos por Pablo Escobar, « Victimes de Pablo Escobar ») a assassiné un ancien avocat du « baron » de la cocaïne et confirmé sa volonté d'en finir avec le chef du cartel de Medellín. L'avocat Guido Parra et son fils, Guido Andra, ont été enlevés vendredi 16 avril à Medellín, et leurs cadavres ont été retrouvés quelques heures plus tard portant un écriteau avec l'inscription : « En échange des bombes à Bogotá. Qu'en pensez-vous, Pablo ? Signé Los Pepes ». Dans un communiqué Los Pepes ont d'autre part indiqué que devant l'attitude du baron de la drogue, ils poursuivraient leurs attaques contre les membres de son organisation. Le groupe a également revendiqué trois attentats contre des propriétés de lieutenants d'Escobar. Guido Parra avait été à plusieurs reprises l'un des intermédiaires entre Escobar et les autorités quand celui-ci avait voulu négocier sa reddition.

Le groupe des « Pepes » est apparu au début du mois de février après les premiers attentats à la voiture piégée de Pablo Escobar qui auparavant avait annoncé une « lutte armée » contre le gouvernement. A chaque attentat d'Escobar, les « Pepes » ont répondu par des actions punitives, soit contre ses proches, soit contre ses biens. - (AFP)

Soumis à une double cohabitation

M. Balladur est décidé à faire prévaloir son autorité sur la majorité parlementaire

Les rapports de forces politiques dictent leur loi. Les hôtes du Palais-Bourbon sont forts de leur légitimité toute récente : celui de l'Elysée ne peut mettre en avant que celle acquise il y a cinq ans. Ce sont donc les premiers, plus que le second, qui sont en position de compliquer la tâche du chef du gouvernement. Après trois petites semaines à Matignon, Edouard Balladur doit bien admettre que si tout se passe au mieux avec François Mitterrand, il lui faut déjà se préparer à rappeler à l'ordre sa majorité parlementaire.

« J'avais clairement annoncé quelles seraient mon attitude et mon action », dit en quelque sorte aujourd'hui le premier ministre en faisant allusion à ses propos et à ses écrits des mois précédents. Effectivement, dans son *Dictionnaire de la réforme*, M. Balladur avait expliqué qu'en période de cohabitation « le premier ministre apparaît — et il l'est — comme émanant par rapport au président de la République, jouant son propre jeu, menant sa propre politique grâce à l'appui du Parlement ».

Cette émanation, le chef du gouvernement la veut sans limite, mais non pas totale. Avoir placé, parmi ses priorités, un vaste plan pour recréer un ordre constitutionnel européen, lui permet ainsi de montrer que la diplomatie, qui, traditionnellement, fait partie du « domaine réservé » du président de la République, ne doit pas être étrangère à l'action d'un premier ministre cohabitant. Cependant,

respectueux de la fonction présidentielle, M. Balladur ne cache pas qu'avant de faire état publiquement de cette idée, il en a longuement parlé à M. Mitterrand et que l'Elysée sera associé au petit groupe qui va être chargé de la mettre en forme (voir ci-dessous). L'attitude est et sera identique sur bien d'autres domaines.

La règle, pour M. Balladur, est simple, même s'il ne cache pas que la cohabitation est une période « difficile », tant la Constitution est tout à la fois assez « commandée » et « peu claire » : chacune des deux autorités de l'exécutif a des prérogatives qui lui sont propres, mais elles partagent aussi un domaine « médian », la politique étrangère, la défense et tout ce qui est dévolu en conseil des ministres. La pratique qu'il compte mettre en œuvre est donc aisée à énoncer : le président de la République doit tout savoir, mais le premier ministre aussi, afin que, par tous ces sujets communs, ils décident ensemble.

Si Edouard Balladur ne revendique pas, ainsi, un pouvoir sans partage au sommet de l'Etat, il entend bien, en revanche, être le seul « patron » de la majorité parlementaire. Quand il en réunit les dirigeants, tous les matins à déjeuner, il est le seul « président » de cette séance de travail, même s'il a face à lui un ancien président de la République et celui dont il espère qu'il sera le prochain titulaire de cette fonction. Car même avec Jacques Chirac, le chef du gouvernement assure que tout est clair : le président du RPR sait qu'il est « le premier ministre ».

Pour celui-ci, il n'est pas question que son gouvernement soit un comité aux ordres des états-majors des partis politiques. Ses ministres ayant tenu à conserver les fonctions

qu'ils occupent à la tête de ceux-ci, il leur a signifié qu'ils sont priés de ne pas faire de déclarations politiques, au sens partisan du terme. Même s'il sait bien que, parfois, les vieux réflexes reprendront le dessus, il entend faire respecter la règle qu'il a fixée : la campagne présidentielle ne devra pas être ouverte avant le vote définitif du budget pour 1993, donc avant la mi-décembre 1994.

Fermeté et souplesse

Si tout paraît en ordre du côté de l'exécutif, M. Balladur redoute qu'il n'en soit pas de même avec le Parlement. Il sait que des groupes aussi imposants que ceux du RPR et de l'UDF ne peuvent pas rester très longtemps obéissants s'ils ne sont pas rappelés régulièrement à la discipline. Or, déjà, les deux premières conférences des présidents de l'Assemblée nationale, cette institution où est établi l'ordre du jour des travaux, ne se sont pas bien passées pour le représentant du gouvernement, tant le programme qu'il présentait ne correspondait pas vraiment au souhait de la majorité. Aussi le premier ministre a-t-il décidé de se rendre lui-même à celle du mardi 20 avril, pour rappeler qu'en vertu de la Constitution, c'est le gouvernement qui fixe l'ordre du jour des Assemblées parlementaires.

Son pouvoir, M. Balladur le tient, certes, du Parlement, mais il entend pas, pour autant, se priver des instruments du « parlementarisme national » dont les constituants de 1958 ont doté le chef du gouvernement. Cette fermeté n'interdit pas une certaine souplesse, même si l'adhésion des deux n'est pas toujours évidente. La proposition de Charles Millon sur la décentralisation de la formation professionnelle sera bien discutée dans la deuxième semaine de mai, mais Malignon voudrait bien en limiter le coût. Quant au statut de la Banque de France pour satisfaire, à la fois, les anti-Maastricht et les Européens de sa majorité, le premier ministre a retenu une solution qui revient à utiliser le mot « autonomie » avec le contenu de l'indépendance.

La révision de la Constitution l'amène, aussi, à faire quelques concessions à sa majorité. Comme il juge « nécessaire et urgente » la

réforme de la Haute Cour et du Conseil supérieur de la magistrature, il a décidé de demander au Sénat d'examiner le plus vite possible le projet déposé par le président de la République dans le dernier mois du gouvernement Bérégovoy. Cependant, non seulement il oublie le texte cherchant à rééquilibrer le fonctionnement des pouvoirs publics, mais, dans celui sur les institutions judiciaires, il accepte que soient retirées les dispositions permettant aux justiciables de saisir eux-mêmes le Conseil constitutionnel.

Pourtant, dans son *Dictionnaire de la réforme*, il écrivait qu'une telle réforme « serait facile à décider et à mettre en œuvre ». Aujourd'hui il estime qu'il n'y a pas de majorité au Parlement pour la voter. Un premier ministre de la cohabitation doit toujours tenir compte des deux puissances de la V^e République : l'Assemblée nationale et le président de la République.

THIERRY BRENIER

Le premier ministre s'est entretenu deux fois de son plan européen avec M. Mitterrand

Dans sa déclaration devant le Sénat, M. Balladur a précisé, à propos de son projet de conférence européenne, que « toutes les autorités de l'Etat concernées par ce grand problème ont commencé à réfléchir en commun » (*Le Monde* du 17 avril). Cette allusion visant en particulier le président de la République, on confirme, à l'Elysée, que le premier ministre s'est entretenu de son plan à deux reprises, en tête à tête, avec M. Mitterrand, avant la réunion des deux derniers conseils des ministres. De plus, M. Balladur a exposé, mercredi 14 avril, devant le conseil des ministres, le dernier état de son projet, tel qu'il l'a fait connaître ensuite aux sénateurs.

On fait observer, d'autre part, dans l'entourage du chef de l'Etat, que ce plan relance, sous une autre forme, une idée chère à M. Mitterrand, celle d'une confédération européenne, qu'il avait formulée pour la première fois en décembre 1989.

Le scrutin des 21 et 28 mars

Le Conseil constitutionnel doit faire face à un contentieux électoral sans précédent

Les élections législatives sont l'occasion de vérifier que les Français aiment de plus en plus la chicane juridique. Electeurs ou candidats battus avaient jusqu'au 8 avril à minuit pour en contester les résultats devant le Conseil constitutionnel. A cette date, celui-ci a enregistré deux cent treize requêtes, un nombre de contestations sans précédent.

Deux cent treize requêtes, portant sur cent quarante-deux circonscriptions, ont été déposées auprès du Conseil constitutionnel par des candidats ou des électeurs au sujet des élections législatives des 21 et 28 mars. Le chiffre d'il y a cinq ans est pratiquement doublé : en 1988, il n'y avait eu que quatre-vingt-neuf requêtes, portant sur soixante-dix-sept circonscriptions. Un accroissement était certes attendu, puisque la loi réglementant strictement le financement des campagnes a été pour la première fois appliquée lors d'un renouvellement général de l'Assemblée nationale (*Le Monde* du 21-22 mars), mais, en fait, ce n'est pas celle-ci qui explique la plus grande part de cette formidable inflation.

La nouvelle législation va, malgré tout, compliquer la tâche du Conseil constitutionnel, même s'il a coordonné son travail avec la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques, chargée de contrôler le respect par les candidats de leurs obligations financières. Dans un premier temps, le Conseil, comme la loi organique régissant son fonctionnement lui en donne le droit, va analyser « sans instruction contradictoire » les requêtes manifestement infondées ou irrecevables. Pour les autres, il attendra que la commission, qui a été prévenue de tous les cas soumis au Conseil, ait fait son travail d'instruction.

Les candidats ont deux mois pour déposer leurs comptes de campagne et la commission a six mois pour les examiner, mais elle va faire le nécessaire pour s'intéresser en priorité aux circonscriptions

sur lesquelles le Conseil doit se prononcer, de façon qu'une majorité de décisions puisse être rendue à l'automne. Cela évite que l'Assemblée du Palais-Royal joigne le jugement sur la régularité de l'élection et l'appréciation du respect de la législation sur le financement. En effet, la commission, qui doit étudier les comptes de tous les candidats, n'a le pouvoir ni de casser une élection ni de déclarer un candidat inéligible. Seul le juge de l'élection — le Conseil constitutionnel pour les parlementaires — dispose de ce droit. Tout risque de redite n'est pourtant pas exclu.

La querelle des étiquettes écologistes

En effet, il se peut que la commission formule des objections sur le compte d'un candidat présent dans une circonscription que le Conseil n'aura pas jugé nécessaire d'examiner à fond, l'écarter de vrais étant tel qu'une contestation ne lui paraît pas recevable. Dans ce cas, la commission est tenue de saisir le juge de l'élection, qui devra se prononcer. Si le compte contesté est celui de l'adversaire, alors annuler l'élection et, même, l'empêcher de se représenter.

En attendant cette éventualité, le Conseil constitutionnel a vu devoir se prononcer sur la querelle des étiquettes soulevée par les Verts et par Génération Ecologie, qui ont contesté les bulletins de certains candidats se réclamant aussi de l'écologisme (*Le Monde* du 19 mars). Les décisions prises par les tribunaux posent le problème le plus difficile qui soit, puisque, selon les juridictions saisies, des candidats d'un même parti ont pu se présenter ou non. Comme il n'y avait pas de possibilité d'arbitrage par le Conseil constitutionnel avant les élections, le vide juridique a été total. Une fois que le Conseil aura mis à plat ce dossier, il ne pourra que se retourner vers le gouvernement pour lui demander que le législateur intervienne afin que de tels crissements ne puissent se reproduire.

Th. B.

ANDRÉ LAURENS

La réunion des responsables fédéraux du PS

Les fabiusiens posent leurs conditions pour les « états généraux » socialistes

Les premiers secrétaires fédéraux du Parti socialiste, réunis samedi 17 avril, devaient prendre connaissance des projets de la direction provisoire, présidée par Michel Rocard, avant la réunion du comité directeur, le 24 avril. Les fabiusiens ont décidé de participer, pour la plupart, à cette réunion, afin de poser leurs conditions pour l'organisation des « états généraux » du parti.

Les partisans de Laurent Fabius, réunis vendredi soir dans une salle du Sénat, ont décidé de participer à la réunion des premiers secrétaires fédéraux, organisée samedi au siège du PS, mais pour y exprimer avec fermeté les conditions auxquelles ils accepteraient les états généraux proposés par la direction provisoire. Encore l'unanimité n'était-elle pas acquise sur la participation à la réunion de samedi. Les Bouches-du-Rhône, le Pas-de-Calais envisageaient d'être représentés par un « observateur », de même que la Seine-Maritime, alors qu'à l'inverse, l'Aude, autre grosse fédération fabiusienne, devait l'être par son premier secrétaire.

La tonalité des débats, parmi les amis de l'ancien premier secrétaire, a été vive à l'entendre de Michel Rocard et de la direction provisoire. Maurice Benassy, délégué à l'économie sociale sous le gouvernement de Pierre Bérégovoy et animateur des clubs Démocrates, a ironisé sur ce parti « dirigé par Michel Rocard » (contraction de Jean-Luc Mélenchon, l'un des dirigeants de la Gauche socialiste, et de Jean-Paul Huchon, second de Michel Rocard), dans lequel il refuse de se reconnaître. Les saillies ont fusé contre le « rocardisme » et « ces « qu'on » dont il ne faut pas avoir peur, car leur nom signifie qu'ils sont quatre ». Proche de Pierre Joxe, Jean-Pierre Bonin-Moulin a fait un peu d'histoire : jamais, a-t-il dit, on n'a vu une direction du Parti socialiste qui ne s'appuie ni sur le groupe parlementaire ni sur les principales fédérations.

Les fabiusiens ont le sentiment de détenir la légitimité historique du PS, celle des fédérations et des élus, face à une direction hybride, composée, à leur yeux, de courants minoritaires et d'un groupe de jeunes activistes qui se sont servis du statut de « présidents » de Michel Rocard afin de prendre le contrôle du parti pour l'avenir. Cependant, Laurent

Fabius et ses proches, sans aller contre ce sens patriotique de courants, garantie de longévité, ont quand même expliqué que l'heure n'est pas à la scission, conséquence logique d'un refus de reconnaissance de la direction du parti.

Dans un entretien accordé à l'Agence France-press, le député de Seine-Maritime confirme qu'il n'a pas l'intention de se « retirer » dans le ne sais quelle querelle des chefs, qui ne l'intéresse absolument pas, dit-il, et qui dégoûte les Français. Annonçant qu'il va s'investir pleinement dans le travail de réflexion nationale et internationale, dans l'activité de parlementaire et dans [ses] responsabilités locales, Laurent Fabius affirme : « Il s'agit de bâtir l'alternative future à la droite actuelle, qui, sur la longue période, ne réussira pas ». Pour lui, cette tâche doit être menée dans le cadre du PS. Si les états généraux, dit-il, « permettent un vrai débat », ils sont organisés dans la clarté, l'indépendance et l'unité, allons-y ! ».

Pas

de « coupe-gorge »

Les fabiusiens mettent comme condition principale à leur acceptation des états généraux, dont les dates sont maintenant cofixées à leurs souhaits, le fait que le droit de vote y soit réservé aux militants du PS. « Des observateurs extérieurs pourront certes participer à ces états généraux mais seuls les militants du Parti socialiste pourront prendre les décisions et voter », a déclaré Claude Bartolone, principal lieutenant de Laurent Fabius, après la réunion de vendredi soir. « Les militants du PS doivent décider de l'avenir du PS, a-t-il ajouté, mais s'il s'agit d'une autre organisation et d'un autre parti, cela posera un sérieux problème ».

L'ancien premier secrétaire et ses amis craignent qu'en décidant de distribuer des cartes de participant aux états généraux, la direction provisoire ait dans l'idée d'y faire venir les membres des clubs rocardiens. Convaincre ou les étudiants de l'UNEF-ID, contrôlés par les jospinistes, pour modifier les rapports de force. Dans un entretien publié par *Vendredi* (daté 16 avril), Michel Rocard parle de « droit de vote, ou moins initial, pour les délégués aux états généraux ». Les fabiusiens refusent de se laisser attirer dans ce qu'ils considèrent comme une « coupe-gorge » si ce droit de vote n'était pas circonscrit aux adhérents du PS.

PATRICK JARREAU

LIVRES POLITIQUES

Pamphlets dans la mare

LE COQ SUR LA PAILLE de Renaud Dutreil. Quai Voltaire, 188 pages, 120 F.
LA FRANCE DÉCAPITÉE de Ange-Mathieu Mezzadri et Paul-François Paoli. Editions Autres Temps, 190 pages, 98 F.
LES MALINS ET LES FOUS de Roger Ascot. Balland, 154 pages, 105 F.
LA VIE QUOTIDIENNE DE PATRICK BESSON sous le règne de François Mitterrand de Patrick Besson. Albin Michel, 526 pages, 150 F.

La nouvelle expérience de coexistence entre deux pouvoirs également légitimes mais politiquement opposés a commencé sous les auspices de la mesure et de la prudence. La marge de manœuvre est trop mince, la délimitation de la crise trop large, pour que les vainqueurs du jour jouent les meurtriers. La consigne est à la modération : profil bas, pas de vagues, il ne s'agit pas de dramatiser, encore moins de triompher, mais de gagner une confiance encore incertaine. Cette méthode, ou ce calcul peuvent répondre aux inquiétudes que provoque une crise installée, et ressentie par tous, en particulier à travers ses conséquences les plus tangibles, le chômage et l'appauvrissement, même lorsque ce dernier ne se traduit que par une moindre prospérité.

Cependant, le mal est peut-être plus profond et appelle alors d'autres recours qu'un changement purement gestionnaire. Crise d'identité, crise morale, crise de civilisation ? Ces questions sont parfois sérieusement posées, quand elles ne le sont pas pour alimenter une

démagogie qui y trouve le moyen de s'employer sans mesure. Si certaines voix disent que le mal est plus grave et ses effets plus nocifs qu'on ne le reconnaît et si elles s'expriment avec des excès dont se gardent les nouveaux gouvernements, ce n'est point pour flatter l'opinion ou attirer une clientèle. Elles clament une indignation, une amertume, une souffrance, ou simplement ce qu'elles tiennent pour une vérité occultée. Le plus souvent, leur ton est celui de la colère et, au risque de troubler la modération ambiante, leur style celui du pamphlet, lequel peut préférer la virulence sur le fond à celle sur la forme.

Renaud Dutreil expose, par exemple, ses réflexions sur la France, avec une passion contenue, sous le titre *Le Coq sur la paille*. Fût-il de facture moderne, suivant la présentation dont se prévaut celui-ci, le pamphlet naît toujours d'une révolte qui généralise le problème de diverses sources. Aussi bien, sera-t-on dans l'impossibilité de rendre compte, dans ces quelques lignes, de tous les motifs d'indignation accumulés par les pamphlétaires signalés à l'attention des lecteurs. L'objectif recherché est de mettre en valeur, qu'elle soit fondée ou contestable, excessive ou injuste, l'exigence sous-jacente de ce que qu'elle bouscule le jeu établi et les certitudes des docteurs de la modération et des ingénieurs du raisonnement. Il n'en manque pas dans la précédente expérience de gestion gouvernementale, celle-là même qui a été rejetée.

Au reste, Renaud Dutreil ne se démarque pas du bon sens en recommandant au pouvoir d'« agir avant de laisser », car le temps de la

véritable action politique est plus bref « que le temps apparent des législatures et des mandats ». L'auteur déplore que l'aménagement du territoire ait cessé depuis vingt ans d'être une priorité et dénonce aussi « quarante années d'errance » dans l'enseignement, car, affirme-t-il, « l'école égalitariste engendra une société inégalitaire ». Au moment où la mode de scrutin est, comme après chaque élection, remis en cause, il avance, à contre-courant, « les avantages d'un scrutin plus radical, majoritaire à un seul tour », comme en Grande-Bretagne, quitta à flancquer l'Assemblée nationale d'une « Chambre disparata, élue à la proportionnelle dans le cadre de circonscriptions régionales ou nationales » ; il estime que « les passions françaises pourraient y bouillir sans menacer la démocratie parlementaire de leurs débordements ».

C'est avec plus de virulence qu'Ange-Mathieu Mezzadri et Paul-François Paoli fustigent « douze années de médiocrité béate » dans un essai intitulé *La France décapitée*. Les socialistes sont les premiers visés parce qu'ils étaient aux affaires, mais l'acte d'accusation concerne autant l'évolution des idées que la gestion politique proprement dite. « Nous leur en voulons plus pour ce qu'ils ont dit que pour ce qu'ils n'ont pas fait ; plus pour leurs promesses non tenues que pour leurs actes manqués », écrivent les auteurs.

L'un de leurs principaux motifs d'indignation leur est fourni par l'exaltation du concept de différence et la sacralisation du communautarisme au profit de minorités et particularismes divers, y compris celui de la Corse. Eux aussi, pourfendant « l'impérialisme éducatif » et appelant à

une sélection drastique du talent et de l'intelligence afin de réhabiliter « le mérite mot d'élite », ils veulent du style et de la classe, ils réclament « une ambition visionnaire », ce que de Gaulle, seul dans ce siècle, a incarné, estiment-ils. Si on ne partage pas toutes leurs colères, on ne reprochera pas aux auteurs de proclamer : « Désormais, le donne n'est plus le rêve ou la réalité, mais quelle vision pour quelle réalité ? »

Roger Ascot s'interroge, de son côté, sur les rêves, les aspirations, qui hantent les habitudes des allées du pouvoir, de quelque bord qu'ils soient. Il note leur totale connivence depuis que les chances de changer le système se sont astompées. Au fil de ses souvenirs, l'auteur, écrivain et ancien rédacteur en chef de l'Arche, mensuel du judaïsme français, confronte ses désillusions de sexagénaire, mêlé à tous les combats de son temps, à sa quête d'adolescent. Cela le conduit à distinguer les Malins et les Fous, titre de son ouvrage, et à se demander où sont les transuges si « seul l'échec est condamnable ». Il ne resterait qu'à amener de ce bilan si ne demeurait, chevillé à l'âme, l'espoir que « des hommes et des femmes, je ne sais pas quand, mais il le faut, réinventeront le socialisme — le vrai — l'honneur, l'abondance, Dieu... ».

Pour revenir à la satire et au pamphlet, signalons la réédition en un seul volume de cinq textes de Patrick Besson. L'auteur y raconte sa vie quotidienne sous le règne de François Mitterrand, dont il sort d'autant plus muni qu'il en conçoit, au départ, beaucoup de joie : si le compte n'est pas satisfaisant, le récit n'est pas triste.

Des « victimes de violences policières » se regroupent dans un collectif et portent plainte

soit hyper-violents, pourrissent cette institution chargée de nous protéger. » Sur la base de ces témoignages, la Ligue des droits de l'homme (LDH) a saisi le Conseil supérieur de l'activité de la police nationale des cas de « personnes, manifestants ou non, qui ont fait l'objet de violences dans les locaux où elles étaient détenues ». Et la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) a demandé au ministre de l'Intérieur, qui récemment a dénoncé les violences verbales et physiques, des explications.

«Innocents ou coupables, insiste Alexis, le publicitaire, la loi prévoit des sanctions pour les gens qui agressent des policiers. Mais sûrement pas pour des passages à tabac dans les toilettes d'un commissariat.» Philippe, le courtier, renchérit : «S'il faut avoir peur de la police maintenant, la vie va être impossible. Il ne faut pas qu'un escouade de policiers soit nazis.

Les plaintes des jeunes gens dont lien à une enquête de l'inspection générale des services, la "police des polices" parisiennes. Pour vérifier leurs allégations, il conviendrait de déterminer quels sont les policiers susceptibles d'avoir commis des violences. L'enquête devra, notamment, porter sur les "déshabillés", ces gardiens de la paix ayant troué l'uniforme contre des habits "bourgeois", dont les interventions musclées ont été remarquées. Venu spécialement des brigades anti criminalité et du service de protection et de sécurité du métro, ces "déshabillés" n'ont, malheureusement, aucune formation de l'ordre : ils sont habituellement chargés d'interpellier en flagrant délit les petits délinquants.

ÉRICH INCYAN

Le Monde
L'ÉCONOMIE

M. Balthier affirme s'être jamais rencontré avec Huguette, qui faisait, selon lui, partie d'un petit groupe de salariés « fantômes ». Parmi ceux-ci, il cite – sans être contredit par Pierre Botton – le nom de Pascal Parent, qui aurait été faussement salarié durant les cinq derniers mois de 1988 comme directeur commercial de Vivien SA alors qu'il était en fait « responsable de l'organisation de terrain pour la campagne municipale de Michel Noir ». Pascal Parent occupe actuellement le poste de chef de cabinet du maire de Lyon, où il a succédé à Bernard Sarcoza après l'inculpation et la démission soudaine de celui-ci, le 28 mars 1991.

ROBERT BELLERET

A l'issue d'une rencontre avec les magistrats et les fonctionnaires des greffes de la cour d'appel et du tribunal de grande instance de Rennes, le garde des sceaux, M. Ménégaire, s'est déclaré qu'il arriverait au ministère de la justice « avec l'aide du citoyen et les convictions de l'homme politique », l'occupation de la justice, la simplification de la procédure pénale, dont les principales dispositions sont entrées en vigueur le 1^{er} mars, M. Ménégaire estime que le nouveau système était « inapplicabile et déséquilibré ». Le garde des sceaux fera donc, avant la fin de la session parlementaire de printemps, des propositions de loi relatives au « conservé, modifié ou abrogé ». Au sujet de la détresse des greffes, M. Ménégaire, qui a souligné que « tout ne serait pas possible dans les prochains années », a déclaré que « la priorité de la justice à l'intérieur du budget devait être essentielle », qu'il s'agissait d'une fonction « indispensable à la vie d'un État de droit ».

listes), la CGT (cours et tribunaux), le Syndicat des avocats de France (SAF), le Syndicat national des magistrats (SNM), l'Association nouvelle (SNPES) et le Syndicat de la magistrature (SM) avaient souligné dans un communiqué « les avancées en matière de libertés individuelles » de ce texte. Dénouant « l'incohérence que constituerait la suspension, voire l'abrogation pure et simple de ces mesures qui, compte tenu de leur récente entrée en vigueur, n'ont en aucun cas fait l'objet d'une expérimentation suffisante pour qu'il puisse en être tiré un bilan sérieux », l'intersyndicale demandait à être associée à une « évaluation objective » à l'issue de la période transitoire d'application, qui s'achève le 1^{er} janvier 1994. Constatant que l'absence de moyens conduisait à « condamner l'efficacité des avancées nouvelles », ils appellent l'adoption sans délai d'un collectif budgétaire permettant le fonctionnement sans déficit des services de police et des greffes des juridictions et la rémunération de la prestation des avocats.

Renaise en liberté des sept militants présumés d'Iparretarrak interpellés le 10 avril. - Les sept militants présumés de l'organisation séparatiste basque Iparretarrak

sentés vendredi 16 avril à Jean-Paul Cavallès, premier juge d'instruction en tribunal de Bobigny, les deux hommes ont été mis en examen pour **« coups mortels »**.

terpellés, samedi 10 avril, à l'issue d'une conférence de presse clandestine dans les Pyrénées-Atlantiques, ont été remis en liberté sous le contrôle d'un juge d'instruction. Le procureur général, vendredi 16 avril, a ordonné, pour deux des détenus, une « délicate » charge de détention. Pierre Bidart — le frère de Philippe Bidart —, Jean-Étienne Coscarn, Jean Igou, Jean-Marc Socarras, Jean-André Pons, Victor Lalanne et Jean-Marc Laffont ont été remis en liberté. Trois autres, mardi 17 avril, après leur garde à vue et mise en examen pour les chefs d'accusation de mafieux et de réquisitionnaires de ligue dissoute en relation avec une « entreprise terroriste » par un juge d'instruction par Jean-Jacques Brugère. Celui-ci les avait accusés d'être des « chefs de bande » et de « chefs de poulx » de l'incarcération provisoire, mais le « juge délégué » chargé de la mise en détention, fonction instituée par la loi d'urgence du code de procédure pénale, a choisi de les remettre en liberté.

Interpellés tôt dans la matinée à leur domicile de la cité des 4 000, les deux hommes - des toxicomanes, selon la police - ont reconnu avoir frappé le libraire après une dispute et un échange d'insultes en précisant, toutefois, qu'ils n'avaient pas l'intention de tuer. Après cette agression, Michel Melli, cinquante et un ans, avait sombré dans un coma profond et décédait une semaine plus tard.

Deux toxicomanes mis en exa-
men pour l'agression du libraire de
la Courneuve. — Christian Juan,
cinquante-trois ans, et Bachir Alt
bouli, trente ans, nat reconnus,
arrestés le 16 avril, être les auteurs
de l'agression contre Michel Meili,
le libraire de la cité des 4 000 de
la Courneuve (Seine-Saint-Denis),
écabé, mercredi 14 avril, à
l'hôpital du Kremlin-Bicêtre à
Paris (le Monde du 16 avril). Pré-

□ Un ressortissant égyptien qui menaçait de faire sauter l'ambassade d'Iran à Paris a été interpellé.
- Un ressortissant égyptien qui affirmait détenir sur lui des bâtons de dynamite a mobilisé la police pendant plusieurs heures, vendredi 16 avril, devant l'ambassade d'Iran, à Paris. Après avoir déployé devant l'entrée du bâtiment une banderole condamnant le terrorisme et l'intégrisme, il avait

Le Colombien Ruben Plaza a été déposé de son titre mondial poids plume version WBO World Boxing Organization, après le résultat d'un examen médical de routine du British Boxing Board of Control, qui aurait révélé une étiéropositivité avant le championnat du monde que le Colombien devait disputer contre le Britannique John Davison, samedi 17 avril en Angleterre. « Le rapport médical a indiqué la présence du virus du sida. Dans ces conditions, il ne nous restait plus qu'à déclarer le titre mondial vacant », a indiqué Ed Levine, président du comité sportif de la WBO.

« Le boxer est un sport où le sang peut jaillir d'une blessure. Nous devons protéger le boxer et ne pas mettre en danger sa vie. C'est pourquoi, l'arbitre ou toute autre personne qui pourrait être en contact avec lui », a expliqué Ed Levine. Le boxeur colombien, qui avait annoncé le titre mondial, le 26 septembre 1992 à Londres, en détrônant le Britannique Colin McMillan (arrêté sur blessure à la huitième reprise), a été remplacé par le Gallois Steve Robinson pour le championnat du monde, maintenantarné sok... (A.F.F.)

C. FOOTBALL : L'AJ Auxerre condamné pour avoir abominablement licencié un joueur blessé. — Le conseil des prud'hommes de la ville de Auxerre a condamné la Fédération auxerroise de la jeunesse auxerroise (FAJA) à verser 1,6 million de francs à Axel Gendreau, un ancien joueur professionnel de club, pour rupture abusive de son contrat. Gravement blessé au cours d'un match en 1987, Axel Gendreau avait été déclaré inapte à poursuivre ses activités professionnelles, et licencié. Il avait alors saisi le conseil des prud'hommes. Une procédure de procédure a retardé la décision de justice, le joueur réclamant l'arbitrage des prud'hommes. Le conseil du tribunal administratif

Pour justifier ce licenciement, l'AJA s'est toujours référée à l'article 12 de la charte du football professionnel, qui prévoit la réalisation du contrat en cas d'inaaptitude. Mais le conseil des prud'hommes a estimé que cette charte ne se substituait pas au code du travail. L'AJA a fait appel de cette décision. Le jugement, s'il était confirmé, constituerait une première depuis la création du statut du joueur professionnel de football.

(C. Courcier)

HISTORIQUE

NRJ

1^{ERE} RADIO DE FRANCE

SUR LES MOINS DE

50 ANS*

فَكَذَّبْنَا عَنْ الْأَرْضِ

CINÉMA

LES FILMS NOUVEAUX

L'ADVERSAIRE. v.o. : Racine Odéon, 6° (43-25-18-58); Le Balzac, 11° (45-81-10-50); La Bourse, 11° (43-07-15-58); Bourse Montparnasse, 15° (36-65-70-38).

GENNY'S VIDEO. v.o. : 14 Juillet Odéon, 6° (43-25-59-83).

CŒUR DE MÉTISSE. v.s. : Gaumont Les Halles, 1° (40-26-12-12); 14 Juillet Odéon, 6° (43-25-59-83); 14 Juillet Bourse, 11° (43-07-15-58); Gaumont Grand Ecran Italie, 13° (45-80-77-00); Gaumont Parresse, 14° (43-35-30-40); v.f. : Francia, 10° (47-70-33-48); Les Nation, 12° (43-43-04-87); 36-65-71-33); Montparnasse, 14° (36-65-70-38).

DE FORCE AVEC D'AUTRES. L'Arlequin, 6° (45-44-28-80).

JENNIFER B. v.o. : Gaumont Les Halles, 1° (40-26-12-12); Impérial, 2° (40-22-72-52); Gaumont Hautefeuille, 6° (45-33-78-33); Publicis Commerce-Elysées, 1° (47-20-76-73); 14 Juillet Bourgoinelle, 15° (45-76-79-79); v.f. : Paramount Opéra, 5° (47-42-56-31); 36-65-70-18); Gaumont Gobelins, 13° (47-07-58-88); Gaumont Aldéa, 14° (36-65-75-14); Miramar, 14° (36-65-70-38); Pothé Webster, 10° (36-68-20-22); La Gampelle, 2° (46-36-10-86); 36-65-71-44).

LE SEPTIÈME CONTINENT. Michael Haneke. Utopia, 5° (43-26-84-65).

LA CINÉMATHEQUE

...

Exce Italia, 13 (45-80-77-00); Grand Pavois, 15 (45-84-48-85).
INDOCHINE: Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26, 36-85-70-07); Impérial, 2- (47-42-72-52); George V, 3- (45-84-36-85-70-74); Saint-Lambert, 4- (45-84-36-85-70-74); Saint-Lambert-Pasquier, 5- (43-67-35-43, 36-85-71-88); Gaumont Gobelins, 13- (47-07-58-88); Gaumont Alésia, 14- (45-84-36-85-70-74); Gaumont Convention, 15- (45-84-36-85-70-74); Gaumont Convention, 15- (45-84-48-85); Saint-Lambert, 15- (45-82-91-89).
LE JEUNE BERTHER: Gaumont Opéra, 2- (42-71-82-36); Ciné Beaubourg, 3- (42-71-82-36); 14 Juillet Odéon, 6- (43-25-69-83); UGC Rotonde, 6- (45-74-94-84); Les Montparnasse, 8- (45-74-94-84); 14 Juillet Bastille, 11- (43-67-80-81); Escuriel, 13- (47-07-28-04); Gaumont Alésia, 14- (45-84-36-85-70-74); 14 Juillet Beaugrenelle, 15- (45-84-36-85-70-74).
LE JOUR DU DÉSESPÉRÉ (v.o.): Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-08).
LIGHT SLEEPER (*) (v.o.): Utopia, 5- (43-26-84-68).
LIQOUBO (v.o.): Épée de Bois, 5- (43-67-57-47).
LOIN DE BERLIN (v.o.): Épée de Bois, 5- (43-67-57-47).
LUNES DE FIEL (*) (v.o.): Lucernière, 6- (45-84-67-34).
MALADIE D'AMOUR (v.o.): Gaumont Les Halles, 1- (40-26-12-12); George V, 6- (45-82-41-46, 36-85-70-74); V.F.: Paramount Opéra, 9- (47-42-68-31, 36-85-70-74); Gaumont Gobelins bis, 13- (47-07-28-04); Les Montparnasse, 14- (45-84-36-85-70-74).
MARIS ET FEMMES (v.o.): Lucernière, 6- (45-84-67-34); UGC Triomphe, 8- (45-74-93-50, 36-85-70-74); Saint-Lambert, 15- (45-82-91-89).
MENSONGE: Sept Parmissions, 14- (43-20-32-20).
LES MILLE ET UNE FANCES DE PIF ET HERCULE: Sept Parmissions, 14- (43-20-32-20).
LES NUTS FAUVES (*) (v.o.): Ciné Beaubourg, 3- (42-71-82-36); UGC Montparnasse, 6- (45-74-94-84); 36-85-70-74; UGC Convention, 15- (45-84-36-85-70-74); UGC Triomphe, 8- (45-74-93-50, 36-85-70-74); UGC Opéra, 6- (45-74-93-50, 36-85-70-74); Les Nation, 12- (43-43-04-67, 36-85-71-33); UGC Convention, 15- (45-84-61-84, 36-85-70-74); Mitral, 14- (36-85-70-74); UGC Convention, 15- (45-74-93-50, 36-85-70-74); Pathé Beaubourg, 15- (45-82-90-22).
LE PAYS D'OUICHY: Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26, 36-85-70-07); Europa Pathéon (ex-Hellier Pathéon), 5- (43-54-15-04); Gaumont Ambassade, 8- (45-88-19-08, 36-85-70-08); UGC Opéra, 6- (45-74-94-84, 36-85-70-74); UGC Convention, 15- (43-67-80-81); Sept Parmissions, 14- (43-20-32-20).
PETER'S FRIENDS (v.o.): Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26, 36-85-70-07); Gaumont Opéra, 2- (47-42-60-33); UGC Convention, 15- (45-84-36-85-70-74); UGC Rotonde, 6- (45-74-94-84, 36-85-70-73); UGC Blanzit, 6- (45-82-20-40, 36-85-70-74); 14 Juillet Bastille, 14 (43-67-80-81).
LE PETIT PRINCE A DIT: Lucernière, 6- (45-84-67-34); Grand Pavois, 15- (45-84-61-33); Grand Pavois, 15- (45-84-46-85).
QUI JU UN FEMME CHINOISE (v.o.): Saint-André des Arts I, 6- (43-26-48-18).
SAMBA TRAORÉ (v.o.): Utopia, 6- (43-26-84-68).
SANTA SANGRE (*) (v.o.): Ciné Beaubourg, 3- (42-71-82-36); Espace Saint-Nicolas, 15- (45-82-20-40).
LA SÉVILLANE: Épée de Bois, 5- (43-67-57-47).
LE SILENCE DES AGNEAUX (*) (v.o.): Grand Pavois, 15- (45-84-46-85); Saint-Lambert, 15- (45-82-91-89).
SISTER ACT (v.o.): Cinéoches, 6- (48-33-10-02); Ciné Gaumont (Publicis Madison), 8- (45-84-67-34); UGC Convention, 15- (45-84-66-86); Saint-Lambert, 15- (45-82-91-89).
LE SOUPER: UGC Blanzit, 6- (45-82-20-40, 36-85-70-81); Sept Parmissions, 14- (43-20-32-20).
LE TEMPS D'UN WEEK-END (v.o.): Forum Orion, 1- (45-08-67-57, 36-85-70-73); UGC Danton, 6- (42-25-10-30, 36-85-70-68); UGC Rotonde, 6- (45-74-84-84, 36-85-70-73); UGC Convention, 15- (45-84-36-85-70-74); UGC Opéra, 6- (45-74-94-84, 36-85-70-73); UGC Blanzit, 6- (45-82-20-40, 36-85-70-73); 14 Juillet Bastille, 14 (43-67-80-81).
LE TEMPS D'UN WEEK-END (v.o.): Forum Orion, 1- (45-08-67-57, 36-85-70-73); UGC Danton, 6- (42-25-10-30, 36-85-70-68); UGC Rotonde, 6- (45-74-84-84, 36-85-70-73); UGC Convention, 15- (45-84-36-85-70-74); UGC Opéra, 6- (45-74-94-84, 36-85-70-73); UGC Blanzit, 6- (45-82-20-40, 36-85-70-73); 14 Juillet Bastille, 14 (43-67-80-81).
LE TEMPS D'UN WEEK-END (v.o.): Forum Orion, 1- (45-08-67-57, 36-85-70-73); UGC Danton, 6- (42-25-10-30, 36-85-70-68); UGC Rotonde, 6- (45-74-84-84, 36-85-70-73); UGC Convention, 15- (45-84-36-85-70-74); UGC Opéra, 6- (45-74-94-84, 36-85-70-73); UGC Blanzit, 6- (45-82-20-40, 36-85-70-73); 14 Juillet Bastille, 14 (43-67-80-81).
LE TEMPS D'UN WEEK-END (v.o.): Forum Orion, 1- (45-08-67-57, 36-85-70-73); UGC Danton, 6- (42-25-10-30, 36-85-70-68); UGC Rotonde, 6- (45-74-84-84, 36-85-70-73); UGC Convention, 15- (45-84-36-85-70-74); UGC Opéra, 6- (45-74-94-84, 36-85-70-73); UGC Blanzit, 6- (45-82-20-40, 36-85-70-73); 14 Juillet Bastille, 14 (43-67-80-81).
LE TEMPS D'UN WEEK-END (v.o.): Forum Orion, 1- (45-08-67-57, 36-85-70-73); UGC Danton, 6- (42-25-10-30, 36-85-70-68); UGC Rotonde, 6- (45-74-84-84, 36-85-70-73); UGC Convention, 15- (45-84-36-85-70-74); UGC Opéra, 6- (45-74-94-84, 36-85-70-73); UGC Blanzit, 6- (45-82-20-40, 36-85-70-73); 14 Juillet Bastille, 14 (43-67-80-81).
LE TEMPS D'UN WEEK-END (v.o.): Forum Orion, 1- (45-08-67-57, 36-85-70-73); UGC Danton, 6- (42-25-10-30, 36-85-70-68); UGC Rotonde, 6- (45-74-84-84, 36-85-70-73); UGC Convention, 15- (45-84-36-85-70-74); UGC Opéra, 6- (45-74-94-84, 36-85-70-73); UGC Blanzit, 6- (45-82-20-40, 36-85-70-73); 14 Juillet Bastille, 14 (43-67-80-81).
LE TEMPS D'UN WEEK-END (v.o.): Forum Orion, 1- (45-08-67-57, 36-85-70-73); UGC Danton, 6- (42-25-10-30, 36-85-70-68); UGC Rotonde, 6- (45-74-84-84, 36-85-70-73); UGC Convention, 15- (45-84-36-85-70-74); UGC Opéra, 6- (45-74-94-84, 36-85-70-73); UGC Blanzit, 6- (45-82-20-40, 36-85-70-73); 14 Juillet Bastille, 14 (43-67-80-81).
LE TEMPS D'UN WEEK-END (v.o.): Forum Orion, 1- (45-08-67-57, 36-85-70-73); UGC Danton, 6- (42-25-10-30, 36-85-70-68); UGC Rotonde, 6- (45-74-84-84, 36-85-70-73); UGC Convention, 1

PARIS EN VISITES

LUNDI 19 AVRIL

«Les salons Napoléon III de la maison Opéra et des Hôtels du parc Monceau», 15 heures, 6, rue du Docteur-Langevin. (D. Fleuring)

«Cités d'artistes sur le versant chaud de la butte Montmartre», 10 h 30, métro Abbesses (V. de Langhe)

«De la haute blancherie à la basse finance du quartier Bercy», 14 h 45, métro Pigalle, sortie Guinard (V. de Langhe)

«Jardins et jardins du Marais. Place des Voisages», 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Régénération du passé)

«Exposition : Aménopis II», 19 heures, Grand Palais (Paris et son histoire)

«Les passages couverts du Sentier où se réalise la mode féminine, exotisme et dépaysement assurés, (deuxième parcours)», 10 h 30, 3, rue de Palestro (Paris-Autres)

«A marché aux puces de Saint-Ouen : cent ans, les nouvelles installations», 15 heures, métro Portes-de-la-Seine (Paris-Autres)

«Au Palais-Royal : trois siècles d'histoire de Paris», 14 h 30, 2, place du Palais-Royal, devant Le Louvre, les emplacements (Connaissance de Paris)

«Institut Pasteur», 14 h 30, 25, rue du Docteur-Roux (F. Haellier)

a) Exposition : Aménopis IIIa, 16 h 30, Grand Palais (C. Morle)

b) «D'Opéra de Paris, chef-d'œuvre de Charles Garnier», 11 heures, Marchés de la Ville (Groupe de la dentelle (D. Fleuring)

a) Le parc du château de Versailles et ses replantations, 14 h 30, RER C Versailles-Châtou, sous la station de Versailles (Office de tourisme de Versailles)

b) «Les salons de réception de l'Hôtel de Ville» (limités à trente personnes), 14 h 20, métro Hôtel-de-Ville, sortie 1

c) «Les salles souterraines nouvellement fouillées des thermes de Cluny», 11 heures, Musée de Cluny (P.-Y. Jasson)

d) «Les Salons», 15 heures, 48, rue Saint-Jacques (P.-Y. Jasson)

Le Monde
EDITIONS

**Rencontres avec
des citadins extraordinaires**

*Douze expériences culturelles, artistiques
et sociales en milieu urbain*

EN VENTE EN LIBRAIRIE

DANS VOTRE PROCHAIN NUMÉRO

Le Monde **L'ÉCONOMIE**

RÉGION PARISIENNE

AUBERVILLIERS (THÉÂTRE DE LA COMMUNE) (48-34-67-67). Granda salle. Madame Klein : 20 h 30, dim. 18 h.

NEUILLY-SUR-SEINE (L'ATHLÉTIC) (48-24-03-83). L'Ours ; la Demande en mariage : 20 h 30.

هكذا من الأصل

CULTURE

ARCHITECTURE

Tadao Ando, du minimalisme au baroque

Une exposition exceptionnelle pour révéler une œuvre hors du commun

TADAO ANDO
au Centre Pompidou

Tadao Ando est l'un des plus grands architectes vivants, et quelques-uns de ses admirateurs sont enclins à en faire l'un des plus de ce siècle. Pas un constructeur vaguement perméable à la culture de son art, pas un étudiant ne saurait résister à cette évidence largement déployée par la presse spécialisée, même si peu d'entre eux ont eu la chance de mettre les pieds au Japon, unique - et nationale - terre d'accueil des œuvres du maître, jusqu'à ces dernières années tout au moins. Pourtant, le grand public - et même le très grand public - aura en l'occasion d'entrevoir son travail pourvu qu'il se soit rendu à Séville, ou qu'il ait suivi, même de loin, la spectaculaire aventure de l'exposition universelle. Le pavillon du Japon dominait l'île de la Cartuja, immense vaisseau de bois renversé qui tenait à la fois du monument au soleil et du temple. Un temple où l'on célébrait les merveilles du pays, depuis l'art de la coque en bois jusqu'à celui des lasers et des ordinateurs, en passant par toutes les valeurs sûres de la tradition, au premier rang desquelles l'architecture.

Avec son exposition Tadao Ando, le Centre Pompidou, titulaire de la «chaîne» d'architecture au Centre Pompidou, frappe à nouveau un grand coup. Les amateurs de ces monographies consacrées aux plus célèbres et souvent aux plus grands des maîtres d'œuvre contemporains, comme Le Corbusier, Rossi, Kahn, etc., regretteront sans doute d'apprendre qu'il s'agit sans doute d'une des dernières du genre, la tendance allant désormais vers des sujets transversaux. Tadao Ando s'est lui-même chargé de la rude besogne de présenter son œuvre, et à lui-même produit, aidé de quelques mécènes japonais, cette impressionnante autocélébration. L'ouvrage est pour l'artiste. Et pour le public aussi qui ne peut qu'être ébloui par la démonstration de cet architecte né, en 1941 à Osaka.

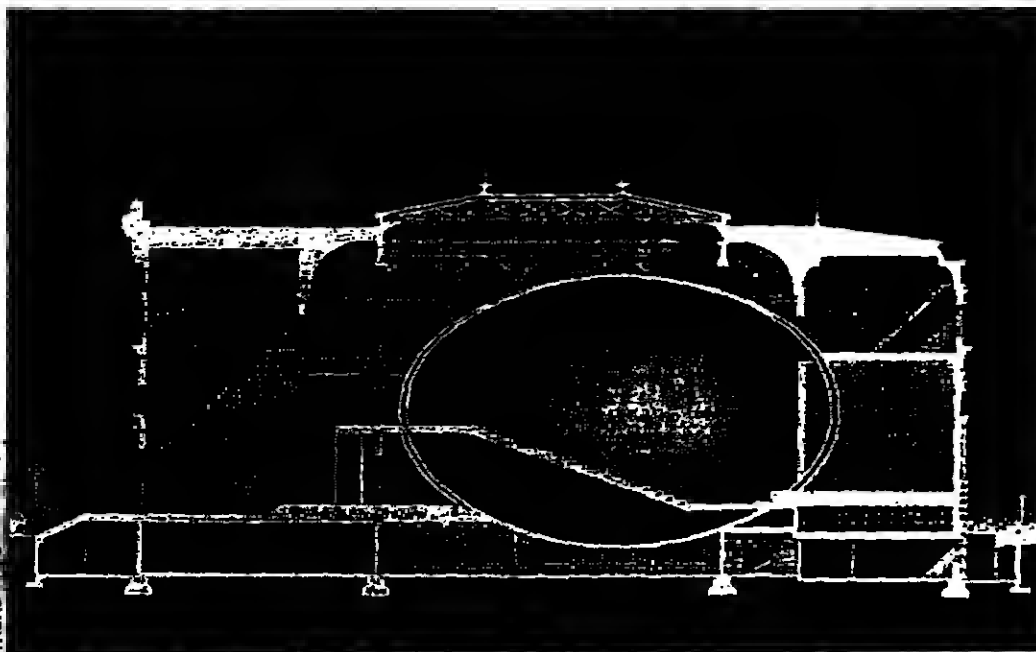
L'exposition est en elle-même une œuvre, et même la seule œuvre, hélas éphémère, de Tadao Ando en France. Ce n'est pas, on l'a vu, faute de célébrité, ni même du génie certain de la communication qu'aura su déployer depuis des années cette personnalité pourtant peu loquace, voire monosyllabique, mais dotée d'une épouse plus gracieuse. Ainsi, dès 1982, alors qu'il n'avait construit qu'une vingtaine de maisons et deux ou trois centres commerciaux, l'Institut français d'architecture lui avait consacré ses salles de la rue de Tournon. En 1988, ce fut le tour d'Arc-en-Révo, à Bordeaux, puis, en 1989, celui de l'Académie d'architecture, vénérable institution s'il en est.

Démarche électorale

Ando, qui n'a pas cinquante ans, a alors, pense-t-on, fondé la perfection d'un style fondé sur un génie inné de la tradition japonaise et un formidable savoir acquis au cours de voyages auprès des plus grands maîtres occidentaux. Cet ancien boxeur, qui s'était pris de passion, en art autodidacte, pour l'art de construire, «croise» Le Corbusier, auquel il voue un véritable culte. Pas de chance, le maître vient de mourir lorsqu'Ando arrive à Paris, en 1965. Dans l'estimable biographie qu'il se consacre en tête du catalogue, il parle aussi de son voyage en Finlande, à la recherche d'Ando, de sa passion studieuse pour Michel-Ange, ou encore, étonnant triptyque culturel, de ses «dialogues avec Louis, Gaudí ou Palladio».

De cette démarche électorale et curieuse où l'on voit les pionniers du Mouvement moderne flirter avec les vétérans du Baroque ou même les marginaux de l'Art nouveau, le Tadao Ando de la fin des années 80 paraît à l'évidence gardé qu'une extrême rigueur classique, une parfaite sobriété, un sens de la géométrie, des formes épurées et des matériaux bruts, un vocabulaire enfin qui, à une ou deux courbes près, pourraient trouver leurs origines dans le seul Japon.

Il y a cependant chez lui un étrange lyrisme dans sa manière même de refuser le lyrisme, une tentation d'absolu dans le dépouillement et la recherche du détail, qu'exprime avec justesse le titre du catalogue de l'IFA, *Minimalisme*. Cette manière d'être et de penser ne fait au fond que se confondre avec l'Eglise sur l'eau, à Hokkaido, la chapelle du mont Rokko, ou l'Eglise de la lumière, à



Le projet Nakanojima II d'œuf urbain.

Osaka, jalons majeurs de la décennie 80. Elles donnent certes une dimension nouvelle au symbole de la croix, beaucoup pensent que c'est par un emprunt quasi anachronique aux anciens nippons de la nature et des saisons. Mais ici même, alors qu'en famille de Michel-Ange il pourrait se laisser aller à plus de souplesse de l'âme ou de la forme, il laisse loin derrière lui les plus austères des Cisterciens, dresse l'espace à la plus stricte ascèse, poussant au plus loin le fameux «less is more» (1) de Mies Van der Rohe, sans pour autant rien renier des matériaux, pour atteindre une sorte de masochisme voluptueux. Nous sommes ici, dans cet univers de béton dur et doux, comme la pierre des monuments béatitudes, fort et sobre comme La Tourrette, assez proche de ce qu'il faut bien nommer l'extase architecturale.

Est-ce à travers cette extase qu'il s'en est retourné vers ses amours baroques? Toujours est-il que si l'on en croit la somptueuse progression de son exposition à Bourg, le minimalisme original de Tadao se trouve désormais enfermé

dans un coffre à souvenirs. L'architecte, au cours des dernières années, semble avoir connu une étonnante mutation. Ses projets ébangent d'éclectisme pour devenir piranésiens. Son architecture quitte la ville ou même une position de dialogue frontal avec la campagne pour embrasser, presque ensermer, le paysage. Il le dompte, ce paysage, il le terrasse, il le creuse, il l'arrache, le laboure. Son minimalisme enfin atteint au simplisme, à moins qu'il n'y sombre. Le Musée de littérature d'Himeji, à Hyogo, le Musée d'art contemporain de Naoshima, à Okayama, le centre culturel de Nara, le projet Nakanojima II, immense parc culturel à Osaka, tous ces projets, souvent illustrés de maquettes aux frontières du réel et du fantastique, indiquent une trajectoire pour le moins surprenante, ponctuant d'immenses salles aux formes d'œuf déposées parfois dans le ventre d'édifices de réputation théâtrale. Un vrai rêve de psychanalyste.

Les changements d'échelle, souvent consécutifs à une évolution de la notoriété, sont pas toujours des événements heureux dans l'œuvre des architectes. La splendeur étudiée de

l'exposition Tadao Ando, au Centre de création industrielle, le luxe de ses maquettes, l'absolu professionnalisme de son maître d'œuvre, le plaisir d'invention donné par ses dessins ne doivent pas nous abuser. L'exposition, c'est vrai, est une œuvre en soi, elle oublie - et fera oublier à d'éventuels maîtres d'ouvrage - une question d'importance: Ando perd-il son âme en endossant ainsi les vêtements du gigantisme? Nous emmène-t-il, à sa manière, vers un nouveau monde dont les prémices seraient ceux, par exemple, d'un Boullée? Question subsidiaire, en ces temps où la «quantité» fait figure d'âge d'or dans la carrière d'un architecte: qui sera vraiment en mesure de maîtriser les projets de grande échelle sans perdre une part de son talent, sans céder à la négalomanie?

FREDERIC EDELMANN

(1) Littéralement «le moins c'est le plus».

► Tadao Ando, Centre de création industrielle, Centre Pompidou. Jusqu'au 24 mai. Tous les jours, sauf mardi de midi à 22 heures. Samedi et dimanche, de 10 heures à 22 heures. Entrée: 20 F. Catalogue: 96 p.

MUSIQUES

Bartok, la hantise de l'essentiel

Deux œuvres maîtresses réunies pour la première fois en France

LE MANDARIN

MERVELLEUX

LE CHATEAU

DE BARBE-BLEUE

au Palais des sports de Bordeaux

de notre envoyée spéciale

Serions-nous dans une «année Bartok» célébrant quelque anniversaire? Sources françaises, on saisit un dictionnaire: non, il est né en 1881 et mort en 1945. C'est donc à de pures coïncidences que l'on doit cette avalanche actuelle de nouvelles versions du *Mandarin merveilleux*: la chorégraphie d'Istvan Herzog pour le Ballet-Théâtre de Bordeaux précède celle de James Kudelka pour le Ballet national du Canada à Toronto et vient après les spectacles de Béjart à Lausanne (le Monde du 7 décembre 1992) et de Mikko Spänum pour le Ballet de l'Opéra de Nice. Quant au *Château de Barbe-Bleue*, sa dernière représentation bordelaise, dimanche, précède de cinq jours sa première au Châtelet.

A Bordeaux seul, en revanche, l'excellente idée de présenter dans la même soirée ces deux œuvres maîtresses. A vrai dire, ce jumelage est pratiqué couramment en Hongrie, patrie du compositeur (on y ajoute même parfois le ballet *Le Prince de bois*, ce qui fait un peu beaucoup); il ne l'avait jamais été en France. Or il assure au spectacle une forte cohérence non seulement musicale, cela va de soi, mais dramatique (même économie de moyens, de personnages, même hantise de l'essentiel), voire thématique: n'est-ce pas la toute-puissance du désir qui mène Judith, l'épouse de Barbe-Bleue, comme le Mandarin?

Quatre voyous utilisent une prostituée pour attirer et dérouter ses clients. Ils ont beau étouffer, poignarder puis pendre le troisième de ceux-ci, un mandarin: il ressuscite chaque fois, jusqu'à l'assouvissement de sa passion sur le corps de la fille. Créé en 1926 à Cologne, aussitôt interdit «pour raisons morales» par le maire de l'époque, Konrad Adenauer, le *Mandarin merveilleux* va subir d'autres censures pudibondes (notamment à Budapest) et n'entraînera un répertoire international qu'à partir de 1942, avec la version d'Aurel von Millos à la Scala de Milan. Beaucoup d'autres suivront, de Moscou à New-York. Curieusement, malgré

la valeur de la partition et du livret, aucune n'a marqué l'histoire du ballet. Celle d'Istvan Herzog ne le fera pas non plus: sa chorégraphie reste trop attachée à un néo-classicisme qui paraît aujourd'hui rancé. Au moins a-t-il le mérite de raconter l'histoire avec clarté, concision et force expressive. En Mandarin, Paolo Bortoluzzi, directeur de la troupe bordelaise, montre qu'il a conservé, à cinquante-cinq ans, sa jeunesse de lignes, sa présence scénique et son légendaire art de bouger.

Sept tours fantastiques à la Victor Hugo

Le *Château de Barbe-Bleue* est mis en scène par Maté Rabinovsk. Avec son décorateur Daniel Ogier, il a sagement renoncé à illustrer à la lettre l'ouverture des sept portes, exigée par Judith malgré les mises en garde de son époux: s'il est possible de donner à voir une salle des tortures ou une salle d'armes, bien des scénographes ont échoué à représenter un immense empire ou un lac de larmes. On a fait ici confiance à la puissance de la musique, du texte et du chant. Les portes sont symbolisées par les noirs silhouettes de sept tours fantastiques à la Victor Hugo, se déchaînant l'une après l'autre par de sobres éclairages. Judith et Barbe-Bleue sont incarnés par deux chanteurs de l'Opéra de Budapest, encore inconnus en France, mais qui ne devraient pas le rester. Elle, Katalin Szendrenyi, voit magnifiquement de couleur, d'ampleur, d'égalité dans tous les registres: lui, Mihaly Kalmandi, voit moins éblouissant, mais si bien accordé au personnage dans sa noblesse, son indéfectible, sa douleur. Précisons qu'à Bordeaux l'ouvrage est entièrement et fort bien sous-titré (et même doublé, deux écrans étant placés pour commodité de lecture à droite et à gauche du plateau): on parti pris qu'on ne louera jamais assez. Et il adient ce miracle que l'on attend si souvent en vain, hélas! dans les spectacles d'opéra: que l'on connaisse on non le livret, on entre, soufflé suspendu, dans le drame, on espère que l'instinctive curiosité de Judith ne détruise pas son bonheur, on pleure avec Barbe-Bleue sur le désastre.

Ce miracle n'aurait peut-être pas lieu, il est temps de le dire, sans ses principaux auteurs: Alain Lombard et l'Orchestre national de Bordeaux-Aquitaine. Celui-ci, embourbés par sa sonorité, son raffinement, sa précision. Celui-là, dans l'épanouissement de sa maturité, dirigeant Bartok sans violence inutile mais avec une intensité dramatique sans faille, en faisant impérieusement ressortir les liens qui unissent le compositeur hongrois à Debussy. Bordeaux découvrait pour la première fois, parait-il, le *Mandarin* comme *Barbe-Bleue*: les acclamations du public, à la fin du spectacle, donnent à penser qu'il ne les oubliera pas.

SYLVIE DE NUSSAC

► Palais des sports, place Barrère-Richemond. Dernière représentation le 18 avril à 14 h 30. Tél.: 56-48-58-54.

CINÉMA

Un grand voyage sentimental

1935, date du premier film mis en scène et joué par Sacha Guitry: une comédie d'amour, un régal

BONNE CHANCE
de Sacha Guitry

Marie a vingt-cinq ans. Elle est lingère dans un quartier populaire de Paris. Claude habite tout à côté. Il a cinquante ans, il est peintre. Un matin, il souhaite «bonne chance» à sa jeune voisine. Il arrive à Marie un petit bonheur. Alors, elle achète un billet de la Loterie nationale et décide Claude à partager le gain, s'il y en a un. Mais, pressée par sa mère, et croyant que Claude courtise une autre femme, Marie accepte d'épouser Prosper, le benêt venu faire sa demande en mariage. Les noces auront lieu après que Prosper aura accompli une période militaire de treize jours. Or, le billet de loterie gagne le gros lot: deux millions. Avec la part qui lui revient, Claude emmène Marie pour un voyage de nocces de deux semaines, «en frère et sœur».

En 1935, Sacha Guitry, qui se méfiait du cinéma (même si deux ou trois œuvres de lui y avaient déjà été adaptées par d'autres), met en scène pour l'écran sa pièce *Pastor* afin de contrer un projet de film américain sur le savant français. Tout de suite après, il tourne *Bonne chance*, produit par Maurice Lehmann et Fernand Rivers (ce dernier faisant office également de conseiller technique). Le voilà conquis par le cinéma. Il ne s'arrêtera plus.

Bonne chance est, précise le générique, «spécialement conçu et écrit pour l'écran par Sacha Guitry». On savait bien qu'il s'agissait d'un scénario original mais comme ce film semblait avoir disparu, on ne faisait plus que citer le titre sans bien savoir de quoi il s'agissait. Et puis, *Bonne chance* est reparu. Il y a deux ans, en édition vidéo (1). Et puis, Bertrand Taver-

nier, qui le connaissait, l'a présenté dans sa récente «carte blanche» au cinéma l'Arlequin (le Monde du 2 avril). Et puis, comme Taverrier ne préche jamais dans le désert, une salle parisienne reprend maintenant *Bonne chance*. Une merveille de comédie sur l'amour et le bonheur, et d'invention cinématographique. Cette même année 1935, Sacha Guitry avait écrit un roman *Mémoires d'un richeur*, qui allait lui inspirer, en 1936, cet autre film écrit spécialement pour l'écran et devenu, lui, un classique, *Le Roman d'un richeur*. Cette même année 1935, divorcé d'Yvonne Printemps, il avait épousé Jacqueline Delubac. Ils s'étaient mariés depuis trois ans. Il avait cinquante ans, elle en avait vingt-cinq. Claude et Marie, dans *Bonne chance*, ce sont eux, aussi bien personnages qu'interprètes, couple en plein bonheur heureux de vivre et d'aimer, cela se voit à chaque image.

Moins concerté, dans la forme cinématographique que *Le Roman d'un richeur*, *Bonne chance* est un film en liberté qui utilise la technique de prises de vues et du montage pour fixer des idées, des dialogues pétillants, des gags, des gesticulations, des regards, un grand voyage sentimental abolissant le temps et les distances. Guitry invente, à Paris, une rue Albert-Willmetts (hommage à l'ami de toujours), fait dire Jacqueline Delubac en tête-à-tête avec un superbe petit tableau de Renoir, lui offre un diamant et joue, avec elle, la naissance, l'épanouissement et l'accomplissement de l'amour. En la filmant, il la couve des yeux. Il donne au spectateur son propre regard pour admirer cette jolie femme, spirituelle, élégante, fine comédienne (sa voix, son jeu nous semblent étonnamment

«modernes») dont il est bien plus le serviteur pliant le genou que le Pygmalion. Il valse avec elle comme un adolescent un peu fou. Aucun film de Guitry ne respire, comme celui-ci, la joie et la tendresse.

JACQUES SICLIER

(1) Aux éditions Repet Chateau, dans la collection *Mémoires du cinéma français*.

Cukor au Palais Garnier

Les dix ans de la Cinémathèque de la danse

La Cinémathèque de la danse a été créée, en 1983, pour accompagner le développement de l'art chorégraphique en France. Ainsi en avaient décidé Maurice Fleuret, alors directeur de la musique et de la danse au ministère de la culture, et Costa-Gavras, à l'époque directeur de la Cinémathèque française. Pour ce dixième anniversaire, on pourra voir ou revoir *My Fair Lady* au Palais Garnier.

Patrick Bensard, qui dirige la Cinémathèque de la danse depuis sa création, esquisse un bilan: «L'une de nos missions était de rechercher de nouveaux publics pour la danse. A côté des soirées organisées à Chaillot sur des sujets pointus, parfois pédagogiques, nous avons répondu à une demande de l'Opéra de Paris qui était, en fait, une sorte de «carte blanche». Nous avons proposé des programmes de comédies musicales, le dimanche, à 19 h 30. A 60 francs la place, tout un public, très jeune, nous a rejoints. L'Opéra Garnier refuse du monde. Nous obtenons les films en avant-première avant qu'ils ne soient en salle. En mai, nous allons

montrer le film de Tony Gatlif sur les musiques et les danses tiganes et gitanes, de la vallée de l'Indus aux pays de l'Est, de l'Égypte à l'Espagne.

► Parallèlement aux projections, nous avons continué notre mission d'archivage et de recherche. Notre collection compte environ 1 700 vidéos et 500 films. Mais il ne faut pas oublier, qu'une fois nos frais de fonctionnement payés, il ne nous reste que 100 000 F pour acheter des films. Une misère. Notre budget principal, hors nos recettes propres, est de 2,5 millions de francs, qui viennent de la Direction de la musique et de la danse. Nous sommes le seul organisme concerné par l'image à ne pas être subventionné par le Centre national du cinéma. Alors comment réussir notre troisième mission qui serait de produire?»

Propos recueillis par DOMINIQUE FRÉTARD

► My Fair Lady, de George Cukor, la 18 avril, 19 h 30, Opéra Garnier. Réservations: 42-56-08-55.

L'arrêt de la production du 45 tours

Les grandes firmes d'édition phonographique réunies au sein du Syndicat national de l'édition phonographique (SNEP) ont annoncé que, en accord avec les distributeurs de phonogrammes, elles arrêteront la fabrication des disques de vinyl 45 tours à partir du 3 mai.

Cette décision intervient alors que les ventes de ce support, introduit en 1951, étaient en chute libre. En 1992, il s'était vendu 6 millions de 45 tours contre 14 500 000 en 1991. Les nouveaux formats courts (cassette deux titres et CD-single) se sont respectivement vendus à 5 millions et 4 200 000 exemplaires en 1992.

La décision du SNEP vise à donner un coup de fouet aux nouveaux supports. Quelques 45 tours devraient encore être produits, entre autres pour les radios locales qui ne sont pas encore équipées en lecteurs CD. D'autre part, on pourrait assister, comme aux États-Unis, à l'apparition d'éditions indépendantes, spécialisées dans les rééditions sur vinyl.

ÉCONOMIE

Les projets de réforme du premier ministre

Un collectif budgétaire difficile

Il faudra attendre une quinzaine de jours pour savoir comment le gouvernement va réduire les déficits publics, ceux de l'Etat et de notre système de protection sociale. C'est en effet au cours du conseil des ministres du mercredi 5 mai que Nicolas Sarkozy, ministre du budget, fera connaître son «collectif», c'est-à-dire le projet de loi modifiant pour 1993 les dépenses et les recettes de l'Etat, arrêtées par le Parlement à la fin de l'année dernière.

Tâche difficile. Non seulement certaines dépenses ont été sous-estimées dans le budget initial de 1993, mais les recettes continuent de se tarir, notamment celles de TVA qui, au cours du premier trimestre, ont été anormalement basses. Du coup, les derniers pointages font apparaître un déficit budgétaire qui, pour cette année, pourrait atteindre 350 milliards de francs. De même les déficits sociaux pourraient-ils atteindre 50 milliards de francs. Soit au total 400 milliards de francs environ de besoins de financement public. Ce sont probablement des chiffres très voisins que fera apparaître dans une dizaine de jours la commission Reynaud mise en place le 9 avril par M. Balladur pour évaluer les déficits publics.

On sait déjà que diverses taxes vont être alourdies, celles qui pèsent sur le tabac, l'alcool, l'essence. Tout le problème est de savoir jusqu'où l'Etat peut aller dans sa politique fiscale sans courir le risque d'aggraver la récession puisque alourdir les prélèvements, c'est bien sûr ponctionner du pouvoir d'achat et freiner les dépenses de consommation.

Le débat est loin d'être clos au sein du gouvernement. Globalement l'objectif d'un déficit public de 350 milliards de francs sur une année entière, soit 20 à 25 milliards en 1993. Pour compléter ce que les taxes sur l'essence, le tabac, l'alcool, ne pourront pas fournir à elles seules, le problème se pose de savoir à quel impôt avoir recours.

M. Balladur ne cache pas sa préférence pour une hausse de la TVA dont les effets sur l'activité lui semblent moins nocifs qu'un relèvement des cotisations sociales ou de la CSG. Toutes ces taxes seraient versées dans un Fonds destiné à venir en aide à notre système de protection sociale.

Le premier ministre, avant de prendre une décision, veut avoir connaissance des études d'impact sur la conjoncture de ces différentes formes de prélèvements. Ne risque-t-il pas de changer d'avis quand il découvrira le danger d'avoir à éliminer en permanence avec des recettes d'Etat un Fonds de sauvetage de la Sécurité sociale? Ne changera-t-il pas d'avis en découvrant certains calculs démontrant les effets nocifs d'une hausse de la TVA qui entraine directement et immédiatement des hausses de prix? Et par contre-coup des tensions salariales.

ALAIN VERNHOLES

Une union économique est concevable sans monnaie unique selon M. Schlesinger. — La mise en place d'une monnaie unique n'est pas forcément «la conclusion logique» du processus d'intégration économique européenne, a déclaré, vendredi 16 avril à Los Angeles, le président de la Bundesbank, Helmut Schlesinger. «Un marché unique peut exister sans requérir forcément une intégration monétaire plus poussée», a-t-il précisé lors d'une conférence de presse devant le World Affairs Council. Il est en effet, a ajouté l'expert, de penser que le marché unique européen ne sera achevé que lorsque l'Europe sera dotée d'une monnaie unique. Aussi importante que soit l'indépendance de la banque centrale d'un pays, elle ne peut être considérée comme «un remède à tous les maux», a encore déclaré le président de la «Bundesbank». «La politique monétaire ne peut pas compenser des politiques fiscales et sociales mal orientées» et la lutte contre l'inflation requiert «la volonté du corps politique et de la société», a-t-il ajouté.

La volonté de rupture

Suite de la première page

A Bercy, même si Edmond Alphandéry n'a été jusqu'à présent très occupé par les réunions internationales du G 7 (le groupe des sept pays les plus industrialisés), le projet de loi portant sur la réforme de la Banque de France et les modifications à apporter à la loi de privatisation de 1986 sont pratiquement prêts, le projet visant à la réforme de la Caisse des dépôts étant un peu moins avancé.

Promises aux marchés des changes pour assurer que la politique monétaire ne sera plus soumise aux aléas politiques, la loi visant à accorder l'autonomie à la Banque de France doit être adoptée au cours de l'actuelle session parlementaire. «Autonomie» ou «indépendance»? M. Balladur utilise le premier terme, affirmant qu'il n'y a aucune différence avec le second. Il ne retiendra pas, pour autant, la proposition de loi élaborée au début de l'année par l'UDF. Le projet préparé par le gouvernement prévoit certes, et comme dans celui de M. Giscard d'Estaing et de ses amis, de transférer la responsabilité de la gestion monétaire (la création de monnaie, la gestion des taux d'intérêt, etc.) à la banque centrale, le gouvernement restant, comme en Allemagne, le décideur en matière de taux de change. Mais il s'en différencie par certaines modalités.

Qui dirigera la Banque? C'est naturellement à travers la composition du conseil de la Banque et le fonctionnement de cet organisme de direction que doit se réaliser l'autonomie attendue. Pour le premier ministre, ce conseil doit être composé non seulement de représentants de l'Etat, mais aussi de personnalités représentatives des forces économiques et sociales du pays. Le mode de leur désignation n'est pas encore arrêté. Edouard Balladur ne veut pas, en tout cas, d'un système comme ceux en

vigueur dans les institutions que sont le Conseil constitutionnel ou le Conseil supérieur de l'audiovisuel, où les membres sont nommés, à raison d'un tiers chacun, par le président de la République, le président de l'Assemblée nationale et celui du Sénat.

Si le conseil de la Banque décide de la politique monétaire, le gouverneur — le numéro un — n'en jouera pas moins un rôle important. S'inspirant du modèle allemand (le président de la Bundesbank est nommé par le chef du gouvernement, le chancelier), Edouard Balladur souhaite que le gouverneur de la Banque de France soit nommé par le gouvernement. Il aura un mandat irrévocable et renouvelable. Ce mandat sera à durée limitée — entre quatre ans (c'est la durée du mandat du président de la Réserve fédérale américaine) et huit ans (c'est celle du mandat du président de la Bundesbank), la décision n'est pas encore arrêtée.

Confirmer ou non les PDG des sociétés nationalisées

Sur la polémique qui oppose traditionnellement la direction du Trésor du ministère de l'Economie et la Banque de France à propos du contrôle et de la réglementation bancaire, le premier ministre a pris d'avis d'être : le contrôle restera de la responsabilité de la banque centrale (le gouverneur présidera toujours la commission bancaire), la réglementation continuera à relever du gouvernement (le ministre de l'Economie sera toujours le président du comité de la réglementation bancaire).

En ce qui concerne les privatisations, le gouvernement va reprendre la loi de l'été 1986 et y apporter, compte tenu des «leçons du passé», quelques modifications. Elles porteront notamment sur la liste des entreprises à privatiser (toutes les sociétés publiques du

secteur concurrentiel) et surtout sur la composition et le rôle de la commission de privatisation. Le premier ministre l'a déjà annoncé, il ne souhaite pas engager une «chasse aux sorcières» dans les entreprises nationalisées. Mais un article du nouveau projet devrait indiquer que, si le gouvernement décide de privatiser une entreprise (par un simple décret ministériel), il aura le droit au préalable de confirmer, ou non, le président de cette entreprise.

Concernant enfin la Caisse des dépôts et consignations, Edouard Balladur avait été particulièrement échoqué par le comportement de cette institution — et surtout de son directeur général d'alors, Robert Lion — dans le raid manqué sur la Société générale, en 1988. A la suite de cette affaire, le député de Paris avait fait à l'Assemblée nationale une proposition de loi très radicale qui organisait un éclatement complet de l'institution, vieille de plus de cent soixante-quinze ans.

Le premier ministre est, semble-t-il, revenu à des sentiments moins révolutionnaires. Le projet que le gouvernement prépare devrait maintenir une institution publique ou parapublique qui gèrera les fonds collectés sur le livret A en faveur du logement social. L'idée du sénateur de Japour, Roger Chénou, déjà intégrée par M. Lion dans la réforme que celui-ci avait proposée au gouvernement avant son départ et visant à créer une banque qui regrouperait toutes les activités bancaires et financières de la Caisse, devrait être reprise par le gouvernement de M. Balladur. Cette banque ne devrait pas, dans l'immédiat, être cédée au secteur privé. En revanche, les activités d'assurances (la Caisse nationale de prévoyance) et de prêts aux collectivités locales (Crédit local de France) devraient quitter le giron de la CDC et être privatisées rapidement.

ERIK IZRAELWICZ

La visite de M. Miyazawa à Washington

M. Clinton demande au Japon de réduire ses surplus commerciaux

La première rencontre entre le président américain Bill Clinton et le premier ministre japonais, Kiichi Miyazawa, vendredi 16 avril à Washington, a été, certes, courtoise. Les deux dirigeants n'ont cependant pas manqué de s'opposer avec fermeté lorsqu'ils ont abordé leurs contentieux commerciaux.

WASHINGTON

de notre correspondant

Comme le chef du gouvernement japonais, Kiichi Miyazawa, est d'un caractère fort affable, sa première rencontre, vendredi 16 avril à Washington, avec le président Bill

Clinton s'est déroulée dans une atmosphère amicale. Mais le fond des entretiens a eu trait à une question de plus en plus conflictuelle : l'explosion de l'excédent commercial du Japon dans ses échanges avec les Etats-Unis.

«Intolérable», «insupportable», «inadmissible», disent les responsables de l'administration américaine pour qualifier le déficit enregistré avec l'Asie nipponne : aux dernières estimations, il devrait être cette année de quelque 49 milliards de dollars (environ 260 milliards de francs). Pour son malheur, M. Miyazawa est arrivé à Washington au moment où les derniers chiffres du commerce extérieur américain confirment que la détérioration notée l'an passé devrait s'aggraver encore : de 1992 à 1993, on passe-

rait d'un déficit de 84 milliards de dollars à 110 milliards. Dans cet environnement, l'humble performance enregistrée avec le Japon a acquis des dimensions politiques considérables : elle est devenue la pierre noire. Le serin Kiichi Miyazawa, soixante-trois ans, a redit à son hôte que le gonflement de l'excédent japonais était principalement le fait d'une chute dans son pays et non pas d'un produit d'une croissance commerciale exorbitante. Il a répété que son gouvernement venait d'adopter un programme de relance publique massif de l'ordre de 115 milliards de dollars, qui devrait stimuler les importations japonaises de biens américains. Il a fait valoir que l'excédent japonais était quasi structurel et ne pouvait qu'évoluer lentement. Et a mis en garde contre un certain ton américain et la tentation de mesures «unilatérales».

Des échanges dirigés

Le problème est que M. Clinton, quarante-six ans, est impatient, au moins dans le ton. Il a eu quelques mots durs pour le Japon. Il reproche à l'empire du programme de relance japonaise — «un bon premier pas» — il souhaiterait plus et de manière plus spécifique. Les Etats-Unis entendent entamer les négociations dans une négociation qui les obligent dans certains domaines précis — électronique, informatique, automobile, services — à fixer des objectifs quantitatifs d'importation de produits américains. Cela existe déjà pour les semi-conducteurs, où le Japon respecte un «quota» de 20 % de produits «étrangers» (même s'ils sont fabriqués au Japon). Un mécanisme de négociation, prévoyant des rencontres bi-partites au sommet, doit être mis sur pied. Mais les Japonais seraient très peu enthousiastes à l'idée de généraliser l'expérience des semi-conducteurs. M. Miyazawa y verrait une manière de substituer à la liberté du commerce un système d'échanges dirigés.

Les pourparlers vont se poursuivre. L'état d'exaspération américaine est tel que la question du déficit domine les relations bilatérales et conditionne leur avenir. Même si les Etats-Unis n'ont qu'à être satisfaits de l'effort financier de Tokyo envers la Russie. Paradoxalement, seule la chute continue du dollar par rapport au yen apporte un peu de baume aux Américains.

ALAIN FRACHON

Deux cents embauches déjà réalisées

La troisième équipe de Renault-Flins a démarré

Depuis le 5 avril, l'usine Renault de Flins (Yvelines) a créé une troisième équipe, fonctionnant partiellement de nuit, qui a déjà permis le recrutement de deux cents personnes. Après dix jours d'activité, cette équipe supplémentaire a contribué à porter à quelque cinq cents le nombre d'exemplaires de Twingo fabriqués quotidiennement dans cet établissement de 8 400 salariés qui assure également la production des Clio.

L'équipe du soir, dont les horaires de travail hebdomadaire sont de trente-deux heures (20 h 18-2 h 03 quatre jours par semaine et 20 h 18-5 h 18 le vendredi) sans porte de salaire (grâce aux majorations conventionnelles accordées pour les horaires nocturnes), permettra d'accroître de 40 % le temps d'utilisation de l'une des deux lignes, soit trois cents voitures supplémentaires par jour. En novembre, la capacité maximale de l'usine pourra donc atteindre 1 900 véhicules/jour et la troisième équipe, dont l'effectif actuel est d'environ sept cents personnes, emploiera alors 1 200 salariés.

Actuellement, deux cents embauches ont eu lieu et un nombre équivalent sera réalisé dans les prochains mois. L'annonce de ces

recrutements, indique Renault, a suscité plus de six mille candidatures spontanées. La moitié des nouveaux employés de Flins ne sont pas diplômés et 75 % sont originaires du département des Yvelines. Au total, la moitié sont des enfants du personnel de l'usine. Les autres membres de cette équipe supplémentaire sont des volontaires provenant des équipes de jour.

Ce dispositif, élaboré à partir de l'accord conclu en 1990 entre la direction de Flins et les syndicats CFDT, FO, CFTC et CFE-CGC, permet d'augmenter les capacités de l'usine sans qu'il soit nécessaire de recourir à des investissements supplémentaires et contribue à ramener la moyenne d'âge de l'établissement qui dépasse actuellement les quarante-deux ans. Il s'agit d'une réduction de la durée du travail de Flins et de la durée du travail de 37 heures en jour (de 38 heures à 37 heures) en échange d'un réaménagement des horaires, certains temps de pause ayant été raccourcis et la prise des repas étant repoussée en fin de poste.

J.-M. N.

Première sortie du ministre de la pêche en Bretagne

Baptême de la mer pour Jean Puech

Lors de sa première visite aux marins-pêcheurs de Guilvinec, vendredi 16 avril, Jean Puech, ministre de l'Agriculture et de la Pêche, a promis que les aides de l'Etat prévues (42,5 millions de francs) seraient versées «avant le 10 mai et si possible plus tôt».

GUILVINEC

de notre envoyé spécial

De la ouate. Ou l'état de grâce. Comme on veut. Une douzaine d'années, des ondes de sympathie, des tonnes de courtoisie, et même un peu de poésie quand, dans le port, le soleil a déchiré le voile bleu de la nuit. De la ouate, oui. De celle qui amortit les chocs, les bruits et les conflits. De celle qui enveloppe toutes les aspérités, adoucit les querelles, apaise les rebelles et filtre les colères.

Chloroformés, les pêcheurs de Guilvinec? Tétanisés par la visite de leur nouveau ministre? Le soupçon les vexe affreusement. Allons donc! «La politesse et l'hospitalité bigoudennaise n'ont jamais signifié allégeance», se récrie un jeune patron-pêcheur, qui, pour la circonstance, a choisi une cravate à motifs petits poissons. «Nous restons vigilants et juretons sur des aigles». Mais il y a un temps pour tout. Et l'humour des quais, vendredi matin, est empreint d'indulgence. «Le temps d'initier le petit nouveau!» rit un matelot. Et à ce «nouveau»-là qui, quelques jours seulement après sa nomination, a choisi de saluer en priorité Guilvinec, port symbole de la crise en cours, ils semblent prêts à pardonner beaucoup.

Avec le patron, alors

Pardonnez d'être oé loin des côtes et de n'avoir pas le pied marin. «La fête de nos maris que j'ai été après que le ministre de la pêche était un ramasseur de patates», sourit une Lorientaise, précisant, devant notre air incrédule, que le terme vaut pour tous les ruraux, a fortiori un petit-fils de paysan! Pardonnez aussi de n'être point breton. «C'est un petit problème bien sûr, et son accent du Midi marqueur constamment la distance. Mais nous sommes gens ouverts...» Pardonnez enfin de chausser à la fois l'agriculture et la pêche. «Paysans et marins sont deux mondes à part. Avez-vous assez de poids pour défendre la

puech, monsieur Pêche?» demande un pêcheur, visiblement ému.

Mais la crête est si bruyante que le ministre, sans doute, n'entend pas. Souriant, il se déplace entre les photographes et les caisses de lottes, de seiches, de raies tout juste débarquées des navires et jangées par les mareyeurs. Et il traverse le quai pour se rendre à bord du *Risien* et puis du *Synace*, dont les jeunes capitaines prennent en main la visite. Allez! Un clihé à la barre, demande un photographe. Le ministre bésite, soudain un peu timide. Avec le patron, alors... Le jour, déjà, se pointe. Un grand bol de café, une crêpe peut-être, à la capitainerie, avec une poignée de professionnels et M. le ministre poursuit l'excursion le long du quai : mareyeurs, ateliers d'entretien et de réparation navale.

Et c'est la réunion attendue à la salle des loisirs. Une salle pleine, comme aux grandes heures de conflit de la pêche. Beaucoup d'hommes sont en mer, mais les épouses sont là, en groupes, attentives, promptes à prendre des notes et applaudir chaleureusement l'intervention de leur président... et puis celle du ministre. Non, les nouvelles du front ne sont pas bonnes. Non, les budgets ne se sont pas miraculeusement redressés. Tout juste les cours ont-ils un peu remonté, comme d'habitude à Pâques; mais une centaine de navires, selon le Crédit maritime, sont aujourd'hui dans la rouge. Des créances énormes mettent en danger les artisans, tandis que certains travaux sont dangereusement différés. Le ministre écoute, il est venu pour ça, «pour mettre des visages d'hommes et de femmes derrière des dossiers, et leur assurer que la pêche sera d'autant mieux défendue qu'elle dépendra de ce ministre si puissant».

Des chiffres? Des mesures? Une simple confirmation: le versement — avant le 10 mai — des aides exceptionnelles de 42,5 millions de francs débloqués en mars par l'ancien gouvernement pour compenser les pertes enregistrées en février. C'était bien le minimum qu'on pouvait annoncer. Mais la prestation de ce ministre assez courageux pour se rendre tout droit dans le village d'Asnières et des irrédutibles, selon le mot d'André Le Berre, le président du comité local des pêcheurs, fut somme toute jugée prometteuse. De la ouate d'ions-nous...

ANNICK COJEAN

Effet de ciseaux sur les taux d'intérêt

Boom sur les sicav obligataires

L'effet de ciseaux sur les taux d'intérêt — baisse du court terme plus rapide que celui du long terme — commence à se diffuser sur les marchés des sicav, les gestionnaires des réseaux et les guichetiers appuyant, par leurs conseils éclairés, une tendance que la clientèle de base commence à percevoir. Ainsi, en mars 1993, selon les statistiques d'EuroPerformance, les souscriptions nettes de sicav obligataires ont atteint 10,2 milliards de francs, sur un encours qui s'élève à 357,1 milliards de francs. En revanche, les sicav monétaires (1 091 milliards de francs) ont enregistré 4,7 milliards de francs de retraits nets, alors que le montant des souscriptions est traditionnellement positif en mars.

La reprise de la collecte sur ce produit en février (30 milliards de francs) aura donc été de courte durée: au premier trimestre 1993, les souscriptions nettes s'élèvent à 27 milliards de francs, ce qui ne compense pas les 63 milliards de francs de retraits nets enregistrés en décembre 1992, du fait, essentiellement, des trésoreries d'entreprise et de certains gros particuliers, qui s'étaient reportés sur des placements plus rémunérateurs comme les certificats de dépôts des banques (1 million de francs au minimum), qui ont rapporté jusqu'à 12 %.

Il est probable que ce mouvement de bascule va s'amplifier, car les taux à court terme, qui régissent les sicav monétaires, devraient poursuivre leur repli et probablement retomber au-dessous des taux à long terme, dont le recul sera plus lent. Il convient de noter que si ces taux à court terme redescendent vers 6,50 % en fin d'année, comme certains le pronostiquent, les livrets A de caisse d'épargne, rémunérés à 4,50 % avec exemption d'impôt, redeviendraient plus attractifs, surtout si le nouveau gouvernement a le courage de ramener les sicav

monétaires au droit commun fiscal, c'est-à-dire une taxation à 18,9 %.

Sur les sicav actions (210,6 milliards de francs d'encours), les retraits nets se poursuivent: 1,2 milliard de francs en mars. D'après les calculs d'EuroPerformance, enfin, les dix premiers réseaux distribuent les trois quarts de l'encours des sicav. Le Crédit agricole est en tête, avec une part de marché proche de 14 %, suivi par la Société générale avec 9,6 %, talonnée par la Caisse d'épargne (9,5 %), avec la BNP (8,7 %) et le Crédit lyonnais (7,5 %); ces cinq réseaux placent la moitié de l'encours. Viennent ensuite la Caisse des dépôts-Trésor public (6,2 %), La Poste (6 %), le groupe Paribas (5,1 %), le groupe CIC-UE (4 %) et les Banques populaires (3,6 %).

FRANÇOIS RENARD

Le Bundesrat approuve les grandes lignes du «pacte de solidarité». — Le Bundesrat, Chambre haute du Parlement allemand où sont représentés les seize Länder, a approuvé en première lecture vendredi 16 avril les grandes lignes du «pacte de solidarité» conclu il y a un mois entre le gouvernement et les ministres-présidents des Länder. Le ministre des Finances, Theo Waigel, a qualifié ce pacte, qui redéfinit les relations financières entre l'Etat fédéral et les Länder, et partage le poids de la réunification, de «succès du fédéralisme». Des réserves ont toutefois été exprimées lors du débat sur des points précis du «programme de consolidation financière» présenté par M. Waigel, qui devraient donner lieu à révision. Les intervenants ont cependant pour la plupart exclu toute renégociation du pacte. — (AFP)

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Une longue échéance en eurofrancs

Electricité de France a remporté un beau succès en ouvrant le compteur des euro-emprunts à très longue échéance. Sa dernière émission porte sur 2 milliards de francs et devrait être remboursée en 2012. Cette date a été retenue pour permettre une comparaison directe avec des fonds d'Etat. Au départ, jeudi 15 avril, le rendement proposé était supérieur de trente-trois points de base à celui des obligations du Trésor qui ont encore dix-neuf ans à courir. Cette marge étroite a suffi à attirer en foule les bailleurs de fonds.

L'affaire est un modèle d'équilibre. Pour le débiteur, son mérite est d'allonger la durée de sa dette à des conditions avantageuses. Tout compris, l'emprunt ne lui coûte que 7,75 % l'an, ce qui est très peu élevé. Le niveau de l'intérêt à long terme a beaucoup baissé ces derniers mois. Il pourrait certes diminuer encore prochainement, mais on ne s'attend généralement pas à une baisse aussi prononcée que celle qui pourrait se produire pour des échéances plus rapprochées.

Si le loyer de l'argent était ramené à des niveaux raisonnables, on assisterait vraisemblablement à un retour à la normale sur le marché des capitaux, où le niveau de l'intérêt dépendrait de la durée des titres, les plus courts rapportant moins que les plus longs. Ce n'est pas le cas actuellement. Lever des fonds à cinq ans coûte à peu près aussi cher qu'à dix ans et guère moins qu'à vingt ans. L'écart de la France a mis cette situation à profit, en remboursant certaines dettes à court terme pour les remplacer par cette opération.

Quant aux souscripteurs, ce qui les attire, c'est de pouvoir se procurer des titres de qualité irréprochable, d'une durée très rarement proposée en Europe à des conditions réalistes. Le taux d'intérêt facial des obligations est de 7,50 %. Ce taux conforme à la situation du marché paraît bien tenir compte des perspectives des prochains mois. Il a ainsi été possible

d'arrêter un prix d'émission inférieur à la valeur nominale des titres de façon à procurer un rendement de 7,70 %. Les euro-obligations de longue durée disponibles sur le marché secondaire ont été lancées l'année dernière et leurs coupons sont beaucoup plus élevés, de l'ordre de 8,75 % ou de 9 %, ce qui fait que leurs cours dépassent de très loin le pair. Ils sont en fait montés si haut que les investisseurs en sont rebutés.

Trois banques de nationalités différentes dirigent la dernière opération d'EDF, dont le placement est très diversifié. La responsabilité la plus grande incombe au Crédit commercial de France auquel étaient associés un établissement d'origine britannique, SCF Warburg, ainsi que l'Union de banques suisses.

Les Trésors publics préfèrent le mark

En général, le marché des titres en francs d'acquiesce guère que des débiteurs français. Les candidats étrangers le trouvent encore trop coûteux et très souvent préfèrent recourir au marché allemand. Les grands Trésors publics européens continuent de s'y précipiter. Depuis Pétersbourg, la Norvège et le Danemark s'y sont ajoutés pour 1,5 milliard et 1,3 milliard de deutschemarks, respectivement par l'intermédiaire de la Deutsche Bank et de la Westdeutsche Landesbank. Ces deux pays lèvent des fonds à cinq ans, la durée la plus recherchée des investisseurs, qui savent que c'est ce segment du marché qui profitera le plus d'une nouvelle réduction du loyer de l'argent.

Ces transactions allemandes sont bien accueillies et l'effet d'entraînement sur les autres candidats à l'emprunt est très important. De nouveaux pays sont sur les rangs. Le Portugal, par exemple, a déjà fait part de son intention de se présenter à son tour sur le marché allemand. Il faut convenir que

c'est une source de financement très économique et qu'il suffit pour attirer les bailleurs de fonds de s'écarter assez peu du gouvernement allemand. La Norvège s'est contentée de proposer douze points de base de mieux que les bons du Trésor de Bonn. Le Danemark ne fera vraisemblablement pas d'exception, les conditions de sa transaction seront arrêtées lundi matin.

Parmi les autres devises européennes, la livre italienne est actuellement en évidence sur le marché. La monnaie attire de très nombreux investisseurs, qui pensent qu'elle a maintenant touché le fond et qu'elle est appelée à se redresser. Toutefois, cela ne va pas nécessairement de pair avec un rétablissement de la confiance dans la situation de l'Italie et dans les effets publics émis par ce pays. En fait, les conditions sont toutes réunies pour assurer la réussite des emprunts des débiteurs étrangers dont les euro-obligations sont très recherchées alors même que leurs rendements sont bien inférieurs à ceux des obligations du Trésor italien. Les meilleures signatures du monde figurent dans la liste des nouveaux emprunteurs en euros. Et il y a tant de candidats que la Banque d'Italie doit, à son corps défendant, intervenir pour éviter une congestion de ce marché.

Par ailleurs, une organisation européenne de satellites, Eutelsat, s'est chargée, par l'intermédiaire de Paribas, d'entretenir une certaine animation sur le marché de l'émission qui attire plus guère les emprunteurs car il est coûteux de lever des fonds dans cette monnaie composite. Les investisseurs, en Suisse et au Benelux surtout, ne se font pas prier pour souscrire car les rendements proposés leur conviennent. L'emprunt de 100 millions d'euros d'Eutelsat est d'une durée de cinq ans, son taux d'intérêt facial est de 7,50 %. Il revient à son débiteur de 7,62 % l'an.

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

Le franc se raffermi lentement

Le franc français a continué de se raffermir, à un rythme moins rapide que la semaine précédente. Il est vrai, ne gagnant que «un demi-centime», à un peu moins de 3,38 francs, pour un deutschemark contre 3,3850 francs huit jours auparavant. En trois semaines, tout de même, le raffermissement a été spectaculaire, le cours de la devise allemande à Paris retombant de 3,41 francs à la veille du premier tour des élections aux 3,38 francs précités. Il retrouve ainsi son niveau de la fin de l'année dernière, de novembre 1992, dans la semaine qui a vu la grande crise de septembre et celui de la mi-août 1992.

Bien que les avants nets en devises de la Banque de France soient restés stables entre le 1^{er} et le 8 avril à 75 milliards de francs environ, il semble que les rachats de francs doivent s'accroître, ce qu'ils ont déjà fait cette semaine. Même si M. Balladur n'obtient pas grand-chose du chancelier Kohl le 22 avril en matière de taux d'intérêt, faute de pouvoir violer une Banque fédérale d'Allemagne qui s'en tient à sa politique, la «petite» va voir en revanche le marché monétaire et obligataire, la spéculation contre le franc risque

de payer très cher son offensive contre notre monnaie, vendue, à découvert, les derniers mois de l'année à des cours compris entre 3,39 francs et 3,41 francs pour un mark, et qu'il va falloir racheter à 3,38 francs et au-dessous.

Il faudra ajouter à la facture le coût du portage de l'opération : pour vendre à découvert des francs qu'ils ne possèdent pas, en espérant les racheter plus cher après dévaluation ou décrochement de notre monnaie, les spéculateurs ont dû s'en procurer en empruntant sur le marché de Paris à des taux supérieurs à 10 %. «Cela va saigner», entend-on sur les marchés des changes.

En Europe, les tensions très vives ces dernières semaines semblent s'atténuer un peu. La Banque d'Irlande a pu ramener de 9,5 % à 9 % le taux de ses avances à court terme, et de 6,25 % à 5,75 % celui des dépôts au jour le jour. La lire italienne, très faible il y a quinze jours, avec un mark à 1 005 lire, s'est un peu raffermie à 960 lire pour un mark dans l'attente du référendum de dimanche sur la réforme électorale. En revanche, la peseta a été affectée par l'annonce d'élections législatives en Espagne le 6 juin : les marchés boursiers de

rumours sur une dévaluation de la devise hispanique et la Banque d'Espagne a dû intervenir assez lourdement.

Le dollar a un peu rebondi, après être tombé à près de 1,58 DM sur une série de nouvelles peu favorables, notamment le recul inattendu de 1 % des ventes au détail en mars sur toutes les catégories de produits, alors qu'on s'attendait à une hausse, ce qui semble indiquer que la reprise de l'économie américaine a subi un coup d'arrêt. Du coup, la remonte du dollar paraît bien «cassée» dans l'immédiat.

A Tokyo, l'ascension du yen se poursuit vis-à-vis d'un dollar qui a battu son record historique de baisse à 112,10 yens. Les opérateurs pensent que le sommet Clinton-Miyazawa pourrait déboucher sur la possibilité d'une entente sur une hausse supplémentaire du yen, ce qui n'est pas acquis. Selon un organisme de recherche nippon, l'industrie japonaise ne commencerait à souffrir qu'à 110 yens pour un dollar.

F. R.

COURS MOYENS DE CLÔTURE DU 12 AU 16 AVRIL 1993

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libra	S.E.U.	Franc français	Franc suisse	Deutschemark	Franc belge	Franc luxembourgeois	Lire italienne
London	1,5740	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Paris	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
New-York	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Amsterdam	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Bruxelles	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Zurich	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Frankfurt	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Geneve	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Madrid	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Barcelone	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Valence	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Seville	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Malaga	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Granada	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Jaen	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Cordoue	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Sevilla	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Alcala	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Madrid	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Barcelone	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Valence	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Seville	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Malaga	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Granada	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Jaen	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Cordoue	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Sevilla	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Alcala	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Madrid	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Barcelone	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Valence	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Seville	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Malaga	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Granada	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Jaen	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Cordoue	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Sevilla	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Alcala	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Madrid	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Barcelone	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Valence	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Seville	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Malaga	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Granada	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Jaen	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Cordoue	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Sevilla	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Alcala	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Madrid	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Barcelone	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Valence	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Seville	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Malaga	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Granada	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Jaen	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Cordoue	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Sevilla	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Alcala	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Madrid	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Barcelone	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Valence	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Seville	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Malaga	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Granada	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Jaen	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Cordoue	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Sevilla	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Alcala	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Madrid	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Barcelone	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Valence	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Seville	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Malaga	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Granada	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Jaen	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Cordoue	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Sevilla	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Alcala	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Madrid	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Barcelone	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Valence	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Seville	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Malaga	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Granada	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Jaen	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Cordoue	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Sevilla	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Alcala	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Madrid	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Barcelone	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Valence	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Seville	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Malaga	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Granada	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Jaen	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Cordoue	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Sevilla	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Alcala	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Madrid	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Barcelone	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Valence	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Seville	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Malaga	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Granada	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Jaen	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Cordoue	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Sevilla	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Alcala	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Madrid	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Barcelone	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Valence	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Seville	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Malaga	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Granada	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Jaen	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Cordoue	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Sevilla	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Alcala	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Madrid	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Barcelone	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Valence	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Seville	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Malaga	1,5745	8,3198	2,2513	2,4614	58,6972	2,2664	2,2664	2,2664
Granada								

Après les déclarations
de M. BalladurLe gel
des grandes surfaces
ne fait pas
l'unanimité à droite

Jean-Paul Charié, député RPR du Loiret et rapporteur du budget du commerce et de l'artisanat, s'est dit opposé, vendredi 17 avril, à la suspension des implantations de grandes surfaces en milieu rural. M. Charié approuve, dans un communiqué, la volonté d'Edouard Balladur d'engager le gouvernement dans une politique ferme adaptée aux atouts du commerce et de l'artisanat, mais il estime que la décision du premier ministre « cache les vrais problèmes ». « Au-delà de l'effet d'annonce, explique-t-il, cette mesure ne touchera pas les hard discounters de moins de 1 000 m² et ne servira pas les intérêts des entreprises actuellement soumises aux pratiques déloyales de certaines enseignes et points de vente. »

En revanche, Jean Royer, maire de Tours et auteur de la loi de 1973 sur l'urbanisme commercial, appuie la démarche du premier ministre : « Je soutiens complètement l'orientation du premier ministre qui vise à geler les autorisations de grandes surfaces en milieu rural, et je propose de ramener ce seuil d'implantation de 1 000 m² à 400 m². » Jean Royer voudrait une véritable réglementation sur les extensions accordées, après les autorisations d'implantation, qui ont été accordées selon lui, avec trop de facilité dans le passé, et souhaiterait que soit corrigée la composition des nouvelles commissions départementales (CDUC), car le petit commerce y est largement sous-représenté. L'ancien ministre souhaite une procédure de contrôle de l'évolution des grandes surfaces avec les critères de l'évolution démographique et du pouvoir d'achat de la clientèle. Une mesure qu'il appliquera au plan d'agglomération de sa ville.

■ Réexamen du tracé du TGV-Méridional. — Le ministre de l'équipement, des transports et du tourisme, Bernard Bosson, a demandé à la SNCF de réexaminer le dossier du tracé du TGV-Méridional dans les secteurs où la commission d'enquête publique a formulé des « réserves ». Ces réserves concernent plus particulièrement le département de la Drôme et portent notamment sur le couloir du Triest, la plaine de Marssane, et certaines plaines inondables.

Malgré la mise en garde de M. Monory

Le maintien des « délocalisations »
est contesté au sein de la majorité

La poursuite de la politique de délocalisation d'emplois publics de la région parisienne vers la province suscite des dissensions dans la nouvelle majorité. Jusqu'ici, le gouvernement s'était efforcé de ne pas aborder de front cette question, en adoptant une attitude oisive d'ambiguïté.

Sans contester le bien-fondé de procéder au transfert de certains établissements publics vers les régions, André Rossinot, ministre de la fonction publique, avait estimé lors de sa nomination qu'il était préférable de procéder à une expertise « au cas par cas » des mesures décidées par les précédents gouvernements.

De son côté, Michel Giraud, ministre du travail — et, en tant que président (RPR) du conseil régional d'Ile-de-France, particulièrement concerné par ce dossier, — avait plaidé en faveur d'une pause et d'une « remise à plat ».

Interrogé vendredi 16 avril sur France Inter, René Monory, président (UDF-CDS) du Sénat et du conseil général de la Vienne, a ouvertement mis en garde le gouvernement. Selon lui, un « gel ou une pause » des « délocalisations » serait « un signe d'arrêt très mal perçu par la province », et il faut faire très attention et il faut être cohérent : « on ne peut pas vouloir d'une part maintenir et développer le milieu rural et d'autre part stopper les délocalisations », a-t-il ajouté. Aussi, le Collectif contre les délocalisations — qui regroupe des représentants des établissements cocréés — a réagi.

M. Monory est-il certain que les délocalisations ont un impact au niveau de l'aménagement du territoire ? s'est interrogé le Collectif.

Le programme lancé en octobre 1991 par le gouvernement d'Edith Cresson et confirmé par Pierre Bérégovoy vise officiellement à transférer, d'ici à l'an 2000, quatre-

vingt-cinq organismes publics, représentant au total quinze mille emplois, dans soixante-dix villes.

Très contesté par la plupart des salariés concernés et par les syndicats, malgré les plans sociaux qui l'accompagnent, ce plan s'est déjà traduit par le démantèlement de l'Ecole nationale d'administration (ENA) à Strasbourg et par celui du CERQ (Centre d'études et de recherches sur les qualifications) à Marseille.

En revanche, le Conseil d'Etat a annulé le 3 mars le décret de la SEITA (Société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes) vers Angoulême. D'autres recours ont été déposés afin de revenir sur le transfert de l'Institut national de la propriété industrielle (INPI), de l'ENA et de l'Office national des eaux et forêts.

J.-M. N.

Le nouveau ministre de la communication inaugure le 30^e MIP-TVAlain Carignon « s'interroge »
sur les quotas de diffusion
imposés aux télévisions

CANNES

de notre envoyé spécial

Pas de réforme spectaculaire, mais des inflexions réglementaires et législatives au coup par coup : tel semble être le programme politique d'Alain Carignon, nouveau ministre de la communication, qui inaugure à Cannes, vendredi 16 avril, la trentième édition du MIP-TV, le marché international des programmes. M. Carignon a déclaré d'emblée, que « le développement du secteur de la communication avait moins besoin de bouleversements que de sérénité et de clarté ». Une profession de foi qui n'implique pas pour autant l'annulation de l'ancien décret de M. Carignon sur les quotas de diffusion qui ont pu isoler la France de ses partenaires européens.

Ces fameux quotas, qui ont fait en leur temps l'objet de vives polémiques, obligent les chaînes de télévision à diffuser des pourcentages minimaux d'œuvres d'expression française et européenne. Un alignement sur la directive européenne de télévision sans frontières n'est donc pas à exclure.

Le ministre a aussi indiqué qu'il réfléchissait à une réforme du compte de soutien à la production audiovisuelle, dont les « effets inflationnistes » sur les coûts de production sont aujourd'hui mis en cause. Enfin, les conditions de création d'un véritable « second marché » pour les œuvres audiovisuelles seront aussi réexaminées. M. Carignon n'a pas manqué également de reprendre à son compte les critiques sur la dérive commerciale du secteur public audiovisuel. Il a affirmé que la distinction entre le public et le privé était « de moins en moins perceptible » et qu'il convenait d'en raffermir les frontières.

L'allègement des contraintes pesant sur le secteur privé étant également à l'ordre du jour. Bien que M. Carignon ne fait pas annuler la rédaction d'un Livre blanc sur les missions du service public, il pourrait être prochainement confié à une personnalité indépendante. Toutefois, aucune décision ne sera prise sans consultation des professionnels concernés, a conclu le ministre.

YVES MAMOU

Candidat à une élection
cantonale partielleM. Marsaud (RPR)
veut conforter
son implantation
à Limoges

Alain Marsaud, nouveau député (RPR) de la Haute-Vienne, a été désigné par le comité départemental de son parti, vendredi 16 avril, comme candidat à une élection cantonale partielle, dont le premier tour est prévu pour le 9 mai et qui vise à remplacer le conseiller général Paul Farbellet (apparenté PS), récemment décédé.

La candidature de M. Marsaud, « parachuté » avec succès par le RPR face au président du conseil régional du Limousin, le socialiste Robert Savy, lors des dernières élections législatives, montre que ce proche de Charles Pasqua, fort des bons résultats de son parti, qui a ravi au PS trois des quatre sièges de député en jeu, entend conforter son implantation dans la perspective de la prochaine échéance municipale. La candidature de M. Marsaud est d'autant plus symbolique que le canton qu'il gagna avait eu, jusqu'en 1988, comme conseiller général l'actuel maire de Limoges, Alain Rodet (PS).

Compte tenu de l'affaiblissement de la gauche en Haute-Vienne, manifeste avec la déroute des élections législatives, la compétition pour la mairie de Limoges, en 1995, risque d'être particulièrement disputée. Au second tour des élections de mars 1989, à la surprise générale, l'insoumise maire de Limoges, Louis Longueval, handicapé par la présence d'une liste écologiste extrêmement combative, ne l'avait emporté que d'une voix, en obtenant 40,86 % des voix contre 39,67 % au candidat RPR et 19,46 % aux écologistes.

G. P.

■ La polémique entre le *Financial Times* et la BERD se poursuit. — Le *Financial Times* apporte, samedi 17 avril, de nouvelles informations sur la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) que préside M. Jacques Attali : les cinquante-six pays et agences internationales actionnaires de la banque auraient demandé à ses dirigeants des détails sur les dépenses d'équipement et de mobilier du nouveau siège de la BERD à Londres. Le *Financial Times* indique en outre que la société appelée à concevoir le design de l'ensemble a été fondée par un architecte français, Jean-Louis Berthet, celui-là même qui a aménagé en 1979 le palais présidentiel de Saddam Hussein, président de l'Irak. Par ailleurs, le bâtiment du conseil des ministres irakien en 1984.

Les conclusions d'un rapport du Conseil économique et social

La France doit soigner son image à l'étranger

L'image de la France à l'étranger est mauvaise. Le constat est connu. Mais exact. Ce n'est pas la France qui souffre d'un déficit d'image. Bien au contraire, l'attrait de l'Hexagone pour les investisseurs étrangers est aujourd'hui considéré comme l'un des plus forts du monde. Ce sont ses produits et surtout ses entreprises, qui sont partout jugés moins « performants » que ceux de leurs principaux concurrents. En partie à juste titre, en partie du fait de « l'histoire », le jugement s'inverse. Les Français, contrairement à ses voisins, n'ont pas de « politique d'image » cohérente et globale.

A l'heure où la mondialisation des économies concurrence la concurrence entre les nations, Edouard Balladur appelle à créer « un nouvel exemple français », le rapport de Claude Legros au Conseil économique et social (CES) sur « L'image de la France à l'étranger et ses conséquences économiques », prend un intérêt inattendu. Car, déjouant la plupart des pièges communs à ce genre d'exercice, le rapporter remet en cause un certain nombre d'idées reçues.

Cette analyse met en effet en lumière le décalage énorme qui existe entre l'image « excellente » que les Français ont de notre pays lorsqu'il s'agit pour eux de s'y implanter, celle — médiocre — qu'ils se font de ses produits et de ses entreprises. Dans le premier cas, la France apparaît comme un pays moderne, bénéficiant d'un marché important, quatrième exportateur et troisième importateur.

teur mondial, bien situé au cœur de l'Europe, un pays doté d'infrastructures de transports et de communications remarquables, d'une main-d'œuvre de très bonne qualité, compétitive en matière de coûts, d'un environnement culturel et universitaire de qualité, avec, en prime, une qualité de vie intégrée. C'est tout juste si on déplore les défauts d'une administration « tatillonne » et d'un climat social encore jugé incertain.

Exécutable
aux Etats-Unis

Mais dès qu'il s'agit d'exporter, le jugement s'inverse. Les Français, contrairement à ses voisins, n'ont pas de « politique d'image » cohérente et globale. A l'heure où la mondialisation des économies concurrence la concurrence entre les nations, Edouard Balladur appelle à créer « un nouvel exemple français », le rapport de Claude Legros au Conseil économique et social (CES) sur « L'image de la France à l'étranger et ses conséquences économiques », prend un intérêt inattendu. Car, déjouant la plupart des pièges communs à ce genre d'exercice, le rapporter remet en cause un certain nombre d'idées reçues.

Si on écarte le poids de l'histoire, important mais non décisif — l'Allemagne et le Japon après la guerre avaient des handicaps autrement importants à surmonter —, il y a deux explications à ce décalage. La première, affirme courageusement le rapport, est que les « clichés » sur l'industrie et l'administration françaises d'où sont pas

tout à fait. « L'image d'un pays a partie liée avec la réalité », note-t-il, soulignant notamment l'absence de spécialisation forte de l'industrie française, présente un peu dans tous les secteurs, mais inégale en moyenne partout. Pour redresser notre image à l'étranger, il convient donc, au préalable, de faire notre auto-critique et d'identifier un certain nombre de comportements, de procédures, de traits culturels, réels ou supposés, des acteurs publics et privés.

La seconde explication est que, contrairement à l'Allemagne et au Japon, la France n'a pas de politique d'image à l'étranger cohérente et globale. Malgré des moyens importants, évalués par le rapporteur à 1,35 milliard de francs en 1989 pour les actions de communication stricto sensu, les actions menées se caractérisent par une « dispersion excessive, source de gaspillage et de perte d'efficacité ».

Le rapport suggère donc d'abord de coordonner l'ensemble des actions publiques et parapubliques en réalisant l'éphémère commission d'agrément des actions d'information gouvernementale en direction de l'étranger, mise en place en avril 1991 et aussitôt supprimée, laquelle, s'appuyant sur le service d'information et de diffusion du premier ministre (SID), aurait une vocation interministérielle affirmée. Il propose ensuite d'encourager, par des crédits d'impôts, les entreprises à développer leurs efforts de communication à l'étranger, et enfin de coordonner l'ensemble des actions publiques et parapubliques au sein d'un Comité stratégique pour l'image de la France à l'étranger placé sous la présidence du premier ministre.

VERONIQUE MAURUS

New-York, puis immédiatement après avec le secrétaire général de l'OECE. — (AFP).

■ TURQUIE : le président Turgut Ozal hospitalisé d'urgence. — Le président turc, Turgut Ozal, a été hospitalisé d'urgence, samedi 17 avril, à Ankara en raison de troubles soudains de la tension sanguine, a annoncé l'agence de presse Anatolia. L'hôpital et la présidence n'ont fait aucun commentaire dans l'immédiat sur l'état de santé de M. Ozal. — (AP).

■ ZAÏRE : les Etats-Unis envisagent des sanctions contre le président Mobutu. — Le secrétaire d'Etat adjoint aux affaires africaines, George Moose, a annoncé, vendredi 16 avril, que Washington s'apprêtait à prendre des mesures contre le président Mobutu, « similaires à celles prises par la France et la Belgique ». Bruxelles et Paris ont déjà refusé d'accorder des visas d'entrée au président zaïrois en raison de ses proches. Washington envisage notamment d'empêcher M. Mobutu d'utiliser des fonds qui devraient être à la seule disposition du gouvernement « légitime » du Zaïre. Les Etats-Unis, comme la France et la Belgique, reconnaissent le gouvernement formé par Etienne Tshisekedi et non pas celui désigné par le chef de l'Etat et dirigé par Faustin Birindwa. — (AFP).

SOMMAIRE

DATES

Il y a cinquante ans, l'insurrection du ghetto de Varsovie... 2

ÉTRANGER

Bosnie-Herzégovine : le siège de Srebrenica... 3 et 4
Italie : les référendums des 18 et 19 avril... 4
Loin des capitales : « Dixmude, haut lieu flamand »... 4
Russie : Les chefs d'Etat de la CEI apportent leur soutien à M. Eltsine... 5
Hongrie : la gouvernance lance un programme de privatisations pour jeter les bases d'un « capitalisme populaire »... 5
Angole : dans Huambo dévastée 5
Etats-Unis : M. Clinton a reçu une délégation d'homosexuels... 6
Les Palestiniens demandent le report des pourparlers israélo-arabes... 6

POLITIQUE

L'autorité de M. Balladur sur la majorité parlementaire... 7
Le contentieux électoral du scrutin des 21 et 28 mars... 7
Livres politiques, par André Laurens : « Pamphlets dans la mare »... 7

SOCIÉTÉ

Les relations entre Pierre Botton et Michel Mouillout font l'objet d'une nouvelle enquête... 8
M. Méhaignerie et l'avenir de la réforme du code de procédure pénale... 8
Les travaux de démolition de la gare du Sud à Nice sont interrompus... 9

CULTURE

Architecture : Tadan Ando, du minimalisme au baroque... 11

Musiques : Bartok, la hantise de l'essentiel... 11
Cinéma : la reprise de *Bonne chance*, de Sacha Guitry... 11

ÉCONOMIE

Première sortie du ministre de la pêche en Bretagne... 13
M. Clinton demande au Japon de réduire ses surplus commerciaux... 13
Boom sur les siccus obligataires... 13
Revue des valeurs... 14
Crédits, changes et grands marchés... 15

HEURES LOCALES

■ Au service du public rural
■ Régions : réveiller la conscience civique des Annamites de la région de Picou : cinq villages devant l'or de Picou
■ Dossier : les variétés du Zénith
■ Chés : Auxerre... 17 à 24

Services

Abonnements... 2
Cartes... 12
Météorologie... 12
Mots croisés... 12
Télévision... 12
Spectacles... 10

La télématique du Monde : 3815 LEMONDE 3815 LM

Ca numéro comporte un cahier « Heures locales » folioté 17 à 24 et un cahier « Radio-télévision »

Le numéro du « Monde » daté 17 avril 1993 a été tiré à 473 755 exemplaires.

Réveiller la conscience civique des Annemassiens

Le maire propose la création d'un réseau de solidarité

19

Cinq villages devant l'or de Pissot

Euro Disney a fait faire un pont aux finances locales

20

Les variétés au Zénith

Plusieurs villes se sont offert des salles sur le modèle parisien

22

Auxerre : deux « consuls » et un ballon

La ville est régentée par le tandem Jean-Pierre Soisson-Guy Roux

24

18 Agenda ■ Nominations ■ Publications ■ Communication ■ Textes ■ 23 Débat ■ Courrier ■

HEURES LOCALES

AU SERVICE DU PUBLIC RURAL

Plutôt que de regretter la disparition de la poste dans les campagnes la Haute-Saône préfère miser sur une meilleure accessibilité des administrations

LES chaussons s'alignent devant les deux classes, au pied de l'escalier. A l'étage supérieur, la salle de réunion de la mairie est décapée, même balayée. L'odeur séculaire de la poussière y flotte encore. Un ordinateur trône dans le bureau du maire, bien encombré. La poste contiguë arbore au contraire un jaune pimpant.

Situé en « zone rurale moyenne », à 20 kilomètres de Vesoul, mais à 30 de la première pompe à essence en direction de Besançon, Raze n'a pas à se plaindre : les services de l'Etat n'ont pas encore déserté les lieux. Le village est une des 456 communes, sur les 546 qui constituent le département de la Haute-Saône, à abriter moins de 500 habitants. Raze est cependant connu, moins pour son travail et sa bibliothèque installée dans un pigeonnier du dix-huitième siècle que pour la personnalité de son maire.

Gérard Pelletier, qui, s'il avait une étiquette politique, le placerait du côté du centre gauche et de France unie, est vice-président de la Fédération nationale des maires ruraux. L'homme n'a pas sa plume dans sa poche ; et la lettre mensuelle qu'il coiffe, entre autres, à ses adhérents du département fait mouche. « Est-ce qu'un jour deux administrations complémentaires réussissent à coordonner deux trombones, à l'heure où l'on salt amarrer des satellites autour de la terre ? », écrit-il dans un de ses éditoriaux. « La poste, la perception, l'école, la gendarmerie sont en permanence menacés. Il faut se battre sans relâche pour éviter leur disparition. Après c'est trop tard », résume-t-il aujourd'hui.

Pourtant, Gérard Pelletier pourrait bien consentir à une trêve avec ses éternels adversaires, ces fonctionnaires avides de « postes à rendre », comme ils les nomment. Avec d'autres élus, des représentants d'organisations syndicales, de l'administration et des usagers, il a participé au groupe de travail chargé d'élaborer le « schéma départemental d'organisation et d'amélioration des services », avec Jacques Michaut, sous-préfet de Lure.

Toutes les idées du maire de Raze n'ont pas connu le même succès : la création d'un corps de volontaires du service national en milieu rural, par exemple, n'est toujours pas à l'ordre du jour. Il n'empêche, ce schéma lui paraît un bon début.

Vingt-quatre autres départements ruraux ont suivi la même démarche, répondant ainsi aux attentes du gouver-



nement d'Edith Cresson exprimées lors du comité interministériel de l'aménagement du territoire du 28 novembre 1991. La Haute-Saône a rendu ses conclusions en juillet 1992, après un état des lieux exhaustif. L'ensemble des cartes réalisées se passe de commentaires.

Simplifier la vie des habitants

Quelques points rouges figurent les permanences de l'ANPE, de rares ronds jaunes celles des caisses d'allocation familiales. A chaque page de cette brochure, des surfaces blanches révèlent le manque de tout. Cependant, les membres de l'instance de réflexion ont préféré œuvrer à l'amélioration des services plutôt qu'au maintien à tout prix des fonctionnaires. Leurs propositions, sans être révolutionnaires, pourraient simplifier la vie des gens.

L'émiettement du territoire a paradoxalement du bon : la Haute-Saône compte près de 6 300 élus locaux. Ce ne sont donc pas les intercommunes qui font défaut, mais les relais. Faute de secré-

taire, une mairie sur cinq est ouverte moins de trois heures par semaine. Le groupe de travail a donc imaginé la création de « points publics », sorte de chapeau aujourd'hui manquants entre les usagers et l'ensemble des administrations. Distribution de formulaires, réponses pour l'obtention d'un permis de construire ou d'une prime laitière, prise de rendez-vous avec le fonctionnaire idoine, etc., ces structures légères rendraient bien des « services ».

Deux d'entre elles pourraient être installées cet été, espère le sous-préfet, à Jussey et à Saint-Loup. L'idée de les placer dans des baux à vitre été abandonnée. Mieux vaut que les administrés aient l'occasion de faire le plein d'informations en se rendant chez leur médecin. Certaines administrations pourraient y tenir des permanences, pourquoi pas le samedi, jour du marché ? Les points publics seraient aussi utiles aux maires des petites communes, en mettant à leur disposition photocopieur, télécopieur, Minitel, voire en recevant leurs appels téléphoniques.

Pour eux, la préfecture envisage de mettre en place un comité de lecture ori-

ginal. Un ou deux élus, autant de fonctionnaires, peut-être un professeur de français dans le rôle de Candide, seront chargés de rendre lisibles les circulaires qui, apparemment, ne le sont guère. La sous-préfecture de Lure s'apprête à délivrer les cartes grises, afin d'éviter aux automobilistes des voyages à la préfecture de Vesoul. Les deux institutions pourraient aussi vendre, toute l'année, timbres fiscaux et vignettes, dès que les financements nécessaires à un nouvel agencement des bureaux seront dégagés.

Pour être sensées, ces mesures n'en résultent pas moins d'un long travail de concertation. Les coutumes administratives ne se laissent pas bousculer rapidement. Une fois le principe admis, le soutien de l'Etat s'avère indispensable. La déclaration du premier ministre de suspendre « toute suppression de services publics en zone rurale » a plutôt rassuré. Les élus de Haute-Saône sont impatients de voir ces intentions se traduire en textes officiels, lisibles.

de notre envoyée spéciale à Lure
Martine Valo

Notoriété

Confrontés aux problèmes du mal de vivre dans les grands ensembles, au chômage, parfois à la délinquance, les maires ont souvent l'impression d'être les fantassins les plus exposés aux critiques de leurs concitoyens. Ils doivent penser, sans répit, les plaies d'une société, en veillant au bon équilibre de leur budget, en rassurant des commerçants anxieux, en construisant ou rénovant des crèches et des écoles pour des parents inquiets pour l'avenir de leurs enfants.

Parfois la lassitude, voire le découragement, gagne ces élus soumis à des pressions diverses et contradictoires. La décentralisation leur a certes donné quelques pouvoirs supplémentaires, mais ils les payent chèrement dans une nation où le fricot et le repli sur soi-même grandissent. Ces hommes et ces femmes, embarqués dans le même esquif, quelle que soit leur couleur politique, doutent souvent de l'utilité de leur engagement.

Ils ont tort. Un sondage, publié par le *Nouvel Observateur* du 8 avril, devrait, sinon leur redonner complètement la moralité, du moins les encourager dans leurs actions. Interrogés pour savoir en qui ils avaient « plutôt confiance », 600 jeunes de 18 à 24 ans ont répondu, à 81 %, en citant la mairie. Un pourcentage qui place, à l'indice de satisfaction, les premiers magistrats des communes devant la présidente de la République (61 %), loin des députés (36 %) et de l'administration (37 %). Un bon point pour les maires, qui trouvent ainsi une reconnaissance auprès de la jeunesse. Mais cette notoriété, sans doute facilitée par la proximité, comporte aussi un revers. C'est à ces élus que la génération des vingt ans demande de régler tous les problèmes. Les gestionnaires des cités ont-ils les moyens, politiques et financiers, d'améliorer le cadre de vie, de créer des emplois, de rendre la société plus agréable à ces nouveaux électeurs ?

Serge Bolloch

PARIS

HLM SOUS SURVEILLANCE

Pour assurer la tranquillité des cités des patrouilles de vigiles viennent renforcer le gardiennage

RÉCEMMENT repeintes, une tour de dix-neuf étages et trois barres de moindre hauteur cerment la cour, son parking, sa pelouse fatiguée et son bac à sable. Une douzaine de jeunes tiennent le temps en houspillant le gardien, en démontant une « mob » ou en rêvant devant une voiture haut de gamme. Moulée dans un minisport, une jeune femme trotte, de façon suggestive, et croise la ronde des vigiles en tenue américaine.

« C'est Chicago », murmure le chef de patrouille. Non, c'est un soir ordinaire dans une cité HLM de la capitale, quelque part dans le treizième arrondissement. Un morceau de banlieue planté dans le tissu pari-

sien à dix minutes du Quartier latin. On y pratique une cohabitation tendue, où chacun sait exactement jusqu'où il peut aller. Des lieux de ce type, il y en a plusieurs centaines à l'intérieur du périphérique. Avec ses 100 000 logements sociaux, Paris bat tous les records de France.

S'ils n'ont pas jusqu'ici défrayé la chronique des violences, c'est en raison de leur dispersion, de leur taille (en moyenne 220 logements par ensemble) et de la surveillance auxquels ils sont soumis.

La paix des HLM est d'abord assurée par les gardiens et gardiennes d'immeubles qui, depuis quelques décennies, récep-

sent énergiquement l'appellation de concierge. A lui seul, l'Office public d'aménagement et de construction (OPAC) de Paris en emploie plus de 730. Ils quadrillent les grands ensembles à raison d'un pour cent logements, en moyenne. Coincés entre les récriminations des locataires et la main de fer de l'Office, ils exercent un métier difficile. Pour les rencontrer, il faut jurer qu'on ne révélera ni leur nom ni le lieu de leur travail.

Celui-ci n'est pourtant tissé que de besognes banales : balayage des cours, distribution des pils et objets postaux six fois par jour, contrôle des éclairages et des ascenseurs, surveillance des travaux d'entretien, recep-

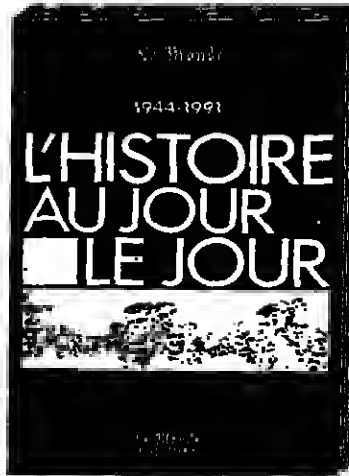
tion des livraisons, manipulation des poubelles, etc. Une fois par mois ils collectent les loyers. Mais surtout, il leur faut quotidiennement dialoguer avec les locataires, avoir l'œil et l'oreille à tout et, au moindre pépin, appeler le gérant de l'OPAC. Rémunération : un logement gratuit et environ 7 000 francs par mois pour 38 heures d'activité. Autrefois sous-payés et rivaux à leur loge, 24 heures sur 24, les gardiens ont obtenu il y a quelques mois un nouveau statut qui les transforme en salariés « normaux ».

Leur métier, lui, reste exceptionnel. Témoin cette gardienne d'une cité du dix-neuvième arrondissement.

La voici assistante sociale volant au secours d'un infirme en difficulté dans son appartement. Puis grimant sur une échelle pour remplacer l'une des 256 ampoules éclairant les parties communes de son bloc.

Marc Ambroise-Rendu

Lire la suite page 21



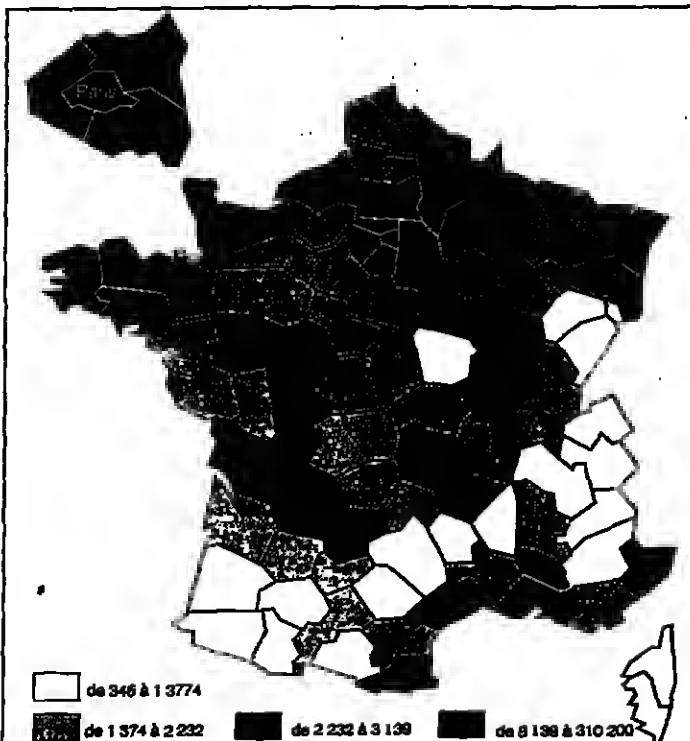
Le Monde EDITIONS

Un demi-siècle d'histoire dans les archives du Monde
Une encyclopédie pratique de 1064 pages (avec chronologies, cartes et index). 395 F

L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR 1944-1991

EN VENTE EN LIBRAIRIE

STATISTIQUES



Un patrimoine riche

Plus que le Sud méditerranéen et son héritage romain, le nord du pays possède un patrimoine architectural fourni. C'est en Ile-de-France, en Picardie et en Champagne couvertes, entra autres, de très nombreux édifices religieux, en Alsace embellie de châteaux et, surtout, en Bretagne truffée de traces de la préhistoire, que les densités de monuments historiques classés sont les plus élevées.

(Source : direction du patrimoine.)

NOUVEAU GOUVERNEMENT

LE CABINET DE DANIEL HOFFFEL

Parmi les collaborateurs du ministre une moitié de fidèles et des ingénieurs

DANIEL HOFFFEL, ministre délégué à l'aménagement du territoire et aux collectivités locales, a formé son cabinet vendredi 9 avril. Composé de neuf membres, celui-ci est composé, pour moitié, d'anciens collaborateurs ayant travaillé soit avec l'ancien ministre chargé, successivement, de la santé et de la famille, puis des transports, soit avec le président du conseil général du Bas-Rhin, soit avec le sénateur d'union centriste.

Le directeur du cabinet, Philippe Ritter, est un Alsacien de souche. Il a passé neuf ans aux côtés de M. Hoeffel (le Monde du 7 avril). Après avoir été chargé de mission dans les cabinets du ministre, il a occupé la fonction de directeur général des services du département, de 1982 à 1987.

Marie-Claude Chardeau, chef de cabinet, chargée des relations avec le Parlement et la presse, est, elle aussi, une fidèle de M. Hoeffel, qu'elle côtoie depuis 1980. Elle a été son attachée parlementaire, avant de devenir sa collaboratrice personnelle de spécialistes des collectivités locales et de l'aménagement du territoire. Deux d'entre eux sont des anciens de la direction générale des collectivités locales (DGCL), Didier Béoutis et Paul Pény, administrateurs civils.

Didier Béoutis, chef du bureau des budgets locaux à la

DGCL, sera chargé des finances, de la décentralisation et des structures territoriales. La coordination de ces dossiers se justifie par les transferts de compétences au sein d'innombrables implications financières, qu'il s'agisse des concours de l'Etat ou de la fiscalité locale. L'intercommunalité, aussi soumise des problèmes d'argent, comme l'a montré, notamment, la récente polémique sur les dotations aux groupements. Les incitations financières accordées aux communes qui se rassemblent peuvent, en outre, jouer un rôle déterminant pour l'aménagement du territoire.

Paul Pény s'occupera de la fonction publique territoriale, des élus locaux et du contrôle de légalité. Le poste de cet ancien chef des affaires sociales de la DGCL est le seul qui soit limité au secteur des collectivités locales.

Le cabinet de M. Hoeffel comprend trois ingénieurs, qui s'efforceront de travailler en collaboration avec le ministère de l'équipement et la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR). Daniel Bursaux a été sept ans responsable de la direction départementale de l'équipement (ODE) du Bas-Rhin, puis des services techni-

COMMUNICATION

NANTES S'EXPRIME AVEC PASSION

Pour informer les habitants, se faire connaître à l'extérieur la communication d'une grande ville réclame du professionnalisme

L y a celles qui s'exposent, qui se vantent, qui jouent leur notoriété dans un championnat de football ou des événements culturels, et puis celles qui se proclament nombre de l'Europe. Depuis quelques années, chacune des grandes villes françaises a investi dans le vaste domaine de la communication. Conséquences de la décentralisation, peut-être pas fondamentale mais voyante, l'appétit à promouvoir l'image de la cité se mesure au budget affecté à cette action. Des postes de directeur de la communication ont été créés, les équipes ont gonflé et les bulletins municipaux poussiéreux se sont métamorphosés en pimpants magazines.

Nantes n'échappe pas à cette évolution. Certes, ni frénétique ni éteinte pour autant, elle ne figure pas parmi les plus en vue. Selon Capucine, une agence spécialisée dans la communication des collectivités locales, la capitale des Pays de la Loire se classe huitième des dix agglomérations auxquelles la presse s'est le plus intéressée en

1991. Cependant, Nantes ne serait pas mécontente d'améliorer son score. Pour preuve, la campagne publicitaire d'un montant de 7 millions de francs qu'elle s'est offerte récemment, déclinant le thème « L'effet côte ouest » dans des magazines et sur les écrans. Pour preuve encore, les embauches qui se sont succédées depuis l'arrivée à l'hôtel de ville de Jean-Marc Ayrault (PS), en mars 1989, jusqu'à ce que se constitue une solide équipe de vingt professionnels.

« Un manque d'identité »

Les quelques clichés qui colent à ces bords de Loire — cité de la douceur de vivre et du petit LU1 — ne pouvaient pas satisfaire le maire d'une commune de 250 000 habitants. D'autant que cette dernière ne manque pas d'atouts pour se faire valoir. Depuis quelques années, elle a multiplié les actions en faveur des

transports en commun et dans le domaine de l'écologie urbaine. Des axes pour le moins « porteurs » actuellement. Les, le tramway de Grenoble est plus célèbre que celui de Nantes. Et Strasbourg a su montrer la première sur toutes les chaînes de télévision, son centre-ville rendu aux piétons, tandis que Nantes s'apprête à en faire autant sur une surface de 30 000 mètres carrés.

« Jusqu'à présent, notre ville a souffert d'un manque d'identité clairement définie », constate Jean-Marc Ayrault. L'idée que le maire se fait de l'information et de la promotion municipale est en revanche très précise. « La communication n'est qu'un outil parmi d'autres de l'animation générale au service d'un seul objectif, le développement. Notre but est de mobiliser les Nantais, de susciter un état d'esprit dynamique et de placer la ville en position d'être reconnue comme la grande métropole de l'Ouest. »

Pour y parvenir, Guy Laurant, le directeur de la communication, dispose d'enthousiasme et

d'un budget annuel global de 20 millions de francs, légèrement revu à la baisse pour 1993. Dans les villes, les départements et les régions, ce secteur est sans doute le plus sensible aux variations de la conjoncture économique.

Un secteur qui ne brille pas, en outre, par sa transparence. Les comparaisons s'y révèlent difficiles. Par exemple, contrairement à certains de ses homologues, Guy Laurant n'a pas, dans son escarcelle, la communication interne, celle qui s'adresse aux 5 000 employés de la municipalité. Non seulement les collectivités locales comptabilisent différemment leurs effectifs vacataires — employés municipaux ou salariés d'association — mais elles annoncent surtout avec réticence leur budget réel.

Nantes, le directeur de la communication accepte de jouer cartes sur table. Neuf professionnels de l'information écrite, deux photographes, deux vidéastes, quatre secrétaires, deux assistants, un technicien, composent l'équipe de l'Office municipal nantais d'information et de communication (OMNIC), régi sous le statut d'association municipale. Les rédacteurs consacrent une bonne partie de leur temps à la réalisation du magazine *Nantes passion*, un mensuel abondamment illustré, à la maquette aérée.

Mais les neuf « chefs de projet », comme les nomme Guy Laurant, qui ont tous une expérience des journaux locaux ou nationaux, ont bien d'autres plumes à leur stylo. Chacun dans son domaine d'intervention peut être amené à collaborer à la production de plaquettes de présentation sur la bibliothèque municipale ou sur le nouveau plan de circulation, à animer des réunions publiques dans les quartiers, à rédiger des dossiers de presse, voire à fournir la trame de discours d'un élu. « Travailler au service de la communication d'une ville demande une grande affinité à la fois avec la personnalité du maire et avec les projets qu'il nourrit pour sa cité », assure Guy Laurant. Dès lors, les membres de son équipe affichent une sérénité qui peut surprendre dans une profession où le risque de perdre brutalement sa place est rythmé par chaque élection municipale. « Il n'est pas plus élevé que pour n'importe quel cadre supérieur », promet le directeur de la communication. « Pas pire que dans la presse écrite ces temps-ci », estime en écho Philippe Bougès, rédacteur en chef de *Nantes passion*.

La tournée de Cargo 92

Autre clef du dispositif de communication de la ville, Isabelle Campet, attachée de presse auprès du maire, supervise toutes les opérations en direction des médias nationaux. Par ailleurs, Nantes avait joué les pionnières en créant, dès 1982, un service télématique. TELEM, qui fait travailler sept personnes, met aujourd'hui à la disposition du grand public, sur le 36-14, une quinzaine de rubriques consultables gratuitement grâce aux trente-quatre Minitel répartis dans des lieux publics. Des programmes de cinéma jusqu'aux offres d'emplois de l'ANPE, en passant par les renseignements administratifs émanant de communes alentour, la palette est large, et TELEM, bien ancré dans le paysage urbain nantais, reçoit 45 000 appels par mois en moyenne.

Vaut pour les troupes chargées de mener l'offensive de charme. Mais, comparée à d'autres agglomérations, la capitale des Pays de la Loire dispose d'une arme originale. L'été dernier, Cargo 92 a sillonné les côtes du sud de l'Amérique, avec à son bord des artistes comme la troupe de Royal de luxe et celle de Philippe Decouflé. Dans ses soutes, le bateau transportait une rue de Nantes, reconstituée par les employés municipaux. Si l'an ne vient pas à Nantes, ses ambassadeurs sont capables de traverser l'Atlantique.

de notre envoyée spéciale à Nantes
Martine Valo

(1) Selon un autre sondage mené par l'agence Capucine après de 58 villes de plus de 50 000 habitants, 41 % d'entre elles disposent, en 1991, d'un service de communication de plus d'un service ; 45 % d'un budget de plus de 10 millions de francs.

BLOC-NOTES

AGENDA

■ **Métiers artistiques.** — Le Centre national de la fonction publique territoriale et la Direction des musées de France organisent une journée d'étude sur « les métiers des musées et la filière culturelle territoriale », mardi 20 et mercredi 21 avril, à Paris. Médiations, qualifications, gestion prévisionnelle des emplois culturels, évolution de la fonction de conservateur seront évoqués au cours de ces journées qui sont destinées notamment aux élus et aux responsables locaux des affaires culturelles.

■ **Renseignements au (16-1) 40-60-47-64 ou 40-15-35-83.**

■ **Meille-Expo.** — La prochaine édition de Meille-Expo, Salon réunissant des prestataires de services aux collectivités locales, aura lieu à Paris, dans la Grande Halle de La Villette, du mardi 11 au jeudi 13 mai.

■ **Renseignements au (16-1) 42-68-68-19.**

PUBLICATIONS

■ **L'enfant en milieu rural.** — L'inspection académique d'Ille-et-Vilaine organise un colloque sur « l'enfant en milieu rural », les mercredi 12 et jeudi 13 mai, à Rennes. A cette occasion, elle va dresser un bilan de la politique mise en place, par l'éducation nationale et les collectivités locales, depuis une quinzaine d'années, dans le département, afin d'améliorer les conditions de scolarisation des enfants des campagnes.

■ **Renseignements au (16) 99-25-10-20.**

TEXTES

■ **Transparence financière et ratios.** — Le Journal officiel a publié, le 28 mars, un décret précisant, notamment, les onze ratios que les communes doivent désormais produire, en annexe de leurs budgets. Ces ratios, qui sont des rapports entre des valeurs, permettent de fournir une image plus synthétique des finances locales. Ils doivent améliorer l'information du citoyen, comme le prévoit la loi du 8 février 1992 sur l'administration territoriale de la République. Les communes de plus de 3 500 habitants doivent publier les données suivantes, rapportées au nombre d'habitants : dépenses de fonctionnement, produit des impositions directes, recettes de fonctionnement, dépenses d'équipement brut, encours de la dette, dotation globale de fonctionnement. Les communes de plus de 10 000 habitants doivent indiquer, de surcroît, les ratios suivants : dépenses de personnel sur dépenses de fonctionnement, coefficient de mobilisation du potentiel fiscal (rapport entre produit des impôts locaux et potentiel fiscal), dépenses de fonctionnement plus remboursements annuels de la dette en capital sur recettes de fonctionnement, dépenses d'équipement brut sur recettes de fonctionnement, encours de la dette sur recettes de fonctionnement.

Il commente les principes dispositions législatives et réglementaires intéressant les finances locales, et présente les informations nécessaires à l'élaboration des budgets (cotisations obligatoires, réglementation des tarifs des services publics locaux, régime des garanties d'emprunt...). 144 p., 80 F. La Documentation française, 29-31, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07.

CONTACTS

■ **Forum pour la gestion des villes.** — L'ancienne Fondation pour la gestion des villes s'est rebaptisée Forum pour la gestion des villes. Elle a dû modifier son appellation car le titre de fondation est réservé aux associations utilisant leurs produits financiers pour une œuvre d'intérêt général.

Le Forum vient de changer de présidence, celle-ci étant tournée tous les deux ans. Alain Richard (PS), maire de Saint-Ouen-l'Aumône remplace André Santini (UDF), maire d'Issy-les-Moulineaux. Le Forum propose des séminaires aux élus locaux, aux cadres territoriaux, ainsi qu'au personnel de certaines entreprises privées souhaitant mieux connaître le secteur public local.

■ **Renseignements au (16-1) 42-56-39-70.**

PUBLICATIONS

■ **Intéressement des fonctionnaires.** — Alors que le décret du 6 septembre 1991 sur le régime indemnitaire des fonctionnaires territoriaux a été validé par le Conseil d'Etat, où en est l'intéressement dans les collectivités locales ? Sylvie Trossa, rapporteur général adjoint du Conseil scientifique de l'évaluation des politiques publiques, organisme rattaché au Commissariat général du Plan, fait le point sur cette question dans un ouvrage intitulé *Le Guide de l'intéressement des fonctionnaires*.

Selon l'auteur, les collectivités progressent à la fois sur le volet de l'intéressement collectif et sur celui d'une meilleure appréciation individuelle des agents. Sylvie Trossa présente les expériences marquées dans des collectivités pionnières telles que Saint-Denis, Sochaux, Nancy ou Issy-les-Moulineaux. Elle expose aussi le cadre de l'intéressement dans les directions départementales de l'équipement, et dans les préfectures.

■ **139 p., 95 F. Pouvoirs locaux. Collection « Guides pratiques de l'administration territoriale », 2, rue des Longs-Prés, 92100 Boulogne-Billancourt. Tél. (16-1) 47-61-92-48.**

■ **Guide budgétaire.** — La direction générale des collectivités locales (DGCL) vient de faire paraître le *Guide budgétaire communal, départemental et régional 1993*. Ce document fait le point sur les dotations de l'Etat et les compensations financières résultant des transferts de compétences.

Il commente les principes dispositions législatives et réglementaires intéressant les finances locales, et présente les informations nécessaires à l'élaboration des budgets (cotisations obligatoires, réglementation des tarifs des services publics locaux, régime des garanties d'emprunt...). 144 p., 80 F. La Documentation française, 29-31, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07.

Renseignements, inscriptions, réservations, Institut Supérieur de Management du Patrimoine/Esprit B.P. 114 - 72003 LE MANS cedex Téléphone : (02) 73 45 40 (poste) Télécopie : (02) 73 45 41

Thèmes première journée

1. le patrimoine comme ressource de développement
2. conservation/mise en valeur du patrimoine : quelle répartition du champ des compétences entre l'Etat, les collectivités territoriales et le secteur privé ?

Thèmes deuxième journée

3. mise en valeur du patrimoine : nouvelles demandes, nouveaux services, la dimension européenne et la dynamique française.
4. mise en valeur du patrimoine : nouveaux services, nouveaux métiers.

ORGANISME AVANT GARDE NATURELLE DE PROTECTION DU PATRIMOINE CULTUREL ET DU PAYSAN

LE PATRIMOINE CULTUREL TOURNAIEN

NEURES LOCALES
RÉGIONS

RHÔNE-ALPES

RÉVEILLER LA CONSCIENCE CIVIQUE DES ANNEMASSIENS

Contre la délinquance, le maire propose la création de « réseaux de solidarité » dans les quartiers

AUTANT et même plus que la mort, quelques semaines plus tôt, d'un jeune dévotiste victime d'un vol de voitures surpris sur le fait, ce crime-là, odieux comme tous les autres, a provoqué la colère de Robert Barret (div. g.), maire d'Annemasse (Haute-Savoie). Le vendredi 5 mars, jour d'affluence sur le marché forain de la grand-place, une dame de quatre-vingt-sept ans était assassinée dans son appartement du centre-ville. Son corps fut retrouvé le lendemain, sans que personne ne se fût aperçu de rien. Bien qu'identifié, l'auteur du crime, un vagabond, n'a toujours pas été retrouvé. Quelques jours plus tard, un tireur fou, embusqué sur le toit d'un supermarché, blessait deux jeunes qui sortaient de la MJC du quartier du Ferrier, un grand ensemble HLM.

La Ligue des droits de l'homme s'est aussitôt inquiétée de la « dérive sécuritaire » d'un homme peu suspect pourtant de sympathies pour ce type de discours. « Déclaration scandaleuse et dangereuse qui appelle la population à se constituer en milice », a dénoncé, de son côté, Noël Mercier, le responsable local et départemental du Syndicat indépendant de la police nationale (SIPN), organisation marquée à droite.

Malgré les doutes et les incompréhensions auxquels son intempestive déclaration a donné lieu, M. Barret persiste et signe : « La sécurité, assure-t-il, est d'abord une question de

civisme et de morale collective qui ont disparu, avec le risque d'accroître les dérives : la démission totale ou la montée des extrémismes ». Citations de Montesquieu et de Malraux à l'appui, cet agrégé de lettres de cinquante-neuf ans, adepte de la restauration des valeurs républicaines au nom de la défense des plus faibles, souhaite que « les habitants retrouvent les voies du dialogue, de l'assistance à leurs proches et de la prise en charge de leur environnement immédiat ».

Bref, qu'enfin ils redécouvrent « citoyens » d'une ville qui n'en finit pas de chercher son identité et son unité. Au temps

de la grande prospérité helvétique, la « banlieue » de Genève était plutôt considérée comme le Far-West ou un Eldorado grâce à l'abondance d'emplois bien rémunérés. Frappée par une spéculation accentuée par la rareté des logements sociaux, cette région privilégiée a attiré des milliers d'émigrants, étrangers ou chômeurs de régions désertées. Ici comme ailleurs, la crise pousse et s'est installée, avec un reflux des travailleurs frontaliers qui, aux guichets de l'ANPE, côtoient les salariés français licenciés.

« Ici, tout respire l'argent », reconnaît un fonctionnaire de police qui, de la fenêtre du

commissariat, pointe du doigt la propriété d'un émir saoudien sur la colline, comme les routes habitées à s'approvisionner de ce côté de la frontière. Dans ces conditions, la délinquance, la petite, est devenue un phénomène courant, « banalisé », estime M. Barret, constituée à 47 % des 4 000 faits recensés en 1992 (+ 2 %) de vols de voiture ou à la ramollette, même si, reconnaît-on, la situation est loin d'être catastrophique (1). Malgré un réseau de cent quatre-vingt associations, l'encadrement des nombreux travailleurs sociaux, parmi lesquels des animateurs maghrébins, et la présence de nombreux équipements collectifs, la « conscience d'appartenir à une communauté » reste inexistante.

La drogue, le « shit » ou l'héroïne en provenance d'une Suisse plus libérale, a fait son apparition dans certains immeubles HLM. Subsistait d'une économie souterraine, elle est le plus inquiétant révélateur de la marginalisation d'une partie des jeunes et de certaines familles, à l'origine de la majorité des petits délits commis dans la ville. Mais surtout elle est devenue sujet de conflits entre une partie de la population et la police nationale, accusée à mots couverts, de passivité face à cette dégradation.

Dans ces conditions, M. Barret se refuse à assumer seul la charge collective de la sécurité dans sa ville. S'il ne cesse de réclamer la restitution des effectifs manquants au commissariat, il oserait pas de renforcer le corps des seize agents de la police municipale, « un corps en trépas » qui constitue une lourde charge pour le budget », estime-t-il, ce n'est pas de la loi sur la répartition des missions entre les agents municipaux et le corps d'Etat.

D'ici là, il espère que son « coup de gueule » provoquera quelque chose. Les pouvoirs publics, le préfet, la police et des magistrats, silencieux dans ce débat. Même si, jusqu'à présent, il a surtout été perçu comme un appel dans un désert d'indifférence.

de notre envoyé spécial
à Annemasse
Michel Delberghe

(1) Dans les statistiques du ministère de l'Intérieur, Annemasse est classée au dix-huitième rang des villes de 20 000 à 50 000 habitants.

BOURGOGNE
Dijon informatise les parkings

Depuis septembre dernier, les huit parkings souterrains de Dijon, d'une capacité totale de 2 900 places, sont reliés entre eux par un système informatisé permettant l'affichage en temps réel du nombre de places encore disponibles dans chacun des endroits. L'affichage est retransmis à vingt-huit mâts équipés de caissons lumineux placés aux principales entrées et carrefours de la ville et à proximité des parkings. Le comptage des véhicules se fait par l'intermédiaire du distributeur de tickets d'entrée et de la borne de paiement, reliés à un système de gestion technique centralisé. Les automobilistes entrant dans la capitale régionale peuvent se diriger directement vers le parking de leur choix grâce à un fléchage approprié. Par ailleurs, la capacité de stationnement souterrain de Dijon devrait être augmentée, dès la fin de cette année, de 500 nouvelles places avec l'ouverture d'un neuvième parc.

BRETAGNE
La « Recouvrance » met les voiles

Construite à Brest pour enrichir le patrimoine maritime français, la goélette Recouvrance a reçu ses deux mâts le samedi 3 avril. Ce bateau, réplique d'un ancien vaisseau de guerre, avait été l'un des héros du rassemblement des vieux gréments de Brest 92, l'ésté dernier (le Monde daté 12-13 juillet 1992). Une foule de personnes avait assisté à la mise à l'eau du bateau le 14 juillet, mais il manquait la mâture et les voiles. Celles-ci seront hissées le 20 mai. La Recouvrance, qui doit plus tard effectuer des voyages organisés pour touristes, pourra alors tirer ses premiers bords vers Douarnenez, où auront lieu jusqu'au 23 mai les cérémonies d'inauguration du Port-Élu, premier port-musée français. Dans ce port, le moment fort sera, le 22 mai, l'assemblage de la quille d'un clipper français du Havre de 48 mâts, appelé à devenir chantier muséographique, avant de prendre lui aussi la mer.

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

L'ESPÉRANCE D'UNE TECHNOPOLE

Quatorze communes du Var voudraient profiter de l'extension de Sophia-Antipolis

ELLES sont quatorze communes, situées dans l'est du département et dans le moyen Var, et elles rêvent de participer à l'extension de la technopole Sophia-Antipolis proche de Nice, aujourd'hui saturée. Telle est la double perspective de Sophia-Estrel, un projet ambitieux concernant une superficie de 8 000 hectares.

Lancé en 1970, le parc technologique et scientifique de Sophia-Antipolis a connu une forte accélération de ses rythmes de commercialisation au milieu des années 80. Il a bénéficié d'un important engagement financier de l'Etat (2 milliards de francs d'investissements), ainsi que de l'implantation d'établissements publics de recherche et d'enseignement de haut niveau, représentant 2 500 emplois.

Les 750 cotisations que compte actuellement le site emploient 15 000 personnes. Mais, aujourd'hui, les 500 hectares de la technopole niçoise

semblent insuffisants. Face à cette situation, les responsables du comité interministériel pour l'aménagement du territoire (CIAT) ont approuvé le principe d'un élargissement de 2 200 hectares au nord de l'actuelle technopole et celui d'une mise à l'étude d'une autre extension, à plus long terme. Trois sites possibles ont été retenus, deux dans les Alpes-Maritimes et un dans le Var.

Etudes de faisabilité

Les préfets des deux départements ont reçu mission d'établir « un document de référence faisant apparaître les enjeux de l'Etat » sur les territoires concernés. Dans la foulée du schéma de cohérence des équipements publics de l'Est varois, réalisé par la direction départementale de l'équipement (DDE), trois communes varoises, les plus concer-

nées par cet éventuel projet, ont constitué dès le mois de mars 1991 un syndicat intercommunal à vocation d'urbanisme (SIVU) pour effectuer des études de faisabilité. Si l'extension de la technopole sur les terres du département du Var semble aujourd'hui la mieux positionnée, de nouvelles études d'opportunité ont cependant été lancées. Elles dureront deux ans et ont pour objectif une meilleure définition du plan d'aménagement et des coûts.

L'originalité du projet du Var est d'avoir privilégié l'idée d'une chaîne de microparc d'activité, intégrés dans un plus large espace naturel de 8 000 hectares. L'ensemble était délibérément axé sur l'environnement, qu'il s'agisse d'entreprises d'industrie légère, de structures de recherche et de formation, de type universitaire.

Aujourd'hui, quatorze communes de l'Est varois représentant 210 000 habitants sont engagées dans ce projet, dont elles espèrent des retombées économiques ; les experts les plus optimistes annonçant la création de 2 000 emplois directs et indirects dans les dix ans à venir. Il est cependant peu probable qu'une telle réalisation puisse être mise en chantier avant cinq ans.

de notre correspondant
à Toulon
José Lertzini

ALSACE

LE TRAMWAY SÈME LA ZIZANIE A STRASBOURG

Derrière la poursuite de ce projet et le nouveau plan de circulation se profile la lutte pour la mairie

A Strasbourg, la bataille du tramway n'est jamais terminée. Tandis que des travaux importants pour la réalisation de ce nouveau mode de transport collectif ont commencé au début de l'année dernière et que son corollaire, le plan de circulation (« Ploa Strass ») a été mis en place au même moment, la polémique est à l'ordre du jour.

D'autant plus que le nouveau député de Strasbourg-centre (la circonscription la plus touchée par les chantiers), Harry Lapp (UDF), a toujours été à la pointe du combat contre le projet de la municipalité socialiste conduit par Catherine Trautmann, qui ne s'est pas présentée aux législatives. Depuis son élection du 28 mars dernier, le conseiller municipal d'opposition croit, avec de plus en plus de conviction, à son destin : « Le règne de Catherine Trautmann s'est arrêté ; on ne perd que les batailles qu'on ne livre pas ».

Afin de bien montrer qu'il est l'homme de la situation, il affirme : « Strasbourg a toujours été plus ou moins mal défendue, alors qu'il est impératif de faire passer cette idée qu'il y a en France une ville dont le destin est particulier. »

Ne se définit-il pas comme « un électron libre » en précisant tout de même qu'il n'est pas « mégalomane » parce qu'il veut « ouvrir pour rassembler » et se mettre « au service du meilleur » ?

Le « meilleur » pour l'instant, c'est Daniel Hoeffel, ministre délégué à l'aménagement du territoire et aux collectivités locales et président du conseil général du Bas-Rhin. Il utilisera plutôt sa présence dans le gouvernement Balladur pour l'autre « affaire d'Etat » de la capitale alsacienne : la réalisation du TGV-Est jusqu'à Strasbourg. En effet, Daniel Hoeffel n'a jamais fait de déclarations trahissant sa position contre le tram.

« Course de vitesse »

La victoire aux législatives de Harry Lapp est en tout cas un coup dur pour Catherine Trautmann. Au moment du lancement du « Ploa Strass », il était à l'époque président de l'association des commerçants, — le député de Strasbourg s'opposait à dénoncer « les conséquences catastrophiques » du projet socialiste. Mainte-

nant c'est « son » président de la chambre de commerce et d'industrie (CCI), Claude Dancr, qui a pris le relais.

Tout en clamant haut et fort qu'il ne fait pas de politique, ce personnage important de « la société civile » strasbourgeoise tire à boulets rouges sur le maire et ses adjoints : « Une idéologuette, un professeur de français, un professeur de musique et un avocat lancent en ville des travaux sans savoir ce qu'on veut faire ni comment le faire. » Et de poursuivre : « Leur seule motivation est une course de vitesse pour les élections alors qu'ils feraient mieux de suivre les conseils de professionnels pour avoir un projet cohérent et ne pas ruiner les commerces ».

Dans une enquête publiée le 25 février et réalisée auprès de 157 entreprises du centre de Strasbourg, la CCI constate que 79 % des cotisations concernées ont connu une baisse de leur chiffre d'affaires en 1992. Elle souligne que la chute a commencé en février de l'année dernière, c'est-à-dire au moment de l'entrée en vigueur du plan de circulation. Harry Lapp en profite, lors de la campagne législative, pour stigmatiser « l'inconscience des

élus socialistes qui détruisent, à la vitesse du TGV, l'économie strasbourgeoise ».

De son côté, la municipalité se veut sereine bico que l'ampleur des chantiers provoque des embarras réels sur certains sites, notamment place Kléber, où l'accès au parking souterrain relève d'un gymnase dangereux pour les piétons. Face aux attaques incessantes — « qui s'expliquent par la crainte de voir Trautmann réélue » — en réponse à l'hôtel de ville que le calendrier de ce « mal nécessaire » est respecté et que la ligne nord-sud de 12,6 kilomètres sera achevée, comme prévu, à l'automne 1994.

Catherine Trautmann, qui déplore la politisation du dossier, affirme même que « beaucoup d'habitants sont intéressés par la poursuite du projet ». Le maire a raison d'être optimiste : tous les principaux « trous » sont faits ; on ne peut maintenant que les reboucher. Autant dire que les choses sont trop engagées pour qu'on puisse revenir à la case départ. Il n'empêche : la première étape du tramway « socialiste » sera achevée mais sa réalisation, même dans de bonnes conditions au bout du compte, sera-t-elle suffisante pour assurer la reconduction de l'équipe actuelle ? Rien n'est moins sûr, surtout qu'il est de bon ton d'adresser au premier magistrat de la ville le reproche de se préoccuper plus de son image internationale que du sort de ses administrés.

de notre correspondant
régional à Strasbourg
Marcel Scotto

LA CONCENTRATION LA PLUS INTENSE DES ENERGIES ET DES METIERS POUR LE RAYONNEMENT DE LA COMMUNICATION PUBLIQUE

LYON 12, 13, 14 MAI 1993.
5^e FORUM DE LA COMMUNICATION PUBLIQUE

6 GRANDS DEBATS
6 TABLES RONDES
26 ATELIERS

Communication économique... Communication sociale... Démocratie... Education Civique... Typographie... Communication financière... Marketing politique... Plan Média... Journaux municipaux... Environnement... Territoire, identité et appartenance... Etc.

CAP'COM

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTION
AU 78 62 33 62

I L E - D E - F R A N C E

FINANCES

CINQ VILLAGES DEVANT L'OR DE PICSOU

L'arrivée du parc Euro Disneyland a fait progresser brusquement, mais de façon inégale, les ressources des villages riverains

Les habitants de Chessy l'oot appelé le Grand Fossé, comme le système de défense du village gaulois d'Astérix contre les envahisseurs romains. C'est le oom officiel du tronçon du boulevard circulaire qui sépare le parc Euro Disneyland de Chessy, l'une des cinq communes au milieu desquelles a été construit le complexe de loisirs, ouvert depuis le 12 avril 1992. Il y a moins de 1 kilomètre entre les stucs du château de la Belle au bois dormant et l'église XVIII^e de ce bourg typique de Seine-et-Marne.

Enfant du pays, Olivier Bourjot, le bouillant maire de la commune, a pris la tête de la « contestation ». Il dénonce les orientations d'Epafrance, l'établissement public responsable de l'aménagement de ce secteur de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée.

Son conseil municipal refuse de voter le budget du SAN des Portes de la Brie, le syndicat d'agglomération nouvelle qui gère les équipements des cinq communes sur le territoire desquelles a été bâti Euro Disneyland. Enfin, la mairie de Chessy a saisi les tribunaux pour limiter les nuisances sonores provoquées par les feux d'artifice tirés régulièrement depuis le parc.

Avec 1 174 habitants, Chessy n'a pas vu sa population exploser depuis l'arrivée du géant américain. Au contraire, avant l'ouverture officielle, quelques-uns sont partis chercher ailleurs la tranquillité qu'ils craignaient de perdre. Avec ses commerces, son

auberge, son centre coquettement aménagé, la commune connaissait un développement équilibré. « Avec le parc, on voulait nous imposer 1 200 logements et une zone d'activités de 4 hectares. Nous avons obtenu d'Epafrance que, sur une ZAC de 117 hectares, 40 soient réservés aux espaces verts, que le nombre de logements soit ramené à 750, et que la zone d'activités permette de créer au moins 1 500 emplois », raconte M. Bourjot.

Multiplication des projets

La commune, sur laquelle a été construite la plus grande partie des bâtiments du parc, a vu ses ressources faire un bond depuis l'année dernière. Bien que la taxe professionnelle aille au SAN, son budget a été multiplié par 5,5 et atteint 26 millions de francs, grâce à l'impôt sur le foncier et aux taxes de séjour payées par les clients des hôtels. La mairie se profite pour rénover tous les réseaux et aider les associations locales. Elle cherche des idées, peut-être un festival, pour faire connaître la commune.

Bizarrement, dans le climat de « guéguerre » avec leur imposant voisin, les élus viennent de décider de diminuer la taxe sur le foncier bâti. « Nous pouvons faire ce cadeau, car nous allons bientôt avoir des recettes supérieures à nos dépenses », explique M. Bourjot. Il est également favorable à l'extension du parc sur sa commune... même si Disney ne

tient pas immédiatement sa promesse de coconstruire des bureaux.

La commune de Coupvray bénéficie, avec Chessy, de la manne financière du parc. Mais elle reste à l'écart de l'agitation du plateau voisin. Blotti dans une vallée, ce charmant village attirait, depuis quelque temps déjà, près de 200 nouveaux habitants chaque année. La proximité de la gare d'Esby, à une demi-heure de la gare de l'Est, a fait passer la population de 1 200 à 2 600 personnes en moins de dix ans.

Ces habitants ont, pour la plupart, vu avec inquiétude approcher l'ouverture d'Euro Disney. Tous craignaient une « invasion ». Un an après, rares sont finalement les « débrouillards » à la recherche d'un raccourci pour éviter les bouchons autour d'Euro Disney ou les touristes égarés dans les rues du village. Grâce au commissariat de police installé près du parc, les problèmes de vols et de sécurité ont même quasiment disparu. Personne n'ose se plaindre de l'écho des fameux feux d'artifice qui ne réveillent plus les enfants.

Le maire, François Bentz, a fait savoir à la direction d'Euro Disney que l'église, fraîchement rénovée, était prête à recevoir les fidèles qui séjourneront dans les hôtels du parc. « C'est une occasion de diffuser le tourisme dans la région », estime M. Bentz, soucieux de faire tourner le commerce local. Alors que la municipalité de Coupvray avait dû faire face, ces dernières années, aux charges liées à l'arrivée d'une

nouvelle population, c'est le SAN qui va moderniser la mairie et construire le nouveau groupe scolaire nécessaire pour accueillir 380 enfants en primaire et en maternelle.

Avec 16 millions de recettes fiscales supplémentaires, Coupvray multiplie les projets de rénovation. « Nous allons devenir l'une des communes les mieux équipées de France », avoue M. Bentz, qui raconte comment, avec ceux de Chessy, les élus ont accepté de rétrocéder la plus grande partie de la taxe de séjour pour l'aménagement des voies d'accès à Euro Disney.

M. Bentz n'aimerait cependant pas que Coupvray dépasse 4 000 habitants à la fin du siècle : « Notre commune doit garder son caractère rural. Les aménageurs doivent aussi savoir que les nouveaux arrivants, qui ne trouveront pas de travail sur place satureront un peu plus l'autoroute vers Paris et la ligne de RER. »

Les laissés-pour-compte

Cette prudence n'est pas partagée par les élus des trois communes du sud du plateau, qui ne bénéficient directement d'aucune taxe payée par le parc. An cotraire, à Serris, comme à Magny-le-Hongre et à Bailly-Romainvilliers, on aimerait bien que les promesses de la convention avec Disney se réalisent et que les zones d'activités ne restent pas trop longtemps dans les tiroirs. « Nous ne sommes pas certains de pou-

voir financer l'entretien de l'école de seize classes que le SAN vient de construire », constate ainsi Michel Colombé, maire de Magny.

La commune n'a vu arriver que 200 nouveaux habitants, essentiellement des célibataires qui travaillent sur le parc. Plus question de la zone d'activités de 100 hectares prévue dans les premiers projets. Dans l'attente des programmes de logements promis par Epafrance, seules cinq classes sont ouvertes dans l'école. Et aucun commerçant ne manifeste l'intention de s'installer dans la commune.

Dans les locaux flamboyants de la mairie de Magny, Jean-Paul Balcou est beaucoup plus optimiste. « Nous avons dû réviser à la baisse nos projets d'équipements, mais le SAN va construire un nouveau groupe scolaire, car la population a doublé depuis 1991. » Avec une résidence pour 800 cast members de Disney, Magny compte 1 200 habitants au plus fort de la saison. M. Balcou demande un surclassement pour que la dotation globale de fonctionnement soit augmentée.

La zone d'activités est en panne, le programme immobilier de villas luxueuses autour du golf d'Euro Disneyland est suspendu. Mais M. Balcou compte sur la commercialisation des 800 logements qui devraient être construits dans les prochaines années pour relancer le développement de la commune.

A Serris, les cast members de la résidence de 410 studios se mêlent quelquefois à la vie du village. Amateurs de bières

étrangères, ils fréquentent le café-tabac et se rendent volontiers aux réunions organisées par le comité des fêtes. Financièrement, la commune est relativement aisée. Fixée en fonction de six occupants par nouvel appartement, la dotation globale de fonctionnement est calculée sur la base de 3 500 habitants, alors que la population dépasse à peine 1 500 personnes. Mais Philippe Maucel, le jeune maire de Serris, espère qu'avec la commercialisation de la ZAC par Epafrance, après le forfait de Disney, la commune va enfin pouvoir améliorer ses équipements : « Nous n'osons pas nous lancer dans les investissements ces dernières années, en attendant les décisions définitives d'Euro Disney. »

L'évolution de ces communes est suivie avec intérêt par le SAN des Portes de la Brie. Charles Boetto, son président, dénonçait, le 24 novembre 1992, l'option « tout-tourisme » présentée par Euro Disney pour la deuxième phase du projet, en raison de la conjoncture difficile dans l'immobilier (le Monde daté 29-30 novembre 1992). Le conseil général de Seine-et-Marne, qui a fait de gros efforts financiers pour permettre l'installation du parc, observe également attentivement les retombées économiques dans ces communes et dans l'ensemble du département. Six cents entreprises locales (imprimerie, nettoyage, transports...) travaillent pour Euro Disney : 14 % des achats divers sont effectués en Seine-et-Marne. Certes, toutes les pommes de terre qui sont consommées dans le parc ont été produites dans un rayon de 5 kilomètres autour de l'enceinte, mais ce commerce ne remplace pas les nouveaux habitants attendus par les communes riveraines.

Christophe de Chenay

LE NOUVEAU MENSUEL DU MONDE

AU SOMMAIRE DU NUMÉRO D'AVRIL

Le Monde des
DEBATS
Le Monde

La fin des illusions

Mode de scrutin :
la leçon italienne
Les médias de la proportionnelle
pages 10 à 21

Le sida
hors la loi
pages 22 et 31

Pour ou contre
les reality-shows
pages 32 et 43

LA FIN DES ILLUSIONS

L'alternance n'est pas la révolution. C'est un épisode normal dans la vie d'une démocratie et qui ne modifiera pas la situation du pays. Les Français n'ont plus d'illusions. Le rêve écologique n'a pu s'inscrire dans la réalité, et les vraies questions – sur l'emploi par exemple ou l'immigration – demeurent sans réponses assurées. Les points de vue de Michel WINOCK, Jean-Paul DELEAGE et Dominique BOURG, Patrick WEIL et Jean-Claude BARREAU, Jean-Marcel JEANNENEY et Patrick MESSERLIN.

MODE DE SCRUTIN : LA LEÇON ITALIENNE

Quel est le meilleur mode de scrutin : le majoritaire pratiqué en France ou la proportionnelle intégrale appliquée en Italie ? Le Monde des débats a, sur ce sujet, organisé à Rome une rencontre entre constitutionnalistes français et italiens.

LE SIDA HORS LA LOI

La propagation de cette maladie incurable soulève des difficultés inédites illustrées par quelques procès récents : peut-on au nom de la nécessaire défense de la santé publique porter atteinte aux imprescriptibles libertés individuelles ? Les analyses du juriste Jean-Paul JEAN et de l'historien de la médecine, Mirko GRMEK.

POUR OU CONTRE LES REALITY-SHOWS

Des émissions de télévision à la mode sur lesquelles se divisent téléspectateurs et producteurs. Les opinions de Jacqueline BAUDRIER et de François NINEY.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX LE 10 DE CHAQUE MOIS

هكذا من الأصل

ILE-DE-FRANCE

SEINE-ET-MARNE

FONTAINEBLEAU
SOUS TUTELLE ?

Une expérience avortée de géothermie pèse lourdement sur le budget municipal

Le budget municipal de Fontainebleau, commune de Seine-et-Marne de 18 753 habitants, sera-t-il placé dans quelques semaines sous la tutelle de l'Etat ? La question est en suspens depuis le 12 mars, date à laquelle la chambre régionale des comptes d'Ile-de-France a préconisé l'inscription d'office de certaines dépenses obligatoires.

Le montant de ces dépenses est de 68 millions de francs. Il s'agit d'un emprunt contracté par la ville en 1988, auprès de la Banque française pour le commerce extérieur (BFCE), pour régler l'addition d'une catastrophe opération de géothermie, initiée en 1979, et qui n'a pratiquement jamais fonctionné depuis. Déjà l'an dernier, le maire, Paul Dubrion (divers droite), élu le 7 mars 1992 à la suite du décès de Paul Séramy (UDF), avait refusé d'inscrire au budget le montant de l'opération.

En juin prochain, le remboursement de la totalité de l'emprunt arrivera à échéance et la commune devra alors faire face à une dette d'environ 75 millions de francs ou comptant les intérêts. Comment pourrait-il, à court terme, assurer un tel engagement alors que la balance générale du budget s'équilibre à 119 millions de francs ?

Un lourd héritage

En refusant de payer, Paul Dubrion compte sur le temps, et surtout sur le gouvernement, pour débloquer une situation aujourd'hui dans l'impasse. « D'un point de vue juridique, nous avons tort, reconnaît-il volontiers. Mais l'Etat porte la responsabilité dans l'échec de la géothermie, puisque toutes les incitations venaient alors de lui. Lorsque j'ai pris mes fonctions, on m'a annoncé un moratoire avec une reprise et un étagement de la dette sur vingt-cinq ans par la Caisse des dépôts et consignations, pour toutes les communes sinistrées. Je constate que Fontainebleau reste la seule dont les problèmes ne sont pas réglés. J'espère parvenir rapidement à une solution politique. »

Mais l'Etat, au pied du mur, refuse d'assumer le lourd héritage de la géothermie, même s'il se garde de mettre en cause cette technique. Douze ans après, il serait facile de chercher des responsables. Encore une fois, il s'agit d'un problème politique : « Le gouvernement a tout fait pour encourager les collectivités locales à se lancer dans la géothermie. » Et le coprésident du groupe parlementaire Accor ajoute : « Je n'étais pas en politique à l'époque, mais seulement dans les affaires. Nous avons nous-mêmes installé dans nos hôtels des systèmes solaires avec des pompes à chaleur qui se sont, par la suite, révélées inutiles. On ne peut jeter la pierre à personne. »

Les fautes techniques et financières qui ont abouti à la faillite de la géothermie à Fontainebleau sont nombreuses. Ce fut tout d'abord une erreur de localisation : la ville se trouve à la lisière du bassin aquifère du Doigier, réservoir de toutes les opérations de géothermie menées en Ile-de-France. Contrairement à d'autres opérations, l'échec de celle de Fontainebleau fut d'ailleurs très rapidement constaté.

Dès octobre 1982, la direction régionale de l'Industrie, du Commerce et de l'Énergie (DRIE) confiait au Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) l'étude de faisabilité du projet, avec un débit de 116 m³/h, au lieu des 190 m³/h escomptés pour rendre l'exploitation rentable. En dépit de ces résultats, le syndicat mixte pour la géothermie créé à l'initiative de la ville de Fontainebleau décida de mener l'opération à son terme. Il décida, en outre, dans son budget, une aide de 6,4 millions de francs accordés par le ministère de l'Industrie. En juin 1989,

la Cour des comptes constatait : « Au lieu de servir à indemniser le préjudice causé ou syndicat par l'abandon de son projet, la procédure de garantie contre les risques d'échec à l'issue du premier forage a été utilisée pour tenter de poursuivre à moindre frais une opération aux résultats incertains et finalement décevants. »

Hausse des impôts locaux

Dans ce même rapport, la Cour des comptes dénonçait « la maîtrise insuffisante des dépenses d'investissement, les surcoûts dus aux retards dans la réalisation des travaux, l'absence de contrôle sur l'exécution financière des marchés passés par les mandataires ». Le syndicat débloquait des fonds sans que les pièces justificatives des dépenses aient été produites, ou encore « une politique commerciale incompatible avec l'équilibre financier des opérations ». Le syndicat mixte accordait à ses abonnés, dont plus de la moitié étaient ses propres membres, des tarifs attractifs, mettant en péril l'équilibre financier, déjà très précaire, du système.

En 1988, alors que la dette s'élevait à 40 millions et 20 millions en intérêts, Fontainebleau décidait de quitter la Caisse des dépôts et consignations pour contracter un nouvel emprunt auprès de la BFCE, organisme bancaire réclamant aujourd'hui son dû. En gestionnaire, Paul Dubrion connaît trop bien les banquiers pour féliciter de croire qu'ils puissent passer l'éponge sur une telle dette. Reste à savoir de quel poids seront ses arguments pour convaincre le ministère de l'économie. Car la mise sous tutelle du budget municipal et la hausse des impôts locaux qui s'ensuivrait seraient sans doute insupportables pour les habitants, et donc les électeurs. Paul Dubrion a déjà annoncé son intention d'être candidat à la mairie en 1995 ; mais cette fois devant le suffrage universel.

Pour l'heure, il fait preuve d'optimisme : « La mise sous tutelle de notre budget serait la dernière extrémité. Nous n'en sommes pas là. Et s'il le fallait, je serais prêt à faire passer de moi, en m'engageant au besoin sur la place de la Concorde. »

Roland Puig

HAUTS-DE-SEINE

LE DÉPARTEMENT
INVESTIT

Projet MUSE, rachat de la moitié du CNIT le conseil général choisit l'expansion

En adoptant, vendredi 9 avril, le projet de concession du réseau de transports MUSE (Maille urbaine souterraine express), le conseil général des Hauts-de-Seine va permettre à la société chargée de réaliser ce futur réseau d'établir un avant-projet (le Monde du 14 avril). Selon Charles Pasqua (RPR), président de l'assemblée départementale, le projet MUSE est « la réalisation d'un réseau souterrain d'une ampleur inégalée dans le monde ».

Longue de 48 kilomètres, cette liaison de sous-sol devrait comprendre trois niveaux, deux pour le réseau routier et un pour le métro. Deux hypothèses sont envisagées pour ce dernier : un métro léger sans conducteur de type « Val », ou « Transval », ou équipement plus lourd encore au stade expérimental. Le Syndicat des transports parisiens (STP) doit donner son avis pour un équipement dont la mise en service de la première tranche pourrait intervenir en 1999.

Un espace culturel à la Défense

Un droit de perception sur la partie routière et le versement de redevances au concessionnaire pour l'infrastructure transport ou commun destinées à l'entretien ont été autorisés. La société concessionnaire, MUSE S.A., jouira de la liberté tarifaire pour le péage, mais le conseil général fixera les plafonds.

Les élus ont souhaité qu'un abatement de 20 % soit consenti aux véhicules immatriculés dans le département. Ce n'est qu'à l'horizon 2015 que l'on pourra traverser le département du nord au sud, de Neuville-la-Guyon à Antony, en un minimum de temps.

Charles Pasqua a par ailleurs proposé à ses collègues le rachat de la moitié du CNIT

(Centre national des industries et techniques), regretant de ne pouvoir acquiescer à la totalité « du premier symbole architectural de la Défense, qui a su imposer l'élégance de sa voûte et de sa silhouette, défiant trente années d'évolution, de modes et de goûts architecturaux ».

Mais c'est surtout pour accroître sa présence à la Défense, « dont le pôle économique est apparu comme un foyer important de la vie des Hauts-de-Seine, une donnée essentielle de l'image du département », que le conseil général a décidé cet achat.

La promesse de vote doit être signée prochainement entre Charles Pasqua et la Générale des eaux, actuel propriétaire du CNIT. Elle portera sur 97 242 m², pour un montant de 1,190 milliard de francs que le département règlera en dix-huit ans.

Cet investissement donnera au département « le grand lieu d'expositions et de congrès » qu'il avait intégré dans son projet de Grand Stade. La seconde partie sera réservée aux activités culturelles et associatives ; ainsi le Conseil d'architecture d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) des Hauts-de-Seine disposera de 1 000 m².

En devenant propriétaire de la moitié du CNIT, le conseil général souhaite intervenir dans quatre directions : favoriser le développement des entreprises, renforcer le rayonnement des associations, créer un pôle de promotion culturelle en organisant des manifestations destinées à la population des Hauts-de-Seine, mais également aux touristes, et enfin assurer une synergie avec le domaine universitaire. L'exploitation du centre des congrès sera confiée à une régie dès le mois d'octobre. La redevance permettra de diminuer les subventions dues par la collectivité.

Jean-Claude Pierrette

ESSONNE

Hausse des impôts départementaux

Le conseil général de l'Essonne vient de décider une augmentation de 25 % des taxes départementales des quatre taxes d'impôts locaux. Pour justifier cette hausse, le majorité (RPR, UDF et div. d.) a souligné la nécessité de faire face au financement d'importants investissements, notamment en faveur des collèges et des réseaux d'assainissement. « Nous sommes également victimes des désaménagements de l'Etat, qui nous oblige à contribuer à la dotation de décentralisation », assure Gérard Nevers (UDF), vice-président chargé du budget.

Catégoriquement des recettes fiscales permettra enfin de réduire, de façon substantielle, le recours à l'emprunt.

L'augmentation du taux des taxes, conjuguée avec celle de 3 % des bases d'imposition, devrait se traduire par une augmentation d'environ 350 francs sur les feuilles d'impôts locaux, et ce pour la seule part départementale. Estimant qu'une telle aggravation de la fiscalité ne se justifie pas, les élus de gauche ont dénoncé « les nombreuses dérives budgétaires » du département, en particulier dans la réalisation des équipements sportifs. Initialement destinés à l'accueil des Jeux de la francophonie.

SEINE-SAINT-DENIS

Une nouvelle mairie au chevet de la basilique

AFIN de regrouper ses services municipaux éparpillés dans onze points différents de la commune, Saint-Denis a investi 134 millions de francs dans un nouvel hôtel de ville de 14 000 mètres carrés. Un local plein de coins et de recoins, où viennent d'arriver 550 des 2 500 fonctionnaires municipaux, qui est situé, par une passerelle, à la mairie d'origine, construite à la fin du dix-neuvième siècle. Le nouveau bâtiment en verre, édifié au chevet de la basilique royale, est considéré « comme la pièce maîtresse de la recomposition contemporaine du centre-ville », engendré il y a plus de vingt ans par la municipalité, dirigée aujourd'hui par Patrick Brazeau (PCI). Il a été conçu par l'architecte Henri Gaudin, « sans aucune prétention de monumentalisme » et avec l'accord de la Commission nationale des monuments historiques. Bien que diversément appréciée, sa réalisation à l'ombre de la sépulture des rois de France, trésor de l'art gothique, devrait simplifier notablement les démarches administratives des 91 000 Dyonisiens.

VAL-DE-MARNE

L'orchestre d'Ile-de-France s'installe à Afortville

UNE grande salle de répétition, pouvant accueillir une centaine de spectateurs, trois salles de répétitions (une pour l'harmonie, une pour les cordes et une pour les percussions) seront construites à Afortville (Val-de-Marne) pour héberger l'Orchestre national d'Ile-de-France. Une bibliothèque de partitions, un foyer avec des loges pour quatre-vingt musiciens, des salles de régie, des bureaux et un garage pour les camions de l'orchestre compléteront les équipements. La Maison de l'Orchestre national d'Ile-de-France représentera pour la région un investissement de 21,5 millions de francs. La construction devrait commencer cette année.

PARIS

HLM
SOUS SURVEILLANCE

Suite de la page 17

Voici encore cette gardienne transformée en pédagogue et tâchant d'appréhender des gamins qu'un ascenseur d'est pas un urinoir. Et même un peu flûte quand elle interpelle une baobab du quartier qui prend sa cour pour un champ élys. Et encore, l'inspecteur d'hygiène quand elle ramasse dans les buissons une seringue qui pourrait blesser. Ou psychologue, quand il faut calmer le président des locataires furieux que la permanence du week-end ait été supprimée. Mais aussi professionnelle, tenue au secret, quand elle refuse de répondre aux questions portant sur les loyers, le nombre des appartements libres ou les attributaires manifestement pistonnés.

Stopper la fermeture des loges

Cette goutte d'huile dans les rouages sociaux, l'OPAC avait été tenté de la supprimer voilà une dizaine d'années. Il paraissait plus économique d'installer des digicodes ou des interphones et de louer les loges à des handicapés. Dans le même temps, une loi interdisait désormais aux agents des HLM, souvent d'anciens policiers reprenant du service, de dresser contravention pour violation du règlement intérieur. Laissez à

elles-mêmes, certaines cités parisiennes de logements sociaux partent à la dérive. Et leurs occupants de s'en plaindre, de façon véhémente, auprès de Jacques Chirac.

En 1988, à l'occasion d'une visite sur le terrain, le maire décida qu'il fallait changer de cap. Il adressa à son ami Georges Perol, le patron de l'OPAC, deux injonctions : stopper les fermetures de loges et mettre en place des équipes mobiles de surveillance. Sur le premier point, la tendance est en effet inversée. Soixante-trois gardiennes ont été réinstallées en 1992 ; 36 autres le seront dès que possible, promet-on. On espère que les économies de personnel sont compensées et au-delà par les factures de réparation et la montée de l'insécurité.

Pour combattre celle-ci, il a fallu faire appel à des sociétés spécialisées. Après quelques déboires initiaux et une bavure majeure - le décès d'un vigile, Yves Fromion, délégué municipal à la prévention et à la protection, a passé contrat avec l'Ageco centrale de services (ACDS), une maison qui a trente ans d'expérience et qui emploie 3 500 personnes. Son patron, Pierre Morel, envoie trois fois par jour ses hommes patrouiller dans les deux cents ensembles qui lui ont été désignés comme les plus sensibles. Ils ont été choisis de concert

avec la préfecture, les maires d'arrondissement et l'OPAC ou fonction du nombre de plaintes enregistrées par la police.

Rondes de jour

Deux cent soixante hommes en uniforme bleu et casquette de « cap » surveillent ainsi 44 000 logements sociaux dans huit arrondissements. Ils ne parcourent que les parties communes des cités à l'exclusion de la voie publique et des appartements privés. Ils interviennent jamais dans les affaires de squat et ne relèvent aucune infraction. Ils ont l'interdiction de porter une arme, une matraque ou même une bombe lacrymogène. Ils ne disposent que d'un sifflet d'alarme, mais ils sont en liaison radio permanente avec leur PC, circulent par trois et, la nuit, sont escortés par un chien muselé. Instruction : « Montrez-vous et n'intervenez qu'en cas de flagrant délit, comme n'importe quel citoyen courageux. Mais alors prévenez immédiatement le central qui lui-même appellera la police ! »

La rocade des vigiles de l'ACDS n'est pas une sinécure. Il en est ainsi, dans une cité du dix-huitième arrondissement, lorsque Jalel, le maître chien, Nihat et Vincent entament leur tournée. Tous trois sont passés par le centre de formation de l'ACDS où ils ont appris le métier. Tandis que Jalel et son berger allemand restent en faction devant la porte de l'immeuble, les autres grimpent jusqu'au dernier étage et redescendent par les escaliers en visitant tous les paliers.

Placards de comptours, vide-ordures, grilles de ventilation, tout est ausculté. Autant de cachettes éventuelles pour des sachets de drogue ou des armes. Il n'est pas rare qu'ils trouvent des couteaux ou des seringues, qu'ils attrapent avec une pince et glissent dans une boîte de sécurité attachée à la ceinture, ils vont se ramasser huit en moins d'une heure.

Aujourd'hui, ni clochard ni dealer dans les étages, mais il est courant d'en débiter. Les premiers s'en vont sans demander leur reste, les autres peuvent être plus dangereux. « Il y a une semaine, raconte Viocot, nous nous sommes fait braquer dans un escalier. En parlementant nous avons pu calmer l'agresseur, puis le désarmer. Le chien l'a tenu en respect en attendant la police. » Parfois, l'affaire est chaude. Après une interpellation de ce genre, trois vigiles sont tombés, le lendemain, dans une embuscade tendue par des copains du voyou. Ils se sont retrouvés à l'hôpital.

Charles Pasqua a par ailleurs proposé à ses collègues le rachat de la moitié du CNIT

Débat sur la police municipale

Les hommes en bleu connaissent leur monde et sont sur leur garde. Cela n'empêchera pas de jeunes « facétieux » de les enlever dans une cave. « Si nous n'avions pas immédiatement forcé la porte pour nous dégager, comment le chef de patrouille, ils nous auraient enfilés là-dedans avec une bombe lacrymogène, histoire de nous tester. L'autre jour ils ont lancé un chien contre le nôtre, pour voir. Ils ont vu. Depuis c'est cool. »

Mais à ce régime, les moins solides des vigiles craquent vite. Leur taux de remplacement est

de 30 % par an. Après quatre ans d'expérience, quel est le bilan ?

Les gardiens et les locataires regrettent que les agents de surveillance ne fassent que passer et disposent de si peu de pouvoirs. Pourtant, en 1992, les hommes de l'ACDS sont intervenus 3 300 fois pour calmer des habitants trop bruyants, ils ont secouru 275 locataires, poussés dehors près de 1 500 indésirables et 350 prostituées. Ils ont surtout provoqué 460 interventions policières et procédé eux-mêmes à 43 « arrestations ». Leur présence n'a eu que peu d'effet sur l'usage de la drogue (4 800 seringueuses récoltées), mais elle a empêché débordements, petite délinquance et violences. Grâce aux gardiens d'immeubles qui ont retrouvé le moral et aux patrouilles quotidiennes, un calme relatif règne dans les cités parisiennes. Les services de l'ACDS coûtent chaque année 56 millions de francs au budget communal.

Avec les inspecteurs des parcs et jardins, les gardiens de square, les « pervasches » et les nouveaux agents de sécurité des rues piétonnes, les vigiles de HLM sont le cinquième corps « municipal » en uniforme. A Paris, aucun espace public ou semi-public ne peut être abandonné à lui-même et chacun réclame un système spécifique de surveillance. Faut-il simplifier tout cela en créant une police municipale clairement identifiée, aux missions distinctes et complémentaires de celles de la police nationale ? Une partie de la majorité municipale le demande. Le débat est ouvert.

Marc Ambroise-Rendu

CENTRE

L'âge de raison
du Printemps de Bourges

Dix-sept printemps et un air de génération entolologie, le Festival de Bourges, prévu du mardi 20 au dimanche 25 avril, affiche sa diversité sous l'œil d'une grenouille bleue chaussée de lunettes de rockers, la mascotte de l'année. Les organisateurs ont choisi un dosage subtil d'artistes confirmés et de coups de cœur, au total quarante-neuf spectacles et trente-trois découvertes pour séduire le plus large public possible. Avec un budget de plus de 20 millions de francs, le festival va essayer une nouvelle fois de respecter l'équilibre financier. Les partenaires publics, la ville de Bourges (3,7 millions de francs), la conseil régional du Centre (2,7 millions) ainsi que le conseil général du Cher (0,63 million) ont une nouvelle fois répondu présents, la billetterie devant assurer plus de 20 % des recettes et les partenaires professionnels offrent une enveloppe de 2 millions de francs.

LIMOUSIN
Un aquarium
pour Limoges

Limoges possédait un trésor architectural caché, un réservoir souterrain voûté, en plein centre urbain, qui servait au siècle dernier à l'approvisionnement de la ville en eau potable. Désaffecté depuis des lustres, cet ensemble va vivre une seconde vie. Un aquarium y accueillera, d'ici l'été, quelque 2 000 poissons de 250 espèces, provenant en partie de la faune aquatique locale (le Limousin est un haut lieu de pêche préservée), pour une « partie » de la faune exotique, dans vingt-cinq bassins de 6 mètres cubes chacun. Cette initiative, due à la société aquariophile et à la Fédération de pêche du Limousin, a bénéficié de l'appui de la municipalité (propriétaire du site), du conseil général de la Haute-Vienne et du conseil régional; avec un investissement direct de 4 millions de francs, qu'il faudrait doubler si on y ajoutait la part du bénévolat et des aides techniques et logistiques de la municipalité. Le futur aquarium de Limoges espère accueillir, dès sa première saison, quelque 100 000 visiteurs; et, en dehors des périodes touristiques, fonctionner comme structure pédagogique pour les écoliers de la région.

NORD-PAS-DE-CALAIS
L'ambassade parisienne
déménage

Installée à Paris depuis treize ans, la Maison de la région Nord-Pas-de-Calais perd une partie de son nom. Privée du mot « région », elle entend ainsi devenir, davantage encore, l'ambassade de tous les acteurs du Nord-Pas-de-Calais. Privée de ses locaux du boulevard Hausmann, elle a dû s'installer dans des bureaux en étage (1). Qu'importe, l'équipe de dix personnes qui l'anime entend continuer à se distinguer de ses homologues par son éclectisme. La Maison abrite non seulement un centre d'information touristique classique, mais elle a aussi, au fil des années, développé un important centre de documentation et d'information culturelle et économique ainsi qu'une médiathèque. Elle propose deux salles de réunion à la disposition d'entreprises et d'organismes. Enfin, l'équipe diffuse une lettre d'information émanantée par les collectivités locales, les établissements culturels et les chambres de commerce.

(1) 1, rue de Châteaudun, tél : (01-1) 40-16-07-07.

LES VARIÉTÉS AU ZÉNITH

La musique populaire a trouvé ses lieux de représentation
Plusieurs villes se sont offert des salles « de grande capacité » sur le modèle parisien

SES inventeurs l'avaient baptisé « Dakota », du nom du petit avion rouge qui leur sert d'emblème et dont un modèle réduit est toujours planté dans le parc de La Villette. Mais, aux oreilles de Jack Lang, Dakota, cela sonnait trop américain. Alors, ils l'ont appelé « Zénith », un nom qui a tenu ses promesses... De tous les grands chantiers présidentiels lancés depuis 1981, c'est à la fois le moins médiatique et le plus décentralisé — le seul à avoir « essaimé » — et surtout le moins coûteux pour le budget de l'Etat puisque, pour l'essentiel, ce sont les collectivités locales qui financent.

C'est le 12 janvier 1984 que François Mitterrand inaugure, porte de La Villette, la première salle « de grande capacité » spécialement conçue à la musique populaire (rock et variétés) : une armature métallique recouverte d'une toile grise sans prétention, conçue à l'époque comme provisoire. Deux ans plus tard, le 6 février 1986, Georges Frêche (PS), à son tour, coupe le ruban de celui de Montpellier : copie conforme du grand frère parisien, le premier Zénith « régional » est né.

Mis sous le boisseau pendant la cohabitation, le programme reprend de plus belle lorsque Jack Lang, de retour rue de Valois, décide d'octroyer les crédits nécessaires à la constitution d'un véritable réseau. Depuis, les inaugurations se poursuivent au rythme de deux par an : Toulouse et Pau pour le cru 92; Nancy et Caen cette année; Lille et Marseille en 1994, en attendant Orléans et Tours.

Que de chemin parcouru en dix ans ! En 1980, se souvient Daniel Colliog — dont la société, Coker, fondée avec Daniel Kervac, assure la programmation et l'accueil du public du Zénith de Paris depuis sa création — le rock, c'était un chapitre moribond de l'actualité culturelle. « En 1981, personne n'a levé le petit doigt pour la variété ! » Musique populaire a longtemps rimé avec précaire et éphémère : entre parcs d'expositions à l'acoustique de hall de gare et palais des sports « épouvantails à producteurs », les mélomanes s'étaient pas gâtés !

Depuis 1981, la France a donc rattrapé son retard en se dotant de six et bientôt huit grandes salles, rassemblées sous le prestigieux label « Zénith », entièrement consacrées à la musique populaire. Il était temps, comme



l'explique Serge Langeois, directeur du Zénith de Caen qui doit ouvrir fin juin : « Le Zénith nous permet d'accueillir des artistes que nous ne pouvions pas recevoir au Palais des sports. » Pour les grandes villes, l'enjeu n'est pas mince : « Il s'agit de réinsérer Nancy dans le circuit des spectacles, dont nous étions écartés depuis les années 70 », assure Gérard Benhamou, adjoint à la culture du maire André Rossinot (UDF-rad). Ambitions partagées : à la mesure de Caen, dont le Zénith flamboyant neuf risque de faire de l'ombre à Rouen, son infortuné rival, qui n'a qu'un parc des expositions à faire valoir. Investir dans une vraie salle de concert, sous peine d'être définitivement rayé de la carte des grandes tournées du show-business : face aux exigences accrues des producteurs, les grandes villes n'avaient pas le choix.

L'engouement des collectivités locales pour les Zénith est tel que la société Prospect (détenue à parité par Coker et la SCET, Société centrale d'équipement du territoire, filiale de la Caisse des dépôts), bureau d'études « de faisabilité » mandaté par le ministère de la culture pour sélectionner les projets, a déjà rendu une trentaine de verdicts... « Jusqu'au sénateur-maire de Saint-Amand-Montrond qui prétendait édifier

son Zénith pour contrer l'impact du Printemps de Bourges ! », se souvient Michel Martin, responsable des études à Prospect.

Indispensable à la construction d'un Zénith, la volonté du maire n'est pas une condition suffisante. Encore faut-il que le projet soit « réaliste » (au regard de la population, du marché des spectacles dans la région...) : pas question d'implanter une « salle modulaire » d'au moins 3 000 places (la capacité maximale est généralement de 5 000 à 6 000 places) en rase campagne ! D'autant que le coût d'un Zénith oscille entre 70 et 100 millions de francs, selon qu'il s'agit d'une salle en toile ou en dur.

Condition sine qua non pour bénéficier du label « Zénith » et de la petite subvention du ministère de la culture (17 millions de francs en général), la ville doit signer une convention avec l'Etat par laquelle elle s'engage à respecter le cahier des charges qui le codifie rigoureusement tant la conception que le mode de gestion de ces nouvelles salles. Outre les impératifs de programmation (le nombre de manifestations non culturelles ne doit pas excéder un quota de 30 %), le cahier des charges exige des « conditions scénographiques et acoustiques de haut niveau professionnel » soigneusement détaillées (possibilité de transformer la salle selon dif-

férentes « jauges », plafond technique pouvant supporter une charge globale de 30 tonnes, isolation phonique...). Quant au mode de gestion, l'autonomie par rapport à la municipalité propriétaire est de rigueur — via une société d'économie mixte (SEM) ou de droit privé — ce qui exclut donc le recours à la régie.

« Pour la première fois, on a réussi à créer un prototype d'établissement culturel qui, en principe, n'est pas déficitaire »

Enfin, jamais la société gestionnaire d'un Zénith ne produit de spectacle : elle doit se contenter de louer la salle aux producteurs, qui assument ainsi leur part de risques. Clé du succès de la formule, la location à la soirée est proposée selon deux modes : le forfait, variable selon la « jauge » (comme à Paris), ou le prélèvement sur recette du concert (12 % par exemple à Toulouse, avec minimum garanti de 11 000 francs pour 800 places à 100 000 pour 9 000 places). Gage à la fois de neutralité par rapport aux producteurs et d'éclectisme dans la programma-

tion, ce mode d'exploitation est aussi une assurance contre les dérives financières. « Pour la première fois, on a réussi à créer un prototype d'établissement culturel qui, en principe, n'est pas déficitaire », souligne Patrice Marie, véritable « cheville ouvrière » des Zénith au ministère de la culture.

Une performance pour la rue de Valois qui ouvre la voie à la réconciliation de la culture et de l'économie. Pour preuve, le Zénith de Paris réalise le « grand équilibre », tandis que ceux de province peuvent légitimement ambitionner l'équilibre de gestion.

Véritable clé de voûte du réseau, le cahier des charges s'impose donc à tous les Zénith, même si deux établissements ouverts l'an dernier ont pris quelque liberté par rapport au règlement. « Cas hybride », selon Patrice Marie, Toulon, seule salle à revendiquer un double patronyme : « Zénith Omega » (du nom de la société qui l'exploite), déroge au principe de la neutralité de la location, puisque la salle est directement exploitée, via un contrat d'affermage. A Paris, en revanche, les rôles ont été soigneusement répartis entre Coker — la société du producteur d'Higelin, — qui se cantonne à la programmation, et Zénigestion, filiale de la SCET, qui exploite le Zénith.

A Pau, où une SEM gère le Zénith, l'entorse la plus flagrante au cahier des charges est venue de la ville, qui a saisi Prospect que lorsque la salle était pratiquement construite ! Opportun retard qui rendait caduc l'avis du bureau d'études, peu enclin à donner son aval au projet. « Si on avait dressé une carte des Zénith à construire en priorité, on n'aurait certainement pas pensé à Pau, qui offre une zone de chalandise limitée », assure Michel Martin.

Des arguments que réfute Isabelle Kletz, la jeune et pétillante directrice de Pau, convaincue que son Zénith est en passe de devenir « la » salle de référence du Sud-Ouest, même si elle prévoit un déficit de 2 à 3 millions de francs pour 1993... que le maire épargnera. A ses yeux, l'idéal serait que les Zénith parviennent à « travailler ensemble pour constituer un vrai réseau ». Sédaisant, l'idée relève malheureusement du vœu, ce serait-ce qu'en raison de la bataille que se livrent, en coulisses, les producteurs.

Aussi morcelée soit-elle, la grande famille des Zénith ne compte aujourd'hui qu'un faux frère, installé à Amnéville-les-Thermes, près de Metz, dont la salle modulaire de 12 000 places s'est vu refuser la préieuse certification, pour cause de non-conformité au cahier des charges. Un « vrai-faux » Zénith, en somme, que le maire a tout simplement baptisé « Galaxie » !

Philippe Baverel

Les bons comptes de Paris

Renaud, Goldman, Berger, Gainsbourg, Hellyday, Lavilliers, the Cure, Prince, U2, Simple Mind... Des centaines d'artistes s'y sont produits devant près de sept millions de spectateurs au total ! Légitime rancœur du succès, le Zénith de Paris, conçu comme « provisoire », a eu tout le temps, en neuf ans, de devenir définitif. Car il y a belle lurette que le projet de construction d'une salle de 9 000 places, porte de Bagnollet, dont l'ouverture aurait constitué le point d'orgue de l'Exposition universelle de 1989, est mort et enterré.

Relégué au fond du parc de La Villette, niché contre le boulevard Macdonald, le Zénith, tout de toile vêtue, ne paie pas de mine... mais il se porte comme un charme. Construite en 1983 grâce à un emprunt de 35 millions de francs auprès de la Caisse des dépôts, la salle de La Villette a si bien tenu ses promesses qu'aujourd'hui, non contente d'équilibrer son exploitation, elle s'offre en outre le luxe de rembourser son financement...

Si le Zénith a gagné son pari insensé, à savoir offrir au public, comme aux artistes, une vraie salle de concerts

rock-variétés qui ne coûte rien aux contribuables, c'est que l'Etat, propriétaire de la salle, a su nettement distinguer exploitation et programmation, confiant la première à Zénigestion, filiale de la SCET, et la seconde à Coker (la société de Daniel Colliog, producteur d'Higelin). En clair, Zénigestion ne produit aucun spectacle et loue la salle aux producteurs, selon des tarifs qui oscillent entre 94 000 et 152 000 francs selon la « jauge » (de 3 800 à 6 300 places), à quoi s'ajoutent les charges de personnel d'accueil (de 19 500 à 35 000 francs), de nettoyage, d'énergie... Autant de services confiés à des sous-traitants choisis par la direction du Zénith, ce qui permet de limiter les frais de fonctionnement au minimum. Cela explique que le Zénith de La Villette, qui accueille entre 130 et 150 spectacles par an, n'emploie qu'une douzaine de personnes en permanence. Mais le plus surprenant dans l'histoire de cette salle « toile-métal » conçue par Philippe Chaux et Jean-Paul Morel, c'est qu'elle ait si bien affronté les aléas climatiques.

P. Ba.

Le gigantisme de Nancy

Avec sa parure en acier qui scintille sous le soleil du printemps, sa forme oblongue dans laquelle Charlielie Couture a cru déceler les contours d'une guitare, il a toute l'apparence d'un vaisseau spatial. Installé sur la commune de Maxéville au nord-est de Nancy, sur la site d'une carrière désaffectée, le dernier-né des Zénith s'ouvre ses portes le 26 mars devant 6 000 spectateurs.

Sibges en fer et gradins bétonnés, la nouvelle salle (dotée de vingt-deux entrées et de deux rampes d'accès pour handicapés) célèbre sans retenue le mariage du métal et du béton. Jusqu'aux vespésiennes coulées dans l'inox ! Mais le plus grand mérite de l'architecte, Denis Sloan, est d'avoir eu parfaitement adapté son projet au site original, en transformant l'ancienne carrière en un amphithéâtre de plein air de 25 000 places, sur lequel s'ouvrent dix énormes portes de 35 tonnes. Résultat : une scène réversible, unique en son genre, qui fait du Zénith de Nancy une curiosité.

Une réalisation pharaonique qui aura coûté 110 millions de francs, financée pour l'essentiel par la ville, la région ayant parti-

cipé à hauteur de 5 millions tandis que le ministère de la culture en octroyait 22. A ces frais s'ajoutent les 70 millions de francs débouqués par le district urbain pour aménager le site (voirie, assainissement, parking...). Investissement culturel indispensable pour toute métropole régionale soucieuse d'accueillir les grands concerts d'aujourd'hui (le chapiteau du parc de La Pépinière avait montré ses limites), la construction d'une telle salle à Maxéville est aussi une prouesse en matière d'aménagement du territoire.

« Déghettoiser l'endroit »

Implanté à quelques encablures du Haut-du-Lièvre, quartier périphérique de Nancy tristement célèbre pour avoir laissé pousser dans les années 50 un immeuble long de 630 mètres, le Zénith contribuera aussi à « déghettoiser » l'endroit. affirme Gérard Benhamou, adjoint au maire de Nancy, puisque, « désormais, le Haut-du-Lièvre n'est plus le bout du monde : au-delà, il y a la Zénith... » et bientôt, peut-être, une « vraie technopole du spec-

tacle » si les vœux de la mairie se réalisent. En attendant, le ville-proprétaire a confié l'exploitation de la salle à Zénith SA, une société anonyme dont la SCET (filiale de la Caisse des dépôts et consignations) est actionnaire à 60 %, et Coker (qui assure la programmation du Zénith de Paris) à 40 %, par le biais d'une convention d'affermage d'une durée de six ans. Si bénéfices il y a, ils seront partagés entre la ville et son fermier (respectivement 60 % et 40 % chacun) ; à charge pour Zénith SA d'absorber les déficits, la ville ne s'engageant à « couvrir » qu'à hauteur de 500 000 francs.

Conformément au cahier des charges, Zénith SA loue le Zénith aux producteurs. Beaucoup de services sont sous-traités à des sociétés locales puisque l'équipe permanente compte seulement quatre personnes, une secrétaire et deux techniciennes, rassemblées autour du directeur, Claude-Jean Antoine, alias Tito, ancien président du festival Nancy Jazz Pulsation.

De notre envoyé spécial à Nancy
P. Ba.

DÉBAT

DÉFENSE ET ILLUSTRATION DE LA COMMUNE

par Claude Pernes

Un mois de février est paru *Villes, démocratie, solidarité* : le pari d'une politique, un rapport rédigé par le groupe villes du XI^e Plan. Nous n'étions que quatre maires à participer à ses travaux, perdus au milieu d'une cinquantaine de technocrates. Le rapport n'a pu que constater l'échec de la politique de la ville.

Les chiffres cités dressent un bilan en forme de catastrophe sociale. Trois millions de personnes vivent dans plus de cinq cents quartiers en difficulté, pour la plupart des populations défavorisées comportant 19,7 % de chômeurs, dont un nombre important de jeunes et de femmes.

Villes, démocratie, solidarité présente une analyse sans complaisance de la décentralisation et regrette, avec nostalgie, l'époque où l'Etat gardait la haute main sur la gestion des communes à travers ses deux instruments privilégiés que sont l'urbanisme et le logement ; le rapport affirme « qu'il est regrettable que les services locaux de l'Etat ne disposent pas de sensations réglementaires et financières à l'encontre des municipalités ».

Selon le rapport, « la nouvelle répartition des compétences n'a pas entièrement respecté le principe des blocs de compétence affiché en 1982 », et les collectivités locales se sont concurrencées « sur les domaines considérés comme valorisants ».

Mele l'affirmation la plus échoquante concerne l'action sociale. Prétendre que « les collectivités locales ne font pas toujours leurs priorités des domaines peu valorisants » est une insulte aux maires qui, devant la gravité de la situation, emploient tous les moyens pour essayer de faire baisser la pression. La conclusion s'impose : ce sont les communes qui sont responsables de l'échec de la politique urbaine !

Derrière ces accusations se cache une

volonté réelle de porter atteinte à l'existence même de la commune. *Villes, démocratie, solidarité* propose comme remède au « déficit de citoyenneté » d'étendre la loi PLM à l'ensemble du territoire national. « Les anciennes communes deviendraient des arrondissements ou seraient subdivisées : dans chaque arrondissement seraient élus directement les représentants qui dirigeraient l'agglomération ».

Cette mesure, d'un volontarisme utopique, constituerait un bouleversement aussi radical que la disparition des enclaves provinciales après 1789. Elle ne conduirait malheureusement qu'à la formation de mégapoles sans âme. Le malaise serait encore accentué par l'adoption de la notion de « citoyenneté de quartier » et de son corollaire non avoué, le droit de vote pour les populations immigrées.

La création d'un réseau associatif

Cette mesure, implicitement exprimée par les propositions de « disjoindre insertion et citoyenneté » et de « concevoir des dispositifs qui manifestent la reconnaissance de l'immigré », reviendrait à créer de véritables cantons ethniques, les populations immigrées ne devant fonder leurs choix électoraux sur des critères d'appartenance communautaires au détriment d'une pratique de la démocratie. Il est illusoire d'imaginer qu'une telle reconnaissance assurerait l'intégration de populations venues à la recherche d'avantages bien plus économiques que politiques. Au contraire des solutions préconisées par ce document, le problème des quartiers défavorisés passe par la sauvegarde et l'affirmation de la commune traditionnelle.

Son maire, interlocuteur politique plébiscité par 74 % des français, bénéficie de la légitimité nécessaire pour garantir le respect des grands équilibres. Le contrat

de ville doit reconnaître la nature spécifique des quartiers. La dotation globale de fonctionnement peut être adaptée et tenir compte de nouveaux critères comme le nombre d'immigrés, de jeunes, de familles monoparentales, de RMIstes ou de chômeurs.

L'apparition de ghettos a été favorisée par la multiplication des centres de décision concernant l'attribution de logements sociaux. Le maire doit en avoir désormais la maîtrise totale à travers une commission, lui seul, et non pas le préfet, étant épte à harmoniser la répartition sociale dans sa ville.

Il faut rappeler l'immense effort fourni par les communes dans la création d'un réseau associatif destiné à faire baisser la pression sociale. Le maire est un véritable pompier sans qui la situation aurait depuis longtemps explosé. Il est impossible d'espérer faire naître une vie économique et sociale dans les quartiers si l'ordre républicain n'est pas respecté.

A cet égard *Villes, démocratie, solidarité* n'est pas dépourvu d'un parti pris à l'égard des forces de l'ordre en préconisant l'instauration de « maisons du droit » où d'éventuels plaignants pourraient signaler les « dysfonctionnements des forces de police ».

Seule la volonté politique fait défaut, il faut avoir la lucidité d'envisager la lutte contre le trafic de drogue, l'expulsion des étrangers condamnés pour crimes ou délits, une politique de traitement de la délinquance des mineurs.

Fautes à une volonté, certes généreuse mais, comme toutes les utopies, porteurs de toutes les catastrophes, seul l'empirisme basé sur une institution légitime par des siècles d'expérience peut répondre au défi que constitue l'existence de ces nouveaux ghettos. La commune est la cellule de base de notre pays, n'y touchons pas.

► Claude Pernes (UDF) est maire de Rosny-sous-Bois.

COURRIER

Toujours les départements

L'article d'un lecteur portant sur la remise en cause du département (*Le Monde* daté 21-22 février) incite à se souvenir que ces entités ont été créées, à l'origine, dans le double but de permettre au préfet, ou à son émissaire, de joindre à cheval tout point de son territoire en au plus une journée.

Je ne sais si l'échelle et la vocation du département sont encore de mise aujourd'hui. En termes d'échelle, tout d'abord, l'ère du téléphone, du fax, du motard et de l'hélicoptère, chaque point de l'Europe est joignable en quelques heures. Si un déplacement personnel est nécessaire à un administré, le département n'est certes pas la dimension optimale. Pour des affaires de faible importance, la sous-préfecture non seulement suffit, mais est officiellement préférée à la préfecture. Pour des affaires de plus grande importance, l'exigence légitime de la décentralisation a instauré la préfecture de région.

En termes de particularismes provinciaux, maintenant : il semble désormais partagé par une majorité de nos concitoyens, voire de nos édiles, que l'un des dangers qu'encontre notre pays est de laisser perdre nos cultures locales. Aujourd'hui, les langues régionales, les festivals locaux reprennent force et vigueur, demain peut-être reprendront aussi les soirées avec danses, contes traditionnels, bref tout ce dont le tourisme pourra d'ailleurs notablement profiter.

La région, aujourd'hui ensemble de départements,

demain peut-être ensemble d'arrondissements, peut permettre à la fois la réconciliation avec l'histoire locale - en permettant à des arrondissements apparentés culturellement et historiquement, depuis à peine deux siècles séparés et regroupés dans des départements artificiels (exemple : l'Aisne), de se retrouver au sein d'une même région - et la compétitivité, en adoptant une dimension compatible avec les exigences européennes. Il semblerait, en effet, illusoire de revenir aux provinces d'antan. N'en déplaise par exemple à l'Aunis, la Saintonge, l'Artois ou le Westhoek (la Flandre française), il leur faudra, pour avancer, coexister avec d'autres provinces au sein d'une région.

JEAN-MARC BLOT
Noisy-le-Roi

L'air comprimé déprime

Voire article sur les réseaux parisiens de chaleur et de froid est fort intéressant (*Le Monde* daté 21-22 mars). Mais vous avez omis de parler de celui de la Société urbaine d'air comprimé (SUDAC). Il est tout à fait original et même, à en croire ses responsables, unique au monde.

Or à la suite de la démolition de l'usine du Quai de la Gare, pour l'opération Seine Rive Gauche, tout le réseau desservant le rive gauche va être abandonné. Les utilisateurs d'air comprimé seront donc obligés d'installer chez eux un compresseur de petite taille au rendement et à la maintenance incertaines.

PIERRE BARRAL
Courbevoie

OFFRES D'EMPLOIS



LE SERVICE EDUCATION-ENFANCE
de la ville de MONTREUIL
(Seine-Saint-Denis - 100 000 habitants)

recrute

Un(e) Chargé(e) de mission

Pour :
La mise en place d'un observatoire local du système éducatif (suivi scolaire des enfants, suivi des effectifs...)

Pour :
La coordination d'opérations d'animations proposées aux écoles primaires et maternelles de niveau d'études supérieures, vous disposez d'une sensibilité importante à l'outil informatique et d'une rigueur irréprochable pour le suivi des dossiers.

Par votre sens affirmé de la diplomatie, vous serez un interlocuteur reconnu par l'ensemble de vos partenaires.

Adresser candidature, CV à
Monsieur le Député-Maire HOTEL DE VILLE - 93105 MONTREUIL CEDEX



Le Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris recherche

3 professeurs de chant 2 professeurs de danse classique

Pourront poser leur candidature à ces postes déclarés vacants le 1^{er} Octobre 1993, les personnes :

- titulaires de titres ou diplômes de l'enseignement supérieur délivrés par les institutions musicales françaises ou étrangères,
- justifiant d'une activité d'enseignement d'au moins trois années,
- justifiant d'une carrière nationale ou internationale exceptionnelle.

Les dossiers de candidature emportant un curriculum-vitae sur une seule page, devront être adressés le samedi 15 mai 1993 au plus tard, le cachet de la poste faisant foi sous la référence MD :

Monsieur le directeur du Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris
203, av. Jean Jaurès - 75019 PARIS. Pour tous renseignements complémentaires : (1) 40 40 45 12



VILLE
DE CHERBOURG
MANCHE

RECRUTE

« chargé de mission »

Fonctionnaire de catégorie A

Poste de la filière administrative

Par voie statutaire ou contractuelle

Responsable auprès des représentants de la Ville au sein de ses instances de l'examen et des études corrélatives, des dossiers départementaux et régionaux notamment, dans une démarche prospective, de préparer les orientations à faire valoir dans le cadre du prochain Contrat de Plan Etat/Région, puis d'en assurer ultérieurement le suivi, et, d'une façon générale, de participer à la réflexion sur les axes de développement de la Ville.

Les candidatures sont à adresser à :

Monsieur le Maire de Cherbourg
Direction du Personnel et des Ressources Humaines
BP 823 - 50108 Cherbourg Cedex

CENTRE INFORMATIQUE D'ETUDES ET D'EXPLOITATION

Est chargé :

Du développement et de la mise en œuvre d'un système télématique national de cotisation d'encaissement.

Recherche :

UN INGÉNIEUR TÉLÉMATIQUE CONFIRMÉ

Il encadrera une équipe d'informaticiens.

Il assurera le développement et la maintenance des applications sur serveurs.

Il diffusera le produit et assurera la formation et l'assistance aux utilisateurs.

Ses connaissances devront lui permettre de participer aux choix technologiques.

Niveau requis : bac + 5 avec formation informatique.

Expérience de 4 ans en informatique, dont au moins :

- 2 ans en serveur videotex ;
- 1 an en micro (DOS et OS2) ;
- pilotage de projets.

Des connaissances réseau seront appréciées.

Rémunération proposée
entre 250 KF et 300 KF selon compétence.

CABINET CONSEIL DU SECTEUR BANCAIRE FILIALE D'UNE GRANDE ASSOCIATION

RECHERCHE

SON DIRECTEUR GÉNÉRAL

Poste permanent, complexe et évolutif consistant à assumer les fonctions de :

- Gestion et de sélection des Ressources Humaines composant un fichier de 200 experts en renouvellement constant,
- Coordination et gestion de nombreux chantiers localisés principalement à l'étranger,
- Négociation des interventions avec les donneurs d'ordres,
- Relations avec les administrateurs représentant les grandes banques, les ministères, les principaux acteurs de la profession bancaire, les organismes internationaux,
- Définition de la stratégie et des objectifs ; établissement et suivi du budget.

Au terme d'une carrière diversifiée en tout ou partie bancaire, dans des postes de Direction générale où vous avez réussi, vous souhaitez continuer de consacrer votre dynamisme et vos qualités d'animateur, de négociateur et de gestionnaire au service d'une mission d'intérêt général dans le cadre d'un statut de conseiller indépendant.

- Vous avez entre 55 et 60 ans et vous possédez une pratique courante de l'Anglais parlé et écrit,
- Vous aimez la communication et vous êtes passionné par les Relations Humaines et les problèmes internationaux,
- Vous bénéficiez déjà d'une source de revenu et vous acceptez de vous satisfaire d'une rémunération complémentaire.

- Associé-gérant unique, vous êtes prêt à assumer la responsabilité totale de la gestion.

Adresser votre candidature au journal qui transmettra
sous référence 8650 *Le Monde Publicité*
15-17, rue du Colonel Pierre-Avia 75002 PARIS Cedex 15.

AUXERRE

Deux « consuls » et un ballon

C'ÉTAIT un soir de ehnu-croute, en 1983. Une soirée entre copains, quand les retrouvailles s'arrosent à la bière et au vin blanc, sans excès mais dans la bonne humeur. Il devait être minuit, peut-être un peu plus, ou ne s'en souciait vraiment. Les rives de l'Yonne étaient désertes. Le stade de l'Abbé-Deschamps aussi. Sortie de table, la joyeuse bande s'était précipitée sur un terrain annexe, où s'entraînaient d'ordinaire les joueurs professionnels de l'Association de la jeunesse auxerroise (AJA). Alors, no a pris un ballon, tombé la veste, remonté les bas de pantalon et allumé les projecteurs, pour mieux repérer les chefs de bande.

Il était deux. Un gail-lard plutôt costaud et fort en gueule : Guy Roux, manager du club de football local depuis 1961. L'autre, moins trapu mais tout aussi expansif, portait sa cravate « à l'apache », onquée autour du froc : Jean-Pierre Soisson, maire de la ville depuis 1971, ancien ministre, milieu de terrain « polyvalent » de la politique française. C'est lui, en cette nuit d'euphorie, qui marqua le dernier but de son équipe.

Des anecdotes, des histoires d'hommes et de passion, les habitants d'Auxerre en connaissent des dizaines. Rien ne les surprend plus. Car voilà maintenant quatorze ans que la préfecture de l'Yonne, jadis célèbre pour sa cathédrale Saint-Étienne, sa vieille ville et son « bon enfant » Cadet Roussel (celui de la chanson), est régentée par ce tandem de vieux complices. Elle vit au rythme de leurs manœuvres, de leurs fausses querelles, de leurs succès, aussi bien en football qu'en politique.

Tout passe par eux. Les ballons et le reste : les négociations de couloirs, les bruissements d'élections, les couloirs locaux, les discussions budgétaires... Mais l'essentiel demeure l'AJA, le club miracle du football français. Celui qui, avec son petit stade de 19 000 places et ses 10 000 spectateurs

de mysoe, fait la nique aux grands et brille en Coupe d'Europe. Une sorte de village gauchiste qui résiste aux armées romaines du sport-business.

Auxerre, la paisible bourgogne contrainte de courir aussi vite que son équipe, se s'occupe pas autre mesure. Electeurs et supporters accordent leur confiance aux « deux consuls », comme on les surnomme parfois dans la région. Jean-Pierre Soisson, cinquante-huit ans, s'est débrouillé pour sortir indemne du dernier gouvernement socialiste et vient d'être réélu député (Mouvement des réformateurs) avec 63,02 % des voix (un record personnel pour des législatives). Quant à Guy Roux, cinquante-quatre ans, il conserve une chance de qualifier son équipe pour la finale de la Coupe d'Europe de l'UEFA, à condition d'éliminer les Allemands de Dortmund, mardi 20 avril, en match retour des demi-finales.

Une réputation nationale d'emmerdeur en chef du football français

Bien sûr, l'AJA, fondée en 1905, existait bien avant les soirées éhnu-croute et les gouvernements d'ouverture. Mais elle n'était alors qu'un club de patronage, emmené par l'abbé Deschamps, personnage essentiel de la vie auxerroise. Jean-Pierre Soisson, dont le père fut président du club, se souvient d'ailleurs avoir porté le maillot des « culs blancs de l'AJA » contre les « laïcards du Stade auxerrois », le club rival. En 1979, pourtant, lorsque l'équipe s'est qualifiée pour la finale de la Coupe de France — elle est montée en première division un an plus tard —, tout a changé.

Certes, le crucifix est longtemps resté accroché dans les vestiaires mais, d'exploit eo

explinit, Auxerre a fini par écouaître la renommée, en France puis en Europe, notamment en formant des joueurs de talent (Ferreira, Bini, Cantona, Martini, Vahirua...). Dès lors, la ville, déjà dirigée par le spécialiste du cumul des mandats qu'était « JPS », s'est entichée d'un autre « cumulard » hors pair : Guy Roux, manager général de l'AJA, président du Syndicat national des éducateurs de football, consultant à

rigueur. Quand M. Soisson doit prendre une décision importante (choisir entre la présidence de la région Bourgogne et un siège de député), c'est à son ami du football qu'il demande d'abord conseil et non à ses collaborateurs.

Guy Roux lui ayant suggéré de privilégier le Palais-Bourbon, il l'a écouté. S'il veut se détendre entre une séance à l'Assemblée nationale et un conseil municipal, c'est au stade, le dimanche matin, qu'il ira savourer un sauna et des massages en discutant avec les joueurs. « Il est de la famille », se réjouit le manager.

Inversement, lorsque ce dernier, administrateur du général de Gaulle, commence à envisager une carrière politique

arrivé d'aller chercher un joueur en Pologne avec un avion du GLAM », confesse-t-il.

Pins récemment, lors de la dernière campagne électorale, « JPS » n'a pas manqué de partager sa passion avec ses futurs électeurs. Le 16 mars, à l'occasion d'un match historique disputé à Amsterdam contre l'Ajax, il avait fait installer un écran géant dans un quartier populaire d'Auxerre. Il a suivi la partie aux côtés des habitants des cités. En fin de soirée, une fois la qualification acquise, il a laissé couler une larme. « Une émotion, sans doute sincère, mais plutôt bien venue », constate l'un de ses adversaires politiques. Si Roux et Soisson s'accrochent de temps à autre, c'est pour la

finis qu'elle « ne sait rien refuser à Roux ». Trop gâtés, les footballeurs ? « Nous sommes conscients des possibilités de la ville, nous restons donc raisonnables », réplique Jean-Claude Hamel, le président du club. « Dès qu'un trottoir tarde à être refait, on prétend que c'est de notre faute », s'insurge quant à lui Guy Roux avoué de rappeler que le football profite à la ville : « Un grand match, c'est mille couverts dans les restaurants et une promotion extraordinaire pour notre région ! »

Pour peu qu'un homme politique, quelle que soit son étiquette, s'oppose à son club lors d'une campagne électorale, il fera jouer ses « réseaux » : « L'AJA, c'est quatre cents gosses que je connais un par un. Cela fait huit cents parents, donc huit cents électeurs, sans compter les grands-mères. » Si Jean-Pierre Soisson lui-même admet que la population est « très divisée » sur le sujet du football professionnel — « c'est du 50-50, bien que, globalement, les gens soient plutôt fiers de leur équipe » —, il n'est pas de même sur le plan politique. En fait, un seul élu de premier plan avance résolument à contre-courant : Michel Bonhenry (PS). Ce dernier se défend d'être « anti-AJA », lui qui a été co-élus avec Guy Roux et salue ses performances. Simplement, il revendique le droit de s'interroger sur l'utilisation des fonds publics par ce club qu'il a eu le malheur de qualifier de « donuse », provoquant ainsi la colère de Guy Roux. « On n'arrête pas de nous dire que l'AJA est bien gérée, que c'est l'un des rares clubs français à ne pas être dans le rouge », constate M. Bonhenry. Je veux bien le croire mais j'aimerais qu'un me le prouve. Nous n'avons jamais accès aux comptes.

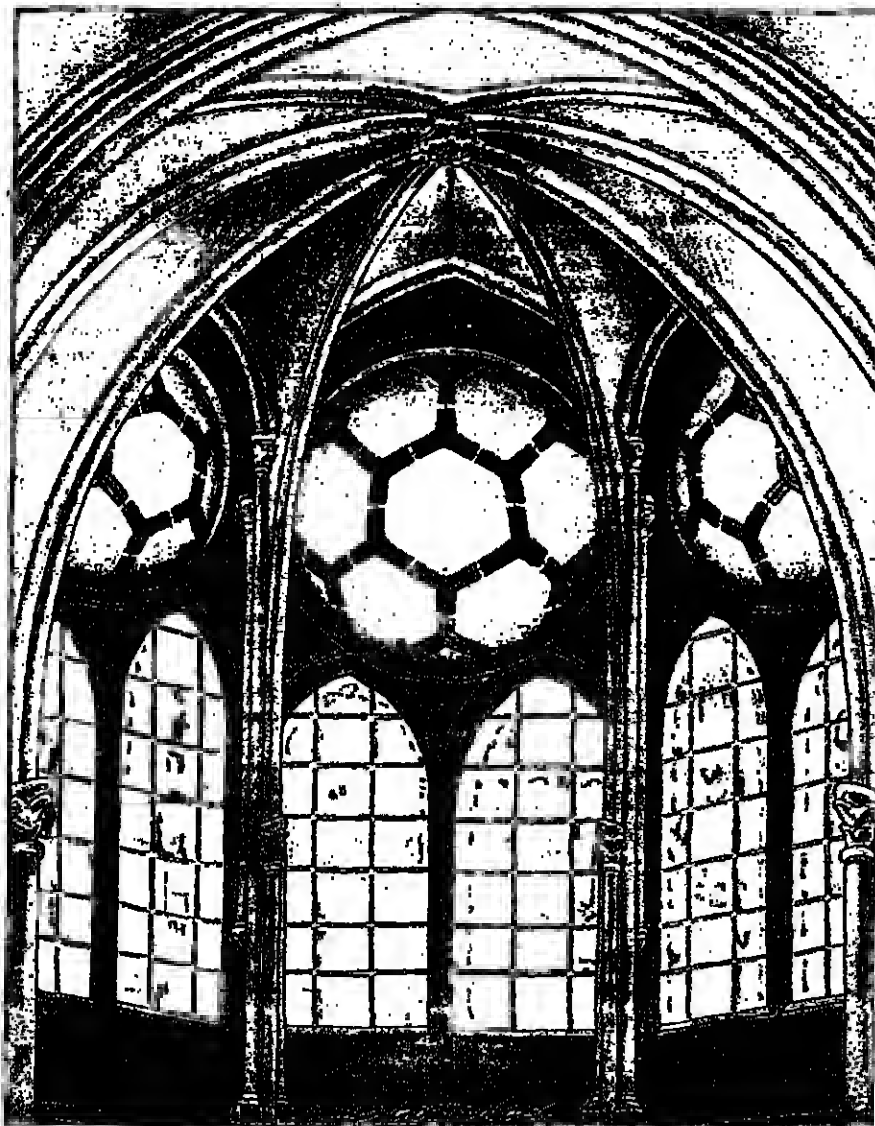
Michel Bonhenry, l'un des rares notables à suivre les matches à la radio et non dans la tribune d'honneur du stade, mène une croisade solitaire que les autres élus assurent perdue d'avance. « Je ne comprend pas pourquoi il n'aime pas l'AJA », s'interroge Jean-Marie Langureau (PC), grand ami de Guy Roux (« Sur TF1, c'est le meilleur ! ») et fidèle supporter des « bleus ». « Pour aller à l'encontre de l'AJA, il faut être courageux ou inconscient », envoie Robert Wozniak, qui occupe depuis 1989 le poste d'adjoint aux sports (« Face à Roux, il faut avoir les nerfs solides, j'étais le seul candidat ! »).

Ainsi va donc Auxerre, dans le sillage de ses « enousus », parfois enotestés mais toujours co poste. Une situation appelée à perdurer. Du moins est-ce l'avis de Jean-Louis Hussonnois, secrétaire départemental du RPR : « Quand vous arrivez dans les appartements des cités, vous trouvez souvent deux photos dédicacées sur le buffet du salon : l'une de Roux, l'autre de Soisson. »

de notre envoyé spécial
Philippe Broussard

(1) Guy Roux, *Fou de foot*, éd. Robert Laffont, 1993, 200 p., 100 F.

Prochain article :
CARCASSONNE



De Beines à Beine

C'est un petit village de 150 habitants, dans le département de l'Yonne, qui a connu une véritable révolution. Jusqu'en 1980, Beine était un village pauvre, avec une école à deux classes, une seule maison de bois, et une population qui vivait de l'agriculture. Mais tout a changé. En 1980, Guy Roux, le manager du club de football local, a acheté le village. Il a fait construire une nouvelle école, une nouvelle maison de bois, et a encouragé les habitants à se lancer dans le commerce. Aujourd'hui, Beine est un village prospère, avec une école à quatre classes, une maison de bois, et une population qui vit de l'agriculture et du commerce.

TF1, agent d'assurances, propriétaire de nombreuses maisons et appartements.

Ce fils d'officier de l'armée française, élevé dans le village d'Apoigny à 10 kilomètres d'Auxerre, est un homme orchestre : il entraîne et entraîne l'équipe professionnelle, surveille les jeunes du centre de formation (de jour comme de nuit), répond au téléphone quand la standardiste est partie déjeuner, s'inquiète de l'entretien de la pelouse, de la vente des billets et des sandwiches, rédige le bulletin *Allez les bleus*, raconte sa vie dans un livre à succès (1)...

Jean-Pierre Soisson lui-même s'avoue parfois surpris par le personnage. « Il obtient ce qu'il veut de Mitterrand ! » constate aussi « JPS ». Les diverses activités de Guy Roux, sa propension à s'exprimer sur tous les sujets — il s'en défend timidement —, à côtoyer avec une même aisance les ministres parisiens et les vignerons chablisais, lui valent la sympathie du public local, une réputation nationale d'emmerdeur en chef du football français, mais également une fortune personnelle dont M. Soisson estime qu'elle est la « première d'Auxerre ». Si les deux hommes ont fréquenté le même établissement scolaire, le lycée Jacques-Amyot, point de passage obligé de tous les jeunes ambitieux du cru, ils ont donc opté pour des casques différents. L'un a eboisi le survétement, l'autre le complet-veston. Leur association n'est pas de sa jeunesse, qu'il soit au Danemark, pour une réunion des ministres européens, ou chez lui, en Bourgogne. « A l'époque de Giscard, il m'est

locaux, c'est auprès du maire qu'il va chercher des encouragements. « Guy se présentera aux prochaines cantonales. C'est un homme de pouvoir », prévient ainsi « JPS » avant de confier que sa ville « se porterait mieux si elle avait dix Guy Roux ».

« Dès qu'un trottoir tarde à être refait, on prétend que c'est notre faute... »

Les deux complices se croisent parfois sur une piste de ski, aux Arcs, ou encore dans un bar du centre-ville d'Auxerre, le Biarritz, où Guy Roux boit traditionnellement son café avec quelques notables. Quand ils ne peuvent se voir, ils se téléphonent, au moins une fois par semaine, beaucoup plus en période d'effervescence autour du club. L'entraîneur se souvient ainsi avoir appelé le maire à son domicile parisien, un matin, à 7 h 30, pour se plaindre d'un secrétaire général de mairie qui avait osé autoriser un concert de Jean-Jacques Goldmas sur le parking du stade, un jour de match. Impardonnable erreur ! Priorité à l'AJA ! Le chanteur a dû se replier vers un gymnase.

M. Soisson trouve toujours le temps de s'occuper du club de sa jeunesse, qu'il soit au Danemark, pour une réunion des ministres européens, ou chez lui, en Bourgogne. « A l'époque de Giscard, il m'est

forme, presque pour le plaisir.

Parce que le premier est très exigeant pour son club et qu'il s'efforce toujours d'obtenir le maximum du second : « Cela ne va jamais très loin, précise le manager général, jamais d'insultes, jamais d'irrespect. Le maire nous a toujours soutenus. Sans lui, l'AJA n'aurait pas pu grimper aussi haut. »

Contrairement aux apparences, le football ne fait pourtant pas l'unanimité dans la préfecture de l'Yonne. L'AJA a beau avoir la réputation — de moins en moins justifiée — d'être un club aux moyens financiers limités (le budget annuel serait de 50 millions de francs, soit près de quatre fois moins que le Paris-Saint-Germain), son train de vie fait souvent l'objet de débats. Et si se trouve toujours quelques sceptiques pour s'étonner des 2,4 millions de francs versés chaque année à l'AJA par une municipalité dont il se dit par-

Chiffres

■ Préfecture du département de l'Yonne, Auxerre compte 164 164 habitants.

■ Résultats des élections municipales du 12 mars 1989 :

PS	22 144	13,53 %
UDF	13 538	8,27 %
PCF	7 554	4,57 %
FN	32	0,02 %

■ Résultats des élections départementales du 20 septembre 1992 :

UDF	2 329	17,84 %
PCF	3	0,02 %
RPR	2 323	17,73 %
FN	3	0,02 %

■ Résultats du scrutin sur l'Union européenne du 20 septembre 1992 :

UDF	14 741	33,12 %
PCF	7 740	17,43 %
RPR	6 480	14,56 %

■ Dans la série « Cités », le Monde a déjà publié : Arras (daté 15-16 novembre 1992) ; Saint-Malo (daté 22-23 novembre) ; Mâcon (daté 29-30 novembre) ; Perpignan (daté 6-7 décembre) ; La Rochelle (daté 13-14 décembre) ; Rodez (daté 20-21 décembre) ; Lisieux (daté 27-28 décembre) ; Valenciennes (daté 3-4 janvier 1993) ; Aurillac (10-11 janvier) ; Troyes (17-18 janvier) ; Tulle (24-25 janvier) ; Blois (31 janvier-1^{er} février) ; Albertville (7-8 février) ; Angers (14-15 février) ; Périgueux (21-22 février) ; Vesoul (28 février-1^{er} mars) ; Bastia (7-8 mars) ; Thionville (14-15 mars) ; Aves (21-22 mars) ; Colmar (28-29 mars) ; Le Havre (4-5 avril) et Saint-Quentin (11-12 avril).